

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14170 - 5 F

SAMEDI 18 AOÛT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Déliquescence en RDA

VOILA de nouveau le gouvernement est-allemand en bien mauvaise posture. La fragile « grande coalition » dirigée depuis le mois d'avril par le chrétien-démocrate Lothar de Maizière est sur le point d'écarter. Mercredi 15 août, quatre ministres ont été renvoyés ou ont remis leur démission. Après le limogeage de leur ministre des finances, M. Walter Rombert, les sociaux-démocrates paraissent cette fois fermement décidés à claquer la porte, et le groupe parlementaire du SPD est-allemand se prononcera mardi prochain. Il n'est pas exclu que les députés retirent leur soutien au gouvernement à la Chambre du peuple. La désagrégation d'un pouvoir déjà en sursis continue.

Certes, ce n'est pas la première crise qu'affronte M. de Maizière. Fin juillet, quelques semaines après l'entrée en vigueur du traité d'union économique et monétaire avec la RFA, des querelles internes sur le mode de scrutin des futures élections paneuropéennes avaient secoué la coalition et entraîné le départ des libéraux. Après bien des atermoiements, les sociaux-démocrates avaient choisi d'y rester. Plus récemment, ils s'étaient heurtés à leurs partenaires sur la date des élections générales (2 décembre) et de l'adhésion de la RDA à la RFA (14 octobre). Seule une marche arrière du premier ministre et de son mentor bonnois, le chancelier Kohl, permit d'éviter le divorce.

Le président du SPD de l'Est, M. Wolfgang Thierse, dénonce à présent les « manœuvres politiciennes répétées » du premier ministre chrétien-démocrate, qui, à ses yeux, cherche à accroître les chances de la CDU lors des consultations à venir. Pour lui, le renvoi autoritaire des ministres des finances et de l'agriculture a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase : M. de Maizière n'a pas respecté la Constitution, qui stipule que seule la Chambre du peuple peut démettre des membres du gouvernement de leurs fonctions.

Mais le problème de fond qui divise la CDU et le SPD, en Allemagne de l'Est comme en République fédérale, reste le rythme de l'unification et ses conséquences économiques et sociales. L'euphorie générale qui prévalait voilà quelques mois a cédé la place à une vision beaucoup plus sombre de l'avenir. Les chrétiens-démocrates reprochaient justement à M. Walter Rombert de « noircir » la situation en réclamant davantage de deutschemarks pour les nouveaux Länder de la RDA (qui ne doivent pas être, à ses yeux, de « seconde catégorie », et, en fait, d'avoir été la vésicule sur l'État financier du pays. Mais il est clair maintenant que la facture de l'unification sera bien plus lourde qu'on ne l'avait envisagé.

M. THEO WAIGEL, le ministre ouest-allemand des finances, a récemment reconnu qu'une rallonge d'une dizaine de milliards de deutschemarks s'imposait rapidement pour couvrir les dépenses, et surtout le déficit, plus grave que prévu, des finances publiques de la RDA. A Berlin-Est, le ministre des affaires sociales prévoit deux à trois millions de chômeurs pour la fin de l'année, soit plus d'un quart de la main-d'œuvre active. Les agriculteurs sont en colère, les grèves sont fréquentes dans l'industrie, où la production est en chute libre.

Ce qu'on appelle déjà à l'Est « le théâtre de l'été » montre bien que l'unification ne se fera pas sans sacrifices ni conflits sociaux. C'est bien pourquoi, dans ce climat morose, le SPD est-allemand ne serait peut-être pas fâché de se retrouver dans l'opposition pendant la campagne électorale.

M0147 - 8180 - 5.00 F



L'épreuve de force entre Washington et Bagdad et les risques d'affrontement dans le Golfe

M. Bush ordonne à la marine de faire respecter le blocus de l'Irak

L'inquiétude s'accroît sur le sort des étrangers « retenus »

Les chances d'un règlement diplomatique de la crise du Golfe s'amoindrissent. De nouvelles troupes américaines sont parties vendredi 17 août pour l'Arabie saoudite, et M. Bush a donné officiellement l'ordre à la marine américaine d'utiliser le minimum de forces nécessaires pour imposer le blocus de l'Irak. D'autre part, la décision de Bagdad de regrouper au Koweït plusieurs milliers d'Américains et de

Britanniques « retenus » fait craindre aux États-Unis que le conflit ne se transforme en une nouvelle « crise des otages ». Les entretiens de M. Bush avec le roi Hussein, qui a regagné Amman dans la matinée de vendredi, ne paraissent pas avoir été concluants. Dans une lettre ouverte à M. Bush, où il qualifiait ce dernier de « menteur », le président Saddam Hussein avait réaffirmé, jeudi, qu'il n'avait pas la moindre

intention de retirer ses troupes du Koweït. Sur les marchés financiers, l'inquiétude est à nouveau très vive. Après Wall Street jeudi (-2,4 %), Tokyo a de nouveau perdu 2,8 % vendredi, et Paris plongeait en baisse de 3,8 % au milieu de séance. Le dollar a poursuivi sa chute, tombant à 1,55 DM et 5,21 francs. Mais surtout l'or s'est envolé, l'once passant de 401,5 à 410,5 dollars (lire pages 18 et 20).

Une prise d'otages déguisée

WASHINGTON
de notre envoyé spécial

Toute la journée du jeudi 16 août, un seul sujet a préoccupé les médias, mobilisés les porte-parole du gouvernement et nourri les commentaires et les inquiétudes de l'homme de la rue : la situation faite aux quelque deux mille cinq cents citoyens américains retenus au Koweït depuis l'invasion des troupes irakiennes le 2 août dernier. Les grandes chaînes de télévision ont diffusé des programmes spéciaux, en fin de matinée, pour annoncer la dernière des mesures prises par les

forces d'occupation irakiennes : « ordre » était donné aux résidents américains - et britanniques - de se regrouper dans un grand hôtel de la capitale koweïtienne. Cette décision a été signifiée à l'ambassadeur américain au Koweït par un responsable irakien, qui l'a présentée comme « une mesure de protection » pour les intéressés - sans autre justification.

D'abord interdits de départ, les Américains sont donc maintenant sommés de se regrouper, sans qu'on sache encore si c'est pour être détenus dans l'hôtel en question ou pour être conduits en Irak et y rejoindre cinq cents de leurs

concitoyens, eux aussi empêchés de partir. Nombre de commentateurs estiment que la situation ressemble fort à une prise d'otages destinée à dissuader le gouvernement américain de toute intervention militaire. Inévitablement, on évoquait la longue crise - 444 jours - des otages de Téhéran, souvenir douloureux et dangereux pour l'administration qui, commencée sous la présidence Carter, n'avait trouvé son épilogue que le jour de l'entrée de Ronald Reagan à la Maison Blanche.

ALAIN FRACHON
Lire la suite page 3

La guerre du pétrole

Les dangers de la « guerre du pétrole » engagée depuis deux semaines au Moyen-Orient se précisent de jour en jour. Conseil de crise à l'Agence internationale de l'énergie le 23 août, plans d'économies d'énergie préparés à Washington et à Tokyo, appel à une réunion exceptionnelle de l'OPEP et affolement des marchés, désorientés, où les cours dépassent maintenant 27 dollars par baril, les signaux d'alarme se multiplient.

Partout la même question se pose : l'Occident évitera-t-il la répétition d'un choc pétrolier équivalent à ceux de 1973 et de 1979 ? Les réponses ne sont pas évidentes. Derrière les enjeux politiques, c'est bien l'avenir de l'or noir qui se joue en ce moment autour du golfe Persique. L'Agence internationale de l'énergie, et la plupart des responsables ont eu beau jusqu'ici, pour éviter la panique, affirmer que « 1990 n'est pas 1979 », que

l'état des stocks et des capacités de production permettent de faire face sans panique à une crise même prolongée, l'horizon pétrolier s'est, en quelques semaines, singulièrement obscurci.

Que ce soit à court, moyen, ou long terme, les risques d'une envolée prolongée des cours du pétrole paraissent désormais nettement plus forts que les chances d'un retour à la détente précédente. Tous les spécialistes sont d'accord : la hausse du baril déjà enregistrée depuis un mois - de moins de 16 dollars début juillet à plus de 27 dollars aujourd'hui - n'est qu'un prélude. Une réaction purement spéculative du marché qui jusqu'ici reste largement approvisionnée. « Le prix de la peur et de l'incertitude », assure M. Peter Bogin, de la société Cambridge Energy Associates.

VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 5

Lire également

- Le message du président irakien à M. Bush
- Les perspectives de paix entre l'Irak et l'Iran
- Les mouvements de troupes
- M. Perez de Cuellar condamne tout recours à la force
- La position de la Turquie et de la Syrie

pages 3 à 5 et page 20

LE MONDE Août 1990

diplomatique

● EST-OUEST, DES BLOCS À LA DÉRIVE.

Après le sommet de l'OTAN à Londres, la plupart des certitudes en matière de géostratégie se brisent ; Jean-Marie Charrier, Bernard Cassen, Jacques Lévesque et Jacques Desormery montrent comment, avec la disparition d'une perception claire de l'ennemi et de la menace, les blocs ne parviennent plus à discerner l'ami de l'ennemi et semblent à la dérive.

● LA NOUVELLE TÉLÉVISION AMÉRICAINE.

À l'heure du câble, la guerre des chaînes fait rage pour reconquérir une audience qui consacre sept heures par jour et par personne à regarder la télévision. On n'hésite plus à reconstituer des événements afin de rendre les journaux télévisés plus dramatiques, plus sensationnels. Déjà cette influence se fait sentir en France. Monique Berthel, Don Foreman et Serge Halimi décrivent les démons, mais aussi les merveilles, de cette nouvelle télévision.

Également au sommaire :

- RELIGION : Qu'est-ce que l'islamisme ? par Jacques Berque.
- HISTOIRE : Les véritables causes de la destruction d'Hiroshima, par Frédéric F. Clairmonte.
- AMÉRIQUE LATINE : La colère des Indiens de l'Équateur, par Anne-Claire Delossez et Didier Fassin.
- AFRIQUE : Incertitudes en Zambie et en Tanzanie, par Victoria Brittain.
- TRANSPORTS : Pourquoi voyager en avion est devenu un cauchemar, par Renaud Zappingen.

En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 150 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 \$; USA (autres), 2 \$.



Les réformes économiques en URSS

- M. Gorbatchev et M. Eltsine vont tenter de s'entendre
- Un point de vue de M. Chateline, conseiller du président soviétique

page 16

Le prix de l'essence

Fin de la grève des pompistes corses

page 17

Vacances de pianistes

Le Festival de La Roque-d'Anthéron

page 12

Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX

25. - Secrets de famille

page 2

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

Bataille du rail en Provence

La colère monte contre le TGV. Concilier l'écologie et la haute technologie du transport est cependant possible

Le TGV français, qui rêve de conquérir les marchés étrangers, serait-il réservé aux grands espaces sans caractère et incompatible avec les terroirs typés et fragiles ? Tel est le problème que posent les Provençaux, dont l'opposition au TGV Méditerranée se fait de plus en plus âpre. Elus et militants d'associations doivent manifester, samedi 18 août, sur une demi-douzaine de sites entre Valence et Fréjus.

Leur front du refus résume tout en bloc : le projet pourtant amendé par M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, et même les bons offices de la mission Querrien (le Monde du jeudi 9 août). Leur argument : « Nous ne voulons pas sacrifier notre cadre de vie pour gagner quelques minutes. »

Présenté par une région tout entière, un tel motif désarçonne les pouvoirs publics et la SNCF. Il y a sept ans bientôt que les

rames du TGV Paris-Lyon sillonnent sans dommages la Bourgogne et le Morvan. Celles qui filent vers l'Atlantique ne troublent pas non plus la Beauce et le Perche. Les obstacles posés par la traversée des franges urbanisées de la région parisienne et de l'agglomération lyonnaise ont été levés. Les percées vers le nord et l'est semblent globalement acceptées. Et voilà que ce TGV, réclamé partout, ne parviendrait pas à se frayer un chemin dans le sillon du Rhône et les garrigues provençales ? C'est à n'y rien comprendre.

La spécificité de ce nouveau chemin de fer n'a pourtant pas changé. On croyait admise l'idée qu'il s'agit non d'un simple véhicule, un peu futuriste, mais d'un système de transport complexe. Tout est nouveau dans le TGV : le profil des voies, l'emplacement des gares, la conception des

rames, la signalisation, la conduite, etc. Filant à 300 km/h et demain plus encore, tirant droit à travers le territoire, s'arrêtant peu et loin des agglomérations, il s'apparente davantage à un Airbus en vol rasant qu'au tortillard d'antan. Ses caractéristiques changent évidemment les conditions de l'insertion déjà centenaire du chemin de fer dans le paysage français.

MARC AMBROISE-RENDU
Lire la suite page 8

SANS VISA

L'Ibiza des origines

■ La table ■ Les jeux
pages 9 à 11

Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux



La photographie arrive à point pour immortaliser le renouveau de la cellule familiale, qui se resserre, selon Tocqueville, à mesure que la démocratie avante l'individualisme.

25. Secrets de familles

Le mariage est bourgeois, populaire et paysan, ou de raison. La famille est nucléaire ou complexe. Mais, partout, le rôle du père s'infléchit. La ménagère règne sur sa maisonnée et façonne son « sweet home ».

«FAMILLES, je vous hais! foyers clos; portes refermées; possessions jalouses du bonheur» : en 1897, l'apostrophe d'André Gide dans les *Nourritures terribles* signale une tension nouvelle qui dépasse sans doute l'intime conviction d'un jeune écrivain égotiste en quête de ferveurs inédites. Nathanaël se résoudra-t-il un jour à fonder un foyer? La famille fin de siècle est traversée par quelques-uns de ces cris et chuchotements qui accusent l'institution, du *Pain de ménage* de Jules Renard au *Mariage* de Léon Blum. Comme si « la cellule de l'ordre vivant », pour reprendre la belle formule de Michelle Perrot, laissait désormais proliférer assez librement en son sein les doutes et les miasmes pour que soit toléré le tapage littéraire de quelques esthètes en rupture de ban.

La France, cependant, pose volontiers, et avec fierté, pour ses photos de famille : la moustache bien tirée du père, le chignon impeccable et les boucles d'oreilles de la maman, les rubans dans les cheveux des petites, la lavallière du pépé et la chaîne de montre agressive du tonton rigolard, tout est en place, tout pérennise la cellule matricielle à laquelle on doit tant, l'amour et la mémoire, le vivre et le couvert, la peine partagée et l'espoir mis au chaud. Plus que jamais, au rythme lent de sa respiration séculaire, la famille éprouve les virtualités de la vie, arbitre drames et bonheurs, veille aux intérêts et protège les passages obligés, de la naissance à la mort. Elle jouit à plein d'un double privilège.

L'un est ancien : c'est la force du cours banal des choses, l'héritage cumulé de générations du même sang, qu'elle gère et qui l'enracinent en pleine terre, au vif d'us et coutumes polis et repolis. L'autre est nouveau, propre à un siècle moderne qui, du même élan, massifie et individualise l'existence. Il tient tout entier dans la remarque faite par Tocqueville à propos des Américains : « La démocratie étend les liens sociaux, mais resserre les liens naturels. Elle rapproche les parents dans le même temps qu'elle sépare les citoyens. » Dans ces parages du vieux et du neuf, la famille tangué un peu, mais elle garde le cap.

Cette navigation précautionneuse est d'autant plus nécessaire qu'un tiers s'insinue dans l'intimité à l'ancienne. « La vie privée », constatait lucidement Frédéric Le Play en 1877, *imprime son caractère à la vie publique; la famille est le principe de l'Etat*. Or cette pensée proprement réactionnaire a été pieusement reprise par la République, qui refuse toute solution de continuité entre l'amour de la famille et celui de la Patrie, entre la reproduction et l'extension à toute l'humanité des généreux principes de 1789, et qui le fait répéter aux jeunes par tous ses instituteurs. L'Etat libéral porte donc des qualités un intérêt nouveau à la famille. Il souhaite l'aider à mieux combattre en son sein des vices, l'alcoolisme notamment, dont la diffusion pourrait troubler l'ordre public. Il couvre les enfants d'un regard protecteur et il rêve d'aligner définitivement le droit domestique sur le droit tout court. Son ambition est claire : parvenir à discipliner cette structure héritée dont il participe, y graver la pensée indélébile de Kant, grand professeur en République, qui ancrerait morale et cohésion sociale dans la famille, sur son « droit de l'ici-bas et de la conservation, qui étendra dans les cœurs l'appel du lointain et des forêts barbares ».

Au tréfonds, le fouillis quasiment géologique des familles « souches », qu'un Le Play vient d'observer avec passion, exploite encore maints usages et réflexes, conscients ou non. Car la France familiale nous ont dit Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, a été « inventée », par un solide bricolage, à partir d'un socle anthropologique passablement éclaté. On lit donc toujours, vers 1890, la carte de trois France. Dans la première, en Normandie et dans l'Ouest intérieur, en Champagne, en Lorraine, dans l'Orléanais, la Bourgogne et la Franche-Comté, prospère une famille nucléaire assez émanicipée, où l'âge au mariage et le taux de célibat sont capricieux. La seconde, de structure complexe et au mariage peu contrôlé, s'étend dans le Sud-Ouest, en Provence et dans le Nord. La troisième, toujours aussi complexe mais où l'on régente bien les épousailles, couvre la Bretagne, le Pays basque, le sud du Massif central, la Savoie et l'Alsace.

Ces trois ensembles immémoriaux, avec leurs tensions et leur pathologie spécifiques, leur culture et leur fierté, régulent le rapport sinistre entre le noyau dur – papa, maman et leurs enfants – et la génération des parents et beaux-parents, avec laquelle on cohabite ou non, puis avec les parents d'ailleurs, d'oncles ou de cousins, plus ou moins larges, abrités ou rejetés. Mais la construction d'un droit, puis l'impératif du Code civil, ont déjà surimposé d'autres divages : ainsi, la France du Sud de droit romain et de famille élargie passe plus volontiers contrat de mariage devant notaire que la France du Nord, plus favorable à l'aventure particulière du couple et moins obsédée par une petite propriété qu'on ne veut plus morceler. Et l'industrialisation, l'urbanisation, la scolarisation et les médiations nouvelles ont, bien entendu, largement plié cette formidable anthropologie des trois France.

Si bien qu'on observe plus souvent un autre triangle aux lignes plus modernes, sinon mieux tracées, dont le choix du conjoint est devenu le point de départ de la configuration. Nul doute, d'abord, que persiste un modèle populaire paysan. Il tolère des relations souvent assez libres entre promis et promises, jusqu'à sourire de ces larges parapluies vendus à l'abri desquels on peut faire baïe en se faisant la cour, cultive le rituel qui, de baisers volés en retours de bal puis en visites domiciliaires méticuleusement ordonnées, encadre l'art de l'offre et de la demande, cantonnant le choix dans un territoire restreint, une sociologie idoine et des « espérances » matérielles proportionnées à l'ambition et à la nature des deux maisons qui vont s'allier. Ici, la défense du patrimoine et la hantise du partage du sol conduisent aussi les parents à favoriser les aînés, à les installer solennellement dans la structure familiale dominante de la région, sans espoir de connaître d'autre avenir dès que le choix est entériné. Ce qui condamne souvent les cadets au célibat ou à l'émigration et tourne au drame si le jeune couple établit pour « succéder » sur place est à son tour tenté par l'exode vers la ville.

A l'opposé, le modèle bourgeois fait lui aussi du mariage un pacte social, un contrat d'alliance entre deux familles, un désir de consolidation d'un acquis. La dot des filles, la « situation » des fils nubiles doivent tout autant s'adapter à ces contraintes patrimoniales. Lui aussi préconise le célibat des uns et la restriction des naissances pour tous, afin de ne rien dilapider ni compromettre. Mais, paradoxalement, il sélectionne les jeunes époux dans un milieu social un peu plus large tout en les laissant bien moins libres qu'à la campagne dans leurs approches préla-

bles; et il capitalise un acquis tout en laissant un meilleur espace de manœuvre pour une nouvelle association sociale. Ainsi la rentabilité des éducations respectives, l'entregent social, les goûts et la débrouillardise des deux « futurs » entrent pour une meilleure part dans la formulation du désir raisonnable des parents.

Les mariages de raison et les amours brisées par incompatibilité des « milieux » d'origine existent toujours. Les feuilletons et la littérature pour dames font même de ces thèmes leur meilleur fonds de commerce. Il est pourtant évident que les convenances bourgeoises entraînent un air de liberté conjugale bien plus vif qu'un creux des terroirs. Au point que la ville, avec le brassage humain qu'elle favorise, excite, selon sa taille, une compétition protectrice entre les deux modèles. Là, quelle que soit la force des isolats constitués par les émigrants de la première génération qui restent matrimonialement assez campagnards, le modèle bourgeois, avec mille nuances et précautions, tend à l'hégémonie. Et sa morale, son art de vivre et d'habiter, de se vêtir ou de se distraire, gagne ces milieux ouvriers eux-mêmes qui avaient si longtemps erré dans des choix dissolus et parachevèrent sa conquête des couches moyennes de boutiquiers ou d'employés.

PLANTES vertes sur les sellettes, tentures et bibelots, souci d'occuper un logement « en père de famille », visage rayonnant de la mère active, enfants jouant dans la tendresse, régularité des repas en commun, célébration des anniversaires et des fêtes, tous les signes d'un émouvant respect de l'espace privé indispensable à l'épanouissement d'une famille se répandent : les uns en jouissent, les autres en rêvent, tous ou presque tous ont intériorisé ce *sweet home* avec les moyens du bord, jusqu'au fond des cités et des taudis, jusqu'à ces images si bourgeoises de la félicité familiale dont s'ornent, par exemple, les affiches révolutionnaires de la CGT réclamant la journée de huit heures.

Cette emprise des comportements bourgeois n'a pas cependant mis la famille à l'abri de glissements insensibles qui la font changer de siècle en douceur. La poussée de la consommation et des échanges, l'ouverture et l'homogénéisation d'un marché économique et culturel, la multiplication des signes d'un désir de mieux vivre en encroissant les rentes de la modernité, autant de tendances lourdes grâce auxquelles elle glisse sur son erre. Et toutes sont à mettre en regard d'un affrontement qui marquera les temps nouveaux : celui des masses mieux organisées face à des individus plus libres, sous l'œil intéressé de l'Etat.

On identifia sur-le-champ des symptômes coupables qui expliquaient cette dérive. La dénonciation des « mœurs » nouvelles fut à la mode : célibataires mieux admis dans les foyers et toujours trop lozes, prolifération des agences matrimoniales et des petites annonces du flirt entre jeunes gens – le succès des *Demi-vierges* de Marcel Prévost en 1894 est fort révélateur à cet égard –, coupable propension à se donner du « chéri » entre époux, tous ces égocismes concordèrent et promettaient la dissolution prochaine de la famille dans le libertinage.

Par contre, la preuve la plus évidente de cette mutation ne fut guère perçue. Car elle touchait le père, gardien reconnu des valeurs familiales et toujours maître absolu à bord. En milieu bourgeois comme chez le « populo », son rôle en effet s'infléchit, son autorité se fait moins omnipotente. Le divorce, rétabli en 1884, est encore très rare (53 cas pour 10 000 mariés de 18 à 50 ans en 1901), mais qu'il soit le plus souvent demandé par les femmes est le signe d'une hégémonie batiue en bécasse. La loi de 1889 qui élargit les possibilités de déchéance paternelle, celle de 1896 supprimant l'autorisation parentale pour se marier à moins de 25 ans, celle de 1898 contre les mauvais traitements infligés aux enfants, bientôt celle de 1912 qui reconnaît enfin le droit de recherche en paternité, rognent un peu plus ses prérogatives. L'individualisme assaille le représentant de l'unité organique des familles.

A l'inverse, ou par compensation, l'épouse et mère, la « ménagère », comme on dit volontiers à l'époque, prend meilleur envergure, régnant sur sa maisonnée, à la fois ministre de l'intérieur et des finances en milieu populaire, forte parfois du salaire d'appoint qu'elle apporte au ménage. Elle conquiert une liberté malgré la loi, épanche en douceur sur la famille les trésors de l'intimité, du tutoiement des petits, du soin des anciens, d'une meilleure hygiène et de la cuisine bourgeoise pour tous. Avec, naturellement, mille exceptions et ennuis, mais dans un progrès réel de son autorité dont un mince mouvement féministe saisit l'occasion pour la pousser à la fronde égalitaire.

C'est toujours dans la gestion de l'avenir de ses enfants que la famille est plus profondément provoquée. Dans cette France aux naissances peu nombreuses, où la République orchestre au avenir meilleur mais qui, par malheur, pourrait aussi être guerrier, les jeunes sont en effet l'objet de soins d'élevage plus attentifs, définis et expérimentés hors du foyer et dont la famille ne fait qu'enregistrer les bienfaits. Dispensaires, hôpitaux, pouponnières, œuvres comme La goutte de lait, institutions d'aide, associations péri-scolaires contribuent à les soigner moins mal, à fortifier – artificiellement au besoin – la bataille du biberon est vivement engagée – leurs corps et leurs esprits promis aux joies de la famille et du labeur industriel, mais aussi de la citoyenneté et de l'armée. La victoire de la scolarisation paraphe cet espoir.

La famille est ainsi en partie dépossédée de son rôle traditionnel d'éducation au sens plein. Le petit individu, comme papamaman, a désormais des droits pris en charge en dehors de la sphère familiale. On les nomme volontiers Libérés. Ce qui, somme toute, laisse peut-être sa chance à Nathanaël.

Prochain épisode Dégénérescence et bains-douches

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».

• Vendredi 17 août : Secrets de familles.

• Lundi 20 août : Dégénérescence et bains-douches.

Pour en savoir plus

► *Histoire des populations françaises*, de Philippe Ariès, Le Seuil, 1971.

► *La Bourgeoisie dans tous ses états*, Le roman familial de la Belle Époque, de Denis Bertholet, Olivier Orban, 1987.

► *Histoire des pères et de la paternité*, Jean Delumeau et Daniel Roche dir., Larousse, 1990.

► *Individus, familles, nations*, de Pierre Guillaume, SEDES, 1986.

► *L'Histoire des mères, du Moyen Âge à nos jours*, d'Yvonne Kribieher et Catherine Fouquet, Montalba, 1980.

► *L'Invention de la France*, d'Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, Puriel, 1981.

► *Histoire de la vie privée*, t. 4, *De la Révolution à la Grande Guerre*, Michelle Perrot dir., Le Seuil, 1987.

سكزا عن زلزل

La crise du Golfe

Les Américains et les Britanniques présents au Koweït ont reçu l'ordre de se regrouper

Entre six et sept mille personnes ont réussi à quitter l'Irak via la Jordanie jeudi 16 août. A ce rythme, il faudra au moins un an pour que tous les étrangers bloqués au Koweït et en Irak – au nombre d'environ deux millions – puissent rentrer chez eux.

C'est à 7 heures du matin GMT, jeudi, que les ambassades britannique et américaine au Koweït ont été informées par les autorités militaires irakiennes d'occupation de leur décision de regrouper leurs quelque six mille cinq cents ressortissants dans un hôtel de la

capitale de l'émirat. Il leur a été accordé un délai de deux heures.

Mais, selon notre correspondant à Londres – où le gouvernement britannique, de même que celui des États-Unis, ont protesté contre cette mesure, – aucune structure d'accueil n'avait été prévue pour eux.

D'autre part, le ministère des affaires étrangères japonais a annoncé vendredi que ses ressortissants se trouvant en Irak n'étaient pas autorisés à quitter le pays et qu'il avait protesté auprès de Bagdad contre

cette mesure « inacceptable », qui touche également des femmes et des enfants. Les Hongrois, nous indique notre correspondant à Budapest, sont frappés des mêmes mesures restrictives.

En revanche Moscou a indiqué jeudi que tous les citoyens soviétiques seraient évacués d'Irak, mais « par étapes ». « C'est pourquoi les malades, les femmes et les enfants seront évacués en priorité. Ensuite, on parlera de l'étape concernant l'évacuation des hommes. » (AFP, Reuter.)

Londres redoute l'internement de ses ressortissants

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement de Londres craint que Bagdad n'interne les ressortissants britanniques bloqués au Koweït. L'ordre donné jeudi par les autorités militaires irakiennes aux 4 000 citoyens britanniques de se rassembler dans un hôtel de Koweït a provoqué une vive inquiétude outre-Manche.

« Une décision grave et de mauvais augure », William Waldegrave, le ministre adjoint des affaires étrangères, n'a pas caché ses craintes que la décision irakienne ne conduise à l'internement en Irak des ressortissants britanniques. Londres a catégoriquement rejeté la raison invoquée par Bagdad selon laquelle il s'agit d'assurer la sécurité des citoyens de la Couronne. Alors que les États-Unis refusaient de conseiller à leurs ressortissants d'obtempérer, le Foreign Office a immédiatement demandé aux expatriés britanniques d'accepter la requête irakienne et de se présenter au rendez-vous en n'emportant que quelques effets personnels et des vivres. Ces consignes officielles ont été diffusées par le World Service (service international en langue anglaise) de la BBC. Mais, quand des Britanniques sont arrivés au Regency Hotel, un palace de 300 chambres avec vue sur la mer, ils n'ont trouvé personne pour les accueillir et sont

rentrés chez eux. Depuis le début de la crise, le Foreign Office s'est efforcé de dissuader les Britanniques de quitter l'émirat en tentant de gagner l'Arabie saoudite. Aux yeux du ministère britannique des affaires étrangères, la mort d'un businessman du nord de l'Angleterre, tué près de la frontière par un soldat irakien, a démontré les risques de pareilles tentatives. Aucun diplomate basé à Ryad n'avait été dépêché à la frontière pour accueillir les réfugiés. Fortiori de l'insécurité du Foreign Office, un député conservateur a crié à son domicile un service téléphonique d'aide aux familles. « De braves Brits se cachent » (Today). « La bête enferme 4000 Britanniques » (The Star). « Les Britanniques rassemblés comme du bétail » (The Mirror) : à l'instar des manchettes de la presse populaire, l'opinion est en état de choc. Déjà, quelques 500 Britanniques sont assignés à résidence en Irak. Parmi ces « otages » figurent 34 conseillers militaires en poste à Koweït et une centaine de passagers d'un vol de la British Airways qui ont été transférés dans la capitale. Ils sont cloîtrés dans un hôtel de luxe et ne peuvent sortir de leur chambre. Georges Jaffé, expert du Proche-Orient, a évoqué la possibilité que le président Saddam Hussein se serve des ressortissants britanniques et américains du Koweït comme bouclier contre une attaque éventuelle de la force multinationale. (Interim.)

Au Liban

Un dirigeant pro-iranien juge « probable » la libération prochaine d'otages européens

Un dirigeant libanais pro-iranien, M. Hussein Moussawi, ancien responsable du Hezbollah et chef du mouvement Amal islamique, a écarté jeudi 16 août la possibilité d'une libération prochaine des otages américains du Liban, mais a estimé probable celle des otages européens, en raison notamment de l'attitude de la France dans le conflit du Golfe.

« Je ne pense pas que les otages américains puissent être libérés dans un avenir proche, en raison de l'occupation actuelle de l'Arabie saoudite par les États-Unis », a déclaré à la presse M. Moussawi.

« Toutefois, si l'on ajoute, cette éventualité reste ouverte pour les otages européens, et leur élargissement sera dû en premier lieu à la position de la France, qui a adopté, dans la crise du Golfe, une attitude tout à fait indépendante de la politique agressive de l'Amérique. »

Trente otages restent aujourd'hui détenus au Liban par des groupes clandestins présumés proches de l'Iran. Il s'agit de six Américains, trois Britanniques, un Italien, un Irlandais et deux Ouest-Allemands.

« La France, a encore dit M. Moussawi, est un Etat important qui est à la tête des Douze de la CEE et l'initiative du président François Mitterrand, qui a relâché Anis Naccache, influera nécessairement de manière positive sur le sort des otages européens. » (AFP, AP.)

Le Monde

IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TÉLÉVISION

Washington projette l'envoi de 45 000 marines

Le coût total de l'opération « Bouclier du désert », le déploiement américain dans le Golfe sera de 1,2 milliard de dollars fin septembre a déclaré jeudi 16 août le Pentagone. Les États-Unis pourraient riposter à une attaque chimique « en employant les mêmes moyens » a déclaré jeudi le chef de la délégation américaine à la conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève, M. Stephen Ledogar.

Vendredi 17 août, les derniers mouvements de troupes et de matériels s'établissent comme suit :

• États-Unis : le Département de la Défense a annoncé jeudi, qu'il projette l'envoi prochain de 45 000 marines, soit en Arabie saoudite, soit à bord de transports de troupes dans la région. Par ailleurs, deux croiseurs lance-missiles, le USS Mississippi et le USS San Jacinto ont quitté leur base de Norfolk (Virginie) pour rejoindre le groupe de bataille du porte-avions Kennedy qui fait route depuis mercredi. Deux navires de débarquement, le Saginaw et le Pensacola sont partis de la base voisine de Little Creek. Des bombardiers lourds B-52 ont également décollé, en nombre inconnu et pour une destination inconnue de la base de Castle près de Merced (Californie).

• France : sept cents appelés du contingent figurent parmi les troupes engagées dans le Golfe, a indiqué jeudi M. Chevènement, le ministre de la Défense, qui a également démenti les informations publiées mardi par l'International Herald Tribune indiquant que Paris avait fourni aux États-Unis des détails « secrets » sur les armes et les équipements électroniques vendus à l'Irak.

• Grande-Bretagne : cent cinquante hommes du 20^e escadron de la RAF (Royal Air Force) ont quitté ou vont quitter dans les prochaines heures la Grande-Bretagne pour Chypre. Des avions Hercules apporteront également à Chypre des missiles anti-aériens Rapier. Le navire de ravitaillement en combustible Olna devait quitter Ply-

mouth vendredi, avec du matériel de protection contre les armes chimiques. Deux autres navires de ravitaillement quitteront également la Grande-Bretagne la semaine prochaine.

• Italie : les deux premiers navires dont le gouvernement italien a décidé l'envoi en Méditerranée orientale les corvettes Minerva et Sfinge, ont quitté jeudi après-midi le port d'Augusta en Sicile. Dimanche prochain les frégates Libeccio et Orsa ainsi que le navire de ravitaillement Stromboli devraient appareiller à leur tour.

• RFA : un groupe de six dragueurs de mines ouest-allemands avec 300 hommes à bord a quitté la mer du nord jeudi pour gagner la Crète d'ici trois semaines. Ces navires doivent relever des bâtiments américains en Méditerranée. Le chancelier Kohl, franchissant un nouveau pas vers l'engagement de la RFA dans la crise s'est prononcé jeudi pour une participation de l'armée ouest-allemande à un contingent des Nations Unies à condition que l'ONU exprime un « vote clair » à ce sujet.

• Egypte : le président Mubarak a annoncé jeudi que les effectifs égyptiens dépêchés en Arabie saoudite totalisaient 2 000 hommes. Le chef de l'état égyptien n'a pas exclu que ce chiffre puisse s'accroître « si nécessaire ». Le deuxième contingent égyptien a quitté le Caire jeudi matin.

• Japon : le gouvernement japonais envisagerait d'envoyer en Arabie saoudite des unités « non combattantes » spécialisées dans les transports et les communications et des équipes médicales, a affirmé vendredi le quotidien Asahi.

• Irak : l'Irak a légèrement augmenté sa présence militaire au Koweït depuis le début de la semaine et 160 000 soldats irakiens seraient désormais stationnés dans ce pays selon le Pentagone. Par ailleurs des chasseurs irakiens auraient dû rebrousser chemin à plusieurs reprises ces dernières heures après avoir été « verrouillés » par les faisceaux de radar et les appareils de détection de la chasse américaine près de la frontière koweïto-saoudienne.

Le « black jet » américain

Vingt-deux F-117A, les fameux « avions furtifs » pratiquement invisibles aux radars, ont quitté leur base jeudi 16 août pour rejoindre les forces américaines massées dans le Golfe, a indiqué le Pentagone.

Baptisé « black jet » par les militaires en raison de sa couleur noire, ce bombardier monoplace construit par la firme Lockheed a effectué son premier vol en 1981, mais l'US Air Force, qui en possède 57, n'a officiellement son existence qu'en novembre 1988.

Sa forme, unique en son genre, représente grossièrement une aile delta qui ne posséderait aucune courbe. Les surfaces planes et les arêtes vives de sa carlingue diffusent en effet au maximum les ondes radar, tandis que les matériaux composites employés pour le construire en absorbent une partie. Les « signatures » radar et thermique des réacteurs sont, en outre, réduites au maximum grâce à des diffuseurs de chaleur et à des grilles qui éparpillent les ondes radar. Résultat : son « écho » sur les radars équivaut à peu près à celui d'un oiseau.

En contrepartie de cette quasi-invisibilité, le F-117 est très lent, comparé à un chasseur-bombardier classique : 1 000 à 1 100 km/h au maximum en palier, ou mach 0,8 en croisière, et son rayon d'action est limité à 640 km (sans ravitaillement en vol). De plus, sa forme le rend très instable, un défaut compensé par un système de contrôle de vol électronique.

Une ville de tentes dans le désert saoudien

Une ville de tentes, avec air conditionné et un hôpital de cinquante lits, a commencé à pousser jeudi 16 août en plein désert saoudien pour abriter les militaires américains. Quand elle sera terminée, elle hébergera les onze cents hommes et femmes de la 1^{re} brigade aérienne tactique, venue de Virginie tout droit sur cette énorme base saoudienne où les chasseurs-bombardiers américains F-15 sont en alerte permanente.

Au cours d'une visite du pool de journalistes américains accrédités au Pentagone, le commandant de la brigade, le colonel John McBroom, a fait l'éloge de la coopération des Saoudiens. Tant le colonel McBroom que l'officier responsable des travaux ont dit n'avoir jamais vu un tel déploiement américain depuis la guerre du Vietnam. « C'est un pont

aérien impressionnant. On ne peut pas faire plus grand », a déclaré le colonel.

En attendant un éventuel « engagement », les troupes d'élite américaines ont dû mettre la main à la pâte et régler leurs problèmes d'intendance. Ce qui n'est pas une mince affaire : pendant la visite des journalistes, une quarantaine de soldats de la 1^{re} brigade tactique dressaient des tentes et mettaient en place un hôpital de campagne sous un soleil accablant. A 50 degrés à l'ombre, les hommes ne peuvent travailler que vingt minutes d'affilée avant de faire une pause et de boire. L'hôpital est équipé pour traiter les victimes des gaz de combat, a déclaré son commandant, le major Rich Williams. (AFP.)

Aux Nations unies à Genève

L'Irak se pose en défenseur des droits de l'homme...

GENÈVE

de notre correspondant

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie depuis le 2 août au Palais des Nations à Genève et composée d'experts indépendants – encore que leur degré d'indépendance soit directement fonction du degré de liberté qui caractérise leur pays – n'avait guère semblé jusqu'à présent concernée par l'annexion irakienne du Koweït, ne serait-ce que sous son aspect humanitaire. Il est vrai que l'Irak a été curieusement presque toujours épargné par les diverses instances des Nations unies.

La question a fini pourtant par être soulevée – et avec vigueur – le 16 août par l'observateur du Koweït, qui a dénoncé parmi les violations des droits de l'homme perpétrées par l'Irak le recours « aux crimes les plus atroces, comme le viol, et à l'usurpation des biens privés et publics ». L'Irak vient

aussi d'être mis sur la sellette par plusieurs organisations non gouvernementales. Le représentant de la Fédération syndicale mondiale, évoquant les souffrances subies par la population du Kurdistan méridional contrôlé par l'Irak, a rappelé que plus d'un million et demi de Kurdes avaient été déplacés de force vers d'autres provinces irakiennes.

Si le sort des Kurdes paraît avoir laissé indifférent le représentant de Bagdad, ce dernier a en revanche usé de son droit de réponse pour réfuter violemment toutes les accusations koweïtiennes. Son pays, a-t-il déclaré en substance, respecte les droits de l'homme et a pris des mesures pour châtier les responsables de « bavures ». Il a insisté avec force sur « la courtoisie dont font montre les troupes irakiennes, qui respectent les principes religieux et nationaux ».

ISABELLE VICHNIAC

Une prise d'otages déguisée

Suite de la première page

Le gouvernement américain a senti la menace et paraît soucieux, dans cette affaire, de garder le profil le plus bas possible, afin de ne pas donner l'impression qu'il pourrait être sensible à un chantage de la part des Irakiens. Sans vouloir cacher leur « inquiétude », les porte-parole officiels se refusent toujours à parler d'otages : les Américains retenus à Koweït et en Irak, disent-ils, n'ont pas été physiquement menacés, et aucune revendication particulière n'a été formulée à leur propos. Le département d'Etat n'en a pas moins protesté auprès du gouvernement de Bagdad, et l'ambassadeur américain à Koweït s'est refusé à conseiller à ses concitoyens d'obtempérer aux injonctions irakiennes. Jeudi soir, la plupart des deux mille cinq cents personnes concernées étaient restées à leur domicile et n'avaient pas rejoint l'hôtel où l'armée irakienne entend les rassembler.

Un pas de plus a été franchi

Mais l'impression était bel et bien qu'un pas de plus a été franchi dans l'épreuve de force engagée avec Bagdad. Le président George Bush qui, la veille, avait traité le président Saddam Hussein de « menteur », s'est vu retourner le compliment par le chef de l'Etat irakien dans une diatribe lue à la télévision, soigneusement sous-titrée en anglais et dont la retransmission a occupé une large place dans tous les programmes aux États-Unis. Dans la soirée, le « républicain » de Washington a déclaré qu'il n'avait pas à répondre au « baasiste » de Bagdad. Le polémique entre les deux hommes a lieu quasiment en direct, puisque les grandes chaînes de télévision sont maintenant à peu près toutes installées à Bagdad, où elles ont dépêché leurs représentants vedettes – qui, eux, peuvent entrer et sortir librement. Sans doute faut-il s'attendre à entendre prochainement au journal télévisé l'interview de citoyens américains retenus au Koweït et en Irak.

Ces développements ont relégué au second plan l'entretien que le roi Hussein de Jordanie a eu en début d'après-midi avec M. Bush dans le Maine, à Kennebunkport, où se trouve la maison de vacances du président. Les deux hommes – qui se connaissent et s'apprécient depuis longtemps – ont conversé durant près de deux heures, avant que M. Bush ne reçoive le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal. Rien de bien nouveau ne paraît être sorti de ces consultations, du moins à en juger par les commentaires qui ont suivi.

La situation impossible du roi Hussein

Devant la presse, M. Bush a insisté sur l'importance de la mise en œuvre des sanctions économiques décidées par l'ONU à l'encontre de l'Irak. Il s'est dit « non pas satisfait, mais encouragé » par sa conversation avec le roi Hussein au sujet de la situation du port jordanien d'Akaba, sur la mer Rouge. Déjà agacés par les hésitations et critiques jordanaises et assez peu compréhensifs en ce qui concerne la situation impossible qui est aujourd'hui celle du roi Hussein, les Américains redoutent qu'Akaba ne continue de servir de port de

transit au commerce extérieur irakien et ne permette ainsi à Bagdad de tourner l'embargo.

Le souverain a franchement déclaré qu'il n'avait pas l'intention de fermer Akaba, du moins tant qu'il n'aurait pas reçu certaines précisions de l'ONU quant aux modalités d'application de l'embargo. Les Jordaniens feraient valoir que la résolution du Conseil de sécurité sur l'embargo prévoit des exceptions, notamment pour les livraisons de produits alimentaires. Cette échappatoire est fondamentale pour le roi Hussein, à double titre : politiquement, la fermeture d'Akaba serait très mal vue de ses administrés, qui sont largement acquis au point de vue irakien ; économiquement, elle priverait le royaume d'une bonne partie de ses ressources, dans une période de crise économique aiguë.

Sur un plan plus général, les entretiens ne paraissent pas avoir été plus concluants. Le roi a dit qu'il ne jouait pas le rôle d'un médiateur dans la crise du Golfe – même s'il a été reçu en début de semaine à Bagdad et s'il cherche à maintenir le contact avec toutes les parties concernées. Après avoir écouté son hôte, M. Bush a observé qu'il n'avait pas le sentiment que l'Irak était sur le point de se retirer du Koweït, comme le réclame la communauté internationale. Bref, ceux qui avaient misé sur une possible esquisse de négociation par le biais d'une médiation jordanienne auront été déçus.

Le gouvernement américain laisse clairement entendre qu'il n'imagine aucune possibilité de négociation à court terme, tant que les Irakiens ne s'engagent pas à se retirer du Koweït. L'heure est à l'application des sanctions et à la démonstration de forces : quarante-cinq mille marines vont venir rejoindre les forces déjà dépêchées dans la région, a-t-on appris jeudi, ainsi qu'une vingtaine de chasseurs supplémentaires, des F-117 Stealth, qui sont parmi les appareils les plus sophistiqués de l'aviation américaine. On est prêt pour un long face-à-face et, s'il le faut, une épreuve militaire.

Très largement soutenue par l'ensemble de la classe politique, chez les républicains comme chez les démocrates, la ligne suivie par M. Bush pourrait commencer à susciter quelques réserves. Dans le concert de louanges, M. Zbigniew Brzezinski, qui fut le conseiller pour les affaires de sécurité du président Carter, apporte ainsi une note discordante assez significative. Certes « il faut faire pression sur l'Irak », écrit-il dans le Washington Post, « mais il ne faut pas être une capitulation inconditionnelle, mais une solution négociée ». « Ignorer cela, c'est inviter un régime irakien aux abois à commettre quelque geste désespéré, ajoute-t-il (...) et, en l'espèce, la formule la plus évidente pour Bagdad serait de faire entrer des troupes en Jordanie, précipitant une réaction israélienne et déclenchant une explosion bien plus étendue. »

Seulement, pour l'heure, Saddam Hussein ne paraît nullement décidé à quitter le Koweït, comme il l'a répété dans son intervention de jeudi. Après tout, s'il prend le risque de rendre le Chant-Akaba à l'Iran, relève-t-on à Washington, c'est qu'il entend conserver un accès au Golfe en restant dans l'émirat ou au minimum dans une des deux îles qui en font partie.

ALAIN FRACHON

LA CRISE DU GOLFE

Si les manifestations de soutien à l'Irak se poursuivent dans le monde arabe, s'étendant même en Occident, elles ne font pas l'unanimité. Un sondage commandé par le journal *Al Nadwa* de Jérusalem-Est indique, vendredi 17 août, que si 84 % des Palestiniens contactés par téléphone considéraient M. Saddam Hussein comme un héros - contre 6 % comme un fou - ils sont 38 % à condamner l'invasion du Koweït. Des responsables palestiniens, comme M. Ziad Abou Ziad, ont également déclaré à des diplomates européens qu'ils ne soutenaient pas l'agression irakienne.

En Egypte, l'Association des Frères musulmans a réaffirmé jeudi « la nécessité du retrait des troupes irakiennes du Koweït et le retour du gouvernement légitime ». Dans un communiqué publié à l'issue de la rencontre de son guide

suprême, M. Mohamed Hamed Abou El-Nasr, avec l'ambassadeur d'Irak au Caire, l'organisation intégriste exige en outre que Bagdad « prenne des mesures pour garantir les intérêts des Egyptiens résidents en Irak et au Koweït, et cesse les campagnes de presse hostiles au président égyptien et à son gouvernement ».

L'armée israélienne a dispersé jeudi à coup de grenades lacrymogènes et de billes d'acier enveloppées de caoutchouc plusieurs centaines de Palestiniens qui manifestaient à Naplouse en faveur de l'Irak. Deux manifestations anti-américaines ont également eu lieu en Jordanie tandis que cinquante mille personnes marchaient sur l'ambassade des Etats-Unis à Sanaa, au Yémen, pour exiger le retrait américain du Golfe.

Dans sa « lettre ouverte » à M. Bush

M. Saddam Hussein affirme que « les Koweïtiens sont des Irakiens depuis des millénaires »

Voici la traduction des principaux extraits de la « lettre ouverte » que le président Saddam Hussein a adressée, jeudi soir 16 août, à travers les médias irakiens, au président George Bush :

« Au président des Etats-Unis. Après avoir pris connaissance de vos déclarations et commentaires frénétiques au Pentagone dans lesquels vous avez affirmé votre détermination à poursuivre une politique préjudiciable à l'Irak, une politique de colonisation et de profanation des lieux saints de la terre des Arabes et des musulmans dans le Hedjaz et la Hadra (Arabie saoudite). Il est apparu clair votre mépris à l'égard de la mentalité arabe (...), mais aussi votre petitesse, alors que je pensais que vous étiez d'une plus grande clairvoyance. »

« Ma conviction s'est renforcée quant au juste processus choisi par le peuple d'Irak (...) et à la justice de l'attitude de tout Arabe et musulman patriotes qui a choisi la voie du *djihad* contre les forces des envahisseurs. »

« Vous, chef d'une grande puissance, avez tenté ainsi que vos faibles agents d'accuser Saddam Hussein de meurtre (...) en prétendant que j'avais fait des promesses au [président égyptien] Hosni Moubarak [au sujet du Koweït]. Ce que vous haïssez le plus, au niveau de vos experts aux Etats-Unis et de vos petits agents isolés dans la région, c'est la sincérité des hommes, surtout Saddam Hussein, qui par son

honnêteté à l'égard des principes (...) devient le serviteur et le leader de son peuple et de sa nation et non le serviteur des étrangers. En revanche, les menteurs dans la région vous les prenez pour des amis sincères. »

« L'opinion publique occidentale, et même américaine, se rangera du côté du droit (...). Les Américains qui avaient unifié l'Amérique vous demandent pourquoi s'opposer à l'unité du peuple d'Irak (...). Lorsque votre peuple apprendra que l'Irak est des plus soucieux à respecter les intérêts légitimes [des Etats-Unis] sa colère s'accroîtra et vous serez écarté du pouvoir, après la défaite de vos troupes oppressives. »

« Je n'ai rien promis à Hosni Moubarak, sauf que je n'utiliserai pas la force jusqu'à ce que se tienne la réunion de Jeddah [entre Irakiens et Koweïtiens fin juillet]. Comme vous le savez je n'ai utilisé la force qu'après l'échec de la réunion de Jeddah. »

« Monsieur le président des Etats-Unis d'Amérique, c'est vous qui avez menti une première fois lorsque vous avez affirmé à votre peuple que vous avez dépêché vos forces en Arabie saoudite pour y protéger les intérêts américains et une seconde fois lorsque vous leur avez dit que vos troupes avaient pour mission de contraindre les forces irakiennes à se retirer du Koweït. Pouvez-vous nous permettre de vous demander de retirer vos forces des Etats du sud de l'Amérique ? Nous sommes sur notre terri-

toire [au Koweït] et les Koweïtiens (...) sont des Irakiens depuis des millénaires. L'Irak s'étend depuis des millénaires de la ville de Zakho (nord de l'Irak) jusqu'à la ville de Koweït. »

« Par leur volonté, les Irakiens forment désormais un seul peuple, comme ce fut le cas à travers l'histoire, et l'ère de la colonisation qui avait divisé le peuple irakien est révolue. Il n'y a pas lieu de voir revenir les émissaires du pétrole qui ont défigurés l'image des Arabes. Président des Etats-Unis, vous devez être franc avec votre peuple et reconnaître que vous avez mal interprété les faits et que vos décisions ont été prises à la hâte (...). Vous devez nous demander de vous aider à sauver la face par des mesures et des dispositions qui ne changeront rien la situation quant à l'unité de l'Irak, de son territoire et de son peuple. »

« En dépit de tout, nous continuerons à prier Dieu pour éviter tout affrontement entre l'Irak et les Etats-Unis. Sinon des milliers d'Américains vous seront remis dans des cercueils après que vous les aurez poussés dans un tunnel ténébreux. Arabes, les portes du paradis s'ouvrent devant vous (...). Il est temps, vous musulmans, d'assumer votre rôle, et d'ouvrir devant vous la voie du *djihad* qui a provoqué la colère de l'impudique Bush. » (AFP)

En appliquant résolument les sanctions

La Turquie s'est attiré les faveurs des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite

M. Jean Lecanuet, envoyé jeudi 16 août en Turquie par le président Mitterrand pour exposer la position française dans le conflit du Golfe, est le dernier en date des nombreux visiteurs étrangers de haut rang qui ont fait escale ces jours-ci à Ankara pour courtoiser un gouvernement généralement habitué aux rebuffades des pays occidentaux.

ISTANBUL

de notre correspondant

La visite la plus fructueuse semble avoir été celle du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, la semaine dernière, puisque, selon des fonctionnaires américains, la Banque mondiale devrait débloquer des prêts totalisant 1,4 milliard de dollars qui étaient suspendus depuis près de trois ans. Quant aux avions « Phantom » F4, attendus depuis plusieurs années, mais retenus en raison des réticences du lobby grec à Washington, devraient également être livrés sous peu à la Turquie et - fait sans précédent semble-t-il - le président Bush aurait écrit à Eximbank, la banque gouvernementale américaine qui subventionne les exportations, pour qu'elle fournisse des crédits à la Turquie afin de financer divers projets militaires.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à se montrer généreux. Le premier ministre et prince héritier du gouvernement « légitime » du Koweït s'est également arrêté lundi à Ankara pour remercier la Turquie de son soutien contre l'Irak et lui offrir l'aide de son gouvernement. Les détails et le montant des compensations ne sont pas encore connus.

L'Arabie saoudite, pour sa part, a proposé des fournitures de pétrole à un prix susceptible de « ne pas incommoder la Turquie ». Le gouvernement turc a également

demandé l'aide de Paris, mais il semble qu'il ait dû se contenter d'une réponse vague de M. Lecanuet, qui a expliqué que « la France comprend le problème de la Turquie pulse tous les pays. La France incluse, sont touchés par les sanctions contre l'Irak. »

Plus royaliste que le roi

Les compensations généreuses offertes par divers pays peuvent donner l'impression erronée que la Turquie profite de la crise du Golfe. En fait, économiquement du moins, la Turquie a plus à perdre qu'à gagner. Quant aux gains politiques à long terme, ils restent très incertains, malgré la vague de turcophilie qui semble avoir touché les Etats-Unis récemment. L'impact de la Turquie en Europe reste très limité et il est peu probable qu'il ait une influence durable sur la position de la Communauté européenne.

D'autre part, les Turcs sont de plus en plus préoccupés par les possibles répercussions de l'attitude très pro-occidentale du gouvernement et s'inquiètent notamment de la réaction du monde arabe. Lors de la réunion du Parlement, dimanche, les députés de l'ANAP, le Parti de la mère patrie au pouvoir, ont limité la marge de manœuvre de leur gouvernement en exigeant que le document lui donnant le pouvoir de déclarer l'état de guerre (le *Monde* du 14 août) précise : « en cas d'attaque ». »

Selon des sources diplomatiques, les autorités turques, tout comme le gouvernement français, sont préoccupées par un possible blocus américain imposé militairement et souhaitent l'arbitrage des Nations unies. Mais la position turque est quelque peu ambiguë. « Notre embargo est un blocus » a déclaré le président Ozal à l'émissaire français. Depuis la visite de M. Baker,

la Turquie s'est en effet montrée très zélée en imposant des sanctions plus strictes encore que celles votées par le Conseil de sécurité des Nations unies qui excluait les vivres de première nécessité et les médicaments. Mardi, un seul camion chargé de médicaments destinés à des travailleurs turcs bloqués en Irak a franchi la frontière, qui est restée fermée aux véhicules en provenance de Turquie. Mercredi, un bateau chargé de viande de bœuf surgelée destinée à l'Irak n'a pas été autorisé à accoster au port de Mersin.

En se montrant plus royaliste que le roi, la Turquie semble avoir compromis ses chances de rétablir des relations économiques normales avec le régime irakien, une fois la crise passée, d'où l'urgence ici d'une opinion selon laquelle le gouvernement turc aurait reçu des garanties américaines et miserait sur un renversement du régime de Saddam Hussein.

« Ozal a brûlé tous les ponts avec Saddam, il y a des préparatifs militaires pour une participation turque à une opération destinée à renverser Saddam », estimait le quotidien *Milliyet*. La presse turque mentionne par ailleurs des déploiements de troupes près de la frontière et des instructions ont été données aux ministères et aux hôpitaux pour qu'ils se tiennent prêts à faire face à toute éventualité. Mais jusqu'à présent, les préparatifs militaires ne semblent pas avoir dépassé le stade des précautions élémentaires à prendre lors d'une crise telle que celle du Golfe et l'opinion publique turque reste résolument hostile à une intervention armée contre l'Irak. « Nous ne pensons pas qu'il y ait un risque, que nous soyons sur le point d'entrer en guerre », a affirmé le général Necip Torunbay, chef d'état-major des forces armées turques.

NICOLE POPE

A Londres, des centaines de musulmans originaires du Proche-Orient et d'Afrique ont manifesté jeudi devant l'ambassade d'Irak pour exprimer leur soutien à M. Saddam Hussein. Au Canada, plusieurs centaines de Canadiens d'origine arabe ou irakienne, résidant dans l'ouest du pays, ont annoncé qu'ils étaient prêts à aller se battre sous le drapeau de Bagdad en cas de guerre entre l'Irak et les Etats-Unis.

A Amman, où était attendu vendredi le premier avion irakien en provenance de Bagdad depuis dix jours, les représentants de la CEE ont offert à la Jordanie de l'aider en cas d'embargo contre l'Irak. Selon le ministre italien des Affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, qui préside la « troïka », « nous avons informé les responsables

jordanien que nous sommes disposés à participer, dans le cadre de l'ONU, à une aide économique et financière au royaume » afin d'atténuer les répercussions négatives de l'embargo sur son économie. La « troïka » a également demandé à la Jordanie d'intervenir auprès de l'Irak pour obtenir la libération des milliers d'Occidentaux bloqués à Bagdad.

A Tunis, où le président Ben Ali a reçu jeudi l'envoyé spécial du président irakien, des sources palestiniennes haut placées ont affirmé que M. Yasser Arafat avait contacté récemment plusieurs chefs d'Etat arabes pour promouvoir une médiation OLP-pays maghrébins dans le conflit. Toutefois, Tunis comme Rabat ont indiqué ne pas être au courant d'un tel « plan maghrébin ». (AFP, AP, Reuter.)

Tout en ayant clairement choisi le camp américain

La Syrie n'a pas totalement rompu avec l'Irak

DAMAS
de notre envoyée spéciale

Après une longue période de grande prudence et de tentatives d'équilibre, la Syrie est-elle en train de durcir sa position et de s'engager à fond contre l'Irak aux côtés des Etats-Unis, de l'Arabie saoudite et de l'Egypte ? S'il est trop tôt pour répondre à cette question - le président Assad n'ayant jamais rompu totalement avec ses pires ennemis - les signes annonciateurs d'un durcissement sont apparus depuis quarante-huit heures.

On note en particulier la reprise des attaques contre l'Irak dans la presse et un discours officiel beaucoup plus tranché laissant entendre que le problème n'est pas celui de la présence américaine - on ne peut reprocher à un Etat de se sentir menacé de faire appel à des armées étrangères, dit-on à Damas - mais celui de l'invasion du Koweït, et que là-dessus le président Saddam Hussein doit reculer.

Les inquiétudes syriennes apparues au début de la crise, notamment celle d'être entraînée dans un conflit auquel la Syrie n'est pas préparée et une certaine sensibilité à l'opinion publique largement favorable à l'Irak, semblent avoir disparu, comme si Damas, impressionné peut-être par la détermination américaine d'en finir avec le président irakien, ou certaines promesses politiques - le sous-secrétaire d'Etat américain pour les affaires du Moyen-Orient, M. John Kelly, a fait deux visites dans la capitale syrienne en moins d'une semaine - avait définitivement choisi son camp.

On remarque pourtant à Damas que, hormis les condamnations proférées contre l'Irak dans le cadre des résolutions de la Ligue arabe, aucun communiqué syrien n'a jamais fustigé Bagdad. En outre, la presse a mis beaucoup de temps pour passer du mot « attaque » à celui d'« agression », avec toutes les nuances de l'« invasion » et de l'« occupation ». Comme le souligne un bon observateur, « c'est sans doute la première fois que la presse, fidèle reflet du message que veulent répandre les autorités, a dit réellement ce qui se passait, sans idéologie ni parti pris ».

Alors que l'on en restait aux invectives au début de cette crise intervenue à un moment où Bagdad et Damas se rapprochaient et que des signes de normalisation se multipliaient, les autorités admettaient plus ou moins la thèse irakienne affirmant que le Koweït devait faire des sacrifices. Surprises comme beaucoup par l'invasion irakienne, les autorités restaient d'une très grande prudence.

Elles recevaient même, cinq jours après l'entrée des troupes irakiennes et alors même que l'embargo avait été décidé aux Nations unies et que les forces américaines s'apprêtaient à débarquer en Arabie saoudite, le ministre irakien du pétrole, M. Chalabi.

Celui-ci venait à Damas à la suite, semble-t-il, d'une médiation jordanienne, demander aux Syriens la réouverture de l'oléoduc irako-syrien fermé par Damas, allié de Téhéran, après le début de la guerre du Golfe. Malgré, dit-on, des promesses mirifiques de partage des revenus pétroliers, faites par le ministre irakien - qui est tout de même resté deux jours en Syrie et a visité le terminal pétrolier de Banyas - Damas refusait, en arguant que cela ne pourrait intervenir que dans le cadre d'une normalisation complète des relations, hypothèse difficile à imaginer en ces circonstances.

M. Chalabi quitta la Syrie à la veille du sommet du Caire au cours duquel Damas donnera sa caution à la présence des troupes américaines et acceptera d'envoyer des éléments de son armée en Arabie saoudite, non, souligne-on ici, pour « défendre l'Arabie saoudite », mais pour « s'opposer entre les deux événements belligérants ».

L'envoi de cette force, composée pour l'instant de 1 100 hommes des forces spéciales et arrivées en Arabie saoudite avec une délégation militaire de haut rang mercredi, n'a toutefois toujours pas été annoncé à Damas, même si on ne conteste pas le fait de source officielle.

On insiste cependant de même source sur le fait que celle-ci « ne coordonnera pas ses mouvements avec les Etats-Unis », et que la force arabe « n'est là que pour prévenir toute explosion dans la région ». Une thèse difficilement crédible tant la disposition des forces en faveur de l'Irak est grande.

La rue contre l'Amérique

Officiellement, on explique les récentes discussions américano-syriennes par le souci d'arriver à une « solution pacifique de la crise ». On affirme à Damas que « si les Etats-Unis ouvraient militairement les hostilités, ils se heurteraient à une condamnation très sévère dans le monde arabe ». « A un moment où l'Union soviétique s'est quasiment retirée du jeu, Saddam Hussein nous a tous mis dans l'impossibilité de nous imposer un choix impossible : être tous avec les Etats-Unis ou être tous contre, ce que nous ne pouvons faire », affirme un responsable, avant de poursuivre :

Bagdad affirme que la paix avec l'Irak va libérer 30 divisions irakiennes

Un premier contingent de prisonniers irakiens est arrivé vendredi 17 août en Irak libérés par l'Irak. Téhéran a d'autre part confirmé que les troupes irakiennes avaient commencé à se retirer du territoire iranien.

Le ministre irakien des Affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a demandé mercredi soir 15 août l'assistance du Groupe des observateurs militaires des Nations unies pour l'Irak et l'Iran (GOMNUII) pour réaliser le retrait, à partir de vendredi, des troupes irakiennes d'Iran.

Le GOMNUII, fort de 350 officiers de 24 nationalités, supervise, depuis août 1988, le cessez-le-feu sur le front irako-iranien, de 1 170 kilomètres. En même temps, l'Irak s'est empressé de préciser que la réduction de moitié (1 000 au lieu de 2 000) du nombre des prisonniers de guerre irakiens qu'il compte libérer dès vendredi était dû au manque de moyens du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

Les quotidiens *Al Joumhouriah* (gouvernemental) et *Al-Thawra* (porte-parole du parti Baas au pouvoir) ont précisé que la paix avec l'Irak allait « dégager 30 divisions de l'armée irakienne (actuellement stationnées sur le front) et leur permettre de faire face à l'ennemi commun des musulmans ».

L'Irak, pour sa part, entend en rien faire qui puisse donner l'impression qu'il est d'accord avec la politique de confrontation de Bagdad avec l'Occident.

Dans un entretien téléphonique avec le président turc, M. Turgut Ozal, M. Rafsanjani a précisé : « La question de la paix avec l'Irak est différente, et nous nous en tenons à notre point de vue que l'Irak doit évacuer ses forces du territoire koweïtien pour créer les conditions nécessaires au rétablissement de la paix et de la tranquillité. Le problème qui a été créé dans la région devrait être résolu par les pays de la région, en coopération les uns avec les autres. » (AFP, Reuter.)

« La présence américaine est désormais un fait. Nous ne pouvons donc plus qu'essayer de réduire les dangers de la situation ».

Les controverses syriennes s'expliquent sans doute aussi par le souci de ne pas trop heurter une opinion publique qui, à l'écouter, a dit mal à suivre et qui continue de s'interroger par exemple sur le refus de Damas de réouvrir l'oléoduc commun avec l'Irak. La rue syrienne n'échappe pas au climat pro-irakien, ou plutôt, car c'est l'élément fondamental, anti-américain qui secoue les masses arabes.

L'invasion du Koweït par l'Irak a d'autant moins suscité de condamnation dans l'opinion que les Koweïtiens, traditionnellement nombreux à visiter la Syrie, n'y ont pas la cote. Des marchands aux serveurs d'hôtels ou aux chauffeurs de taxi, tous dénoncent leur « arrogance », leur « mépris », leur façon ostentatoire de se comporter, et aussi leur peu de considération à l'égard des travailleurs syriens au Koweït, traités comme tous les autres Koweïtiens de citoyens de seconde classe.

Et même si l'impact de l'idéologie baasiste ne doit pas être surestimé, le Baas syrien a de longue date l'un des premiers à prêter l'arme du pétrole, comme le dit une vieille chanson dont chacun se souvient comme par hasard aujourd'hui : « Le pétrole des Arabes est aux Arabes, à toute la nation arabe. On en partage les richesses ou l'on y met le feu à la face de l'ennemi ».

Personne n'a plus n'a oublié ici, ironie de l'histoire, que le Koweït avait cessé toute aide financière à la Syrie en 1982, en représailles du soutien apporté par Damas à Téhéran contre Bagdad dans la guerre du Golfe.

Le revirement de Bagdad à l'égard de Téhéran a toutefois fait naître une petite hésitation, et jendi certains parmi les intellectuels commencent à s'interroger sur l'« inconstance » du président Saddam Hussein.

Chez les officiels, ce revirement a suscité suffisamment d'inquiétude pour que le président Assad dépêche immédiatement à Téhéran son vice-président, M. Abdel Khalim Khadham, et son ministre des Affaires étrangères, M. Farouk Charrach, pour s'assurer, dit-on, de la poursuite de la neutralité de l'Iran.

Tout en s'engageant dans cette crise aux côtés des Etats-Unis, et de ses alliés arabes, ce qui devrait lui apporter à court terme d'incontestables bénéfices, la Syrie n'a pas non plus, au moins jusqu'à maintenant, complètement rompu les ponts avec l'Irak et ses alliés, de manière à préserver l'avenir.

FRANÇOISE CHIPALUX

En Israël

Barbe

ou masque à gaz

Le grand rabbin d'Israël, M. Mordechai Abovsky, a pris jeudi 16 août une mesure destinée à venir en aide aux juifs orthodoxes, confrontés à un affreux dilemme en cas d'attaque irakienne à l'arme chimique : se raser la barbe ou ne pas mettre de masque. Le dignitaire religieux a autorisé les orthodoxes à se raser pour sauver leur vie, et il les a invités à porter des casques dans leur poche pour être prêts à toute éventualité.

Théoriquement leur religion interdit strictement aux juifs orthodoxes - tout comme aux sikhs en Inde - de se raser la barbe. Or le masque qui doit être distribué à la population israélienne ne peut s'ajuster de manière étanche que sur un visage glabre. L'hebdomadaire religieux *Yam Shai* a bien proposé une solution : acquérir des masques pour enfants parce qu'ils couvrent toute la tête. (AP, AFP)

سكز (من لا حول)

LA CRISE DU GOLFE

Les réactions en France et les consultations des émissaires de M. Mitterrand

« Embargo » ou « blocus » : M. Chevènement s'efforce de minimiser la divergence entre Paris et Washington

Pour sa première explication devant les députés et devant la presse depuis le début de la crise, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a tenu à préciser la nature « dissuasive » de la mission des forces françaises, en route vers le golfe Persique.

S'il mise sur l'efficacité de l'embargo, « la crise risque de durer », a déclaré M. Chevènement, en conclusion de son exposé devant les députés de la commission de la défense nationale. Ajoutant : « L'Irak a les moyens d'imposer une guerre aérienne-terrestre très dure dans un milieu hostile. Rien ne permet d'écarter l'éventualité d'une telle guerre. »

A bord du Clemenceau, le 3^e régiment d'hélicoptères de combat de la Force d'action rapide, qui compte 900 hommes environ, en cas d'agression « devra pouvoir intervenir soit à partir du porte-hélicoptères, soit à partir de la terre, indépendamment des

moyens navals qui l'auront transporté, a affirmé le ministre de la défense. Son équipement à dominante anti-chars et sa capacité de transmissions le lui permettent, d'autant que des éléments de soutien à terre et de protection anti-aérienne ont été prévus. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, il n'a cependant pas répondu à la question de savoir si cette couverture était suffisante ou si la France aurait besoin des moyens aériens américains.

La mission de Salamandre (le nom de l'opération aéro-navale française) est ainsi « purement défensive », a souligné M. Chevènement. Son objet est « de dissuader toute nouvelle agression ou qu'elle se produise. Elle reste placée sous commandement exclusif français ».

Le « Herald Tribune » dément

Le ministre de la défense s'est également efforcé de minimiser le désaccord franco-américain sur la notion d'embargo et a exprimé son souhait

d'une coordination, dans le cadre de l'ONU, des moyens mis en œuvre pour son application. La résolution de l'ONU exclut, selon lui, tout recours à un blocus. « Les États-Unis comme nous-mêmes avons accepté d'étudier une proposition soviétique tendant à la réunion d'un comité des chefs d'état-major en vue de mettre en œuvre la résolution », a affirmé M. Chevènement. Ajoutant : « Contrairement à certaines présentations faites dans la presse, je note que la marine américaine et la marine britannique n'ont pas reçu à ce jour de directives différentes de celles qui ont été données à la marine nationale, directives qui respectent le droit international maritime : il s'agit essentiellement de procédures de reconnaissance avec interrogation. » Notons que ces propositions ont été tenues avant l'autorisation donnée par le président Bush le 17 août d'arraisonner au besoin par la force tout bateau qui violerait l'embargo.

Et pour se faire mieux comprendre, il a répété devant les journalistes que la France n'entendait pas passer « de

l'embargo au blocus, c'est-à-dire de la paix à la guerre. On ne tire pas sur les bateaux. S'il fallait définir d'autres modalités, il faudrait qu'une autre résolution des Nations unies soit votée ».

Le dispositif français mis en place à la fois pour surveiller l'application de cet embargo et pour riposter, en cas de besoin, à une agression est au total de 8 500 hommes, a encore précisé le ministre de la défense. Ce chiffre inclut les forces déjà déployées à Djibouti et dans l'océan Indien, ainsi que les 3 000 militaires affectés à l'opération aéro-navale baptisée Salamandre. Avec ses bateaux d'escorte et de ravitaillement, le Clemenceau est attendu à Djibouti le 21 août.

Les Français de nationalité, actuellement « plus ou moins retenus ou consignés dans les hôtels d'Irak et du Koweït » sont au nombre de 500, a encore annoncé le ministre de la défense, ajoutant que tout était fait pour obtenir leur rapatriement. Quant aux dizaines de stagiaires irakiens en France, civils ou militaires, « dont l'instruction a été interrompue », le ministre a refusé de les considérer comme « une monnaie d'échange ».

A propos de l'éventuelle divulgation aux États-Unis d'informations sur le matériel militaire français vendu à l'Irak, évoquée par le Herald Tribune (le Monde du 15 août), le ministre a dissimulé son embarras derrière une boutade : « Tous les canards, fusent-ils américains, ne sont pas des enfants du bon Dieu. »

Sur FR3, le soir, il devait ajouter : « Je démentis toute instruction ait été donnée en ce sens. Il s'agit d'une question soulevée par le secret militaire et vous comprendrez que je n'en ajoute pas davantage. » M. Chevènement s'est enfin expliqué sur ses déclarations de février dernier dans la presse irakienne à propos de Saddam Hussein : réaffirmant que le leader irakien n'était pas dénué de « pragmatisme », il a « capacité tactique », il a estimé cependant que ses propos avaient été mal traduits, ajoutant : « Je n'ai pas l'habitude d'insulter le chef d'État sur le territoire duquel je me trouve. »

(Lire page 20 les déclarations de M. Chevènement concernant les crédits de la défense.)

M. Mauroy estime que la position française « a été bien comprise » au Maghreb

TUNIS

de notre correspondant

Le premier secrétaire du parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a terminé jeudi 16 août à Tunis la mission dont l'avait chargé M. Mitterrand au Maghreb avec « le sentiment que la position de la France dans la crise du Golfe avait été bien comprise » en Tunisie, comme en Algérie et au Maroc.

M. Mauroy a cependant reconnu que la présence américaine dans le Golfe, telle qu'elle s'exprime, apparaît comme une « occupation » et une « provocation » et « n'est pas comprise par l'homme de la rue ni par les peuples ».

Pendant les quelques heures qu'il a passées à Tunis, M. Mauroy s'est entretenu avec le président Ben Ali qui lui a répété que son pays jugeait nécessaire de circonscrire la crise du Golfe dans un cadre exclusivement arabe. De cet entretien et des conversations qu'il a eues avec d'autres dirigeants, il a

retiré l'impression « qu'à Tunis on veut croire que le spectre d'une guerre s'éloigne » et « qu'il n'y a pas d'autre voie que la négociation ». Les Tunisiens sont-ils prêts à favoriser cette négociation ? M. Mauroy ne l'a pas précisé, mais il a reconnu que le président de l'OLP, qui l'a rencontré « surtout en tant que premier secrétaire du parti socialiste » (1), n'avait pas abandonné ses projets d'une nouvelle médiation à laquelle il envisage sérieusement d'associer la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. M. Arafat avait adressé mercredi au président irakien un message relatif « à l'offensive politique que mène l'OLP en vue de démanteler la mêlée explosive de la situation et de trouver une solution politique à la crise du Golfe ».

(1) Autre émissaire du président de la République, M. Claude Cheysson avait été dépeché mardi à Tunis spécialement pour rencontrer le président de l'OLP (le Monde du 16 août).

MICHEL DEURÉ

M. Decaux à Sanaa

Le président du Yémen recherche une solution négociée

NICE

de notre correspondant

De retour du Yémen où il a rencontré à Sanaa le président Abdallah Saleh, en sa qualité d'émissaire de M. Mitterrand, M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, devait regagner vendredi 17 août Paris où il fera part au président de la République et à M. Dumas, ministre des affaires étrangères, du contenu de l'entretien qu'il a eu avec le président yéménite et notamment des propositions que ce dernier lui a transmises. Sans dévoiler la teneur de ces suggestions, M. Alain Decaux, joint par téléphone, a fait part de l'extrême préoccupation du président Saleh qui entend s'engager à fond dans la recherche d'une solution négociée à la crise. La situation politique et géo-

graphique de son pays, l'un des plus peuplés du Golfe avec treize millions d'habitants, n'est pas étrangère aux consultations qu'il vient d'avoir dans ce sens, à son initiative, avec le président Saddam Hussein à Bagdad, le roi Fahd à Djeddah et le président Mubarak à Alexandrie.

S'il refuse et condamne totalement l'annexion du Koweït par l'Irak - il a voté dans ce sens la résolution 662 du Conseil de sécurité - le président Saleh, a indiqué en substance le ministre de la francophonie, nourrit les plus vives inquiétudes pour la paix dans cette région. S'agissant des ressortissants français, en faveur desquels l'émissaire lui a demandé d'intervenir, le président Saleh s'est engagé à ne rien négliger qui puisse régler favorablement et rapidement la question. - (Interim.)

Président du « conseil scientifique » du Front national

M. Monnerot se démarque de M. Le Pen

M. Jean-Marie Le Pen, qui a demandé à être reçu par l'ambassadeur d'Irak en France, réitéra, vendredi 17 août, dans le Quotidien de Paris, sa dénonciation de l'« impasse » et de l'« aventure politique et militaire redoutable » dans laquelle se sont engagés, selon lui, la France et l'Occident. Le président du Front national explique en démarquant en soulignant que « les intérêts de la France, ce sont ses ressortissants », que « notre pays n'est pas attaqué » par l'Irak et que ce dernier « est un grand débiteur de la France ». « Je pense, également, à l'argent des contribuables », assure M. Le Pen.

L'embarras que provoque, dans une partie de l'extrême droite, la position de M. Le Pen, est reflété par le quotidien Présent, qui, dans son édition datée 16-17 août, publie en première page, sous les déclarations du président du Front national à

FR3 (le Monde du 17 août), un article de M. Jules Monnerot, membre du bureau politique du parti d'extrême droite et président du « conseil scientifique » de ce mouvement. M. Monnerot écrit : « Il n'y a pas de « nationalisme en général », on n'est nationaliste que d'une nation. (...) Aujourd'hui, parce que le Koweït est un État artificiel, provenant des débris de l'empire ottoman (1), il faudrait - sans doute au nom de la justice et de la vérité - se soumettre au chantage pétrolier des vainqueurs arabes ! Une telle attitude est puérile. »

« Je ne me suis livré à aucune enquête d'opinion », continue M. Monnerot, mais un cri général (...) traverse le pays de France et les divers milieux sociaux, et monte de toute part : « Pas de chantage pétrolier ! Ne pas entendre et comprendre ce cri équivaldrait à pousser l'impopularité

jusqu'au suicide politique. » M. Monnerot ajoute : « Quant au problème capital de l'immigration arabo-berbère en France, (...) rechercher les bonnes grâces de Saddam Hussein n'apporterait aucun élément de solution (2). » Pour M. Monnerot, « seules des démonstrations de force, ou, si elles ne suffisent pas, des épreuves de force leveront la menace irakienne. »

(1) Le 10 août, sur TF1, M. Le Pen avait opposé l'Irak, qui « puise ses sources historiques dans plusieurs millénaires », au Koweït, « un pays très récent », qui « ne puise son existence que dans les couleurs du Foreign Office ».

(2) M. Le Pen avait ajouté : « Il se trouve que le sud de la Méditerranée, ce sont les peuples arabes, et que nous devons vivre en bonne intelligence avec eux et, si possible, en coopération, surtout si nous voulons régler, en particulier, le problème de l'immigration. »

L'ambassadeur du Koweït se félicite de l'attitude « extraordinaire » de Paris

M. Tarek Razzouki, ambassadeur du Koweït en France, s'est félicité jeudi 16 août, de la « position extraordinaire », de la France dans la crise du Golfe. M. Razzouki, qui a réussi à s'échapper mercredi 15 août du Koweït, est longuement revenu sur les causes du conflit opposant son pays à l'Irak, au cours d'une conférence de presse à Paris.

Évoquant la situation dans son pays, M. Razzouki a affirmé qu'il y avait une « résistance efficace », mais « pas très bien organisée ». Cette « résistance limitée », conduite par « des officiers ou des jeunes qui ont des armes fait vraiment peur à l'armée régulière (irakienne) qui commence à se retirer du centre-ville et à se diriger vers les frontières ». Il y a quatre à cinq morts par jour dans chaque ville ou dans chaque village », au Koweït, a-t-il expliqué.

Interrogé sur l'attitude des Palestiniens résidant au Koweït face à l'invasion des troupes de Bagdad, l'ambassadeur a souligné que « ce sont des gens qui reconnaissent la générosité de ce pays (Koweït) ». « Il y en a même, a-t-il dit, qui résistent contre les Irakiens ».

M. Razzouki a également déclaré avoir vu « des choses horribles », se passer au Koweït. « J'ai vu mitrailler des gens sans merci. J'ai vu des soldats entrer dans des maisons et violer des femmes (asiatiques) devant les hommes. » A propos des témoignages sur les exécs, Tarek Razzouki a estimé que « ce qui a été dit n'est même pas le quart de ce qui est vrai ».

Avant de s'enfuir du Koweït, l'ambassadeur a affirmé avoir vu passer successivement dans son pays trois vagues : « D'abord l'armée, régulière avec chars et troupes, puis l'armée populaire et enfin des centaines de chars transportant des femmes, des vieux et des enfants », venant piller les magasins de Koweït City pour « avoir à manger ».

La guerre du pétrole

Suite de la première page

Un prix d'ailleurs jugé modéré par les experts. « Je ne suis pas surpris du tout par ce niveau. Compte tenu de la situation dramatique qui existe dans le Golfe, on peut à peine parler de panique », estime pour sa part un responsable de l'administration américaine.

Le vrai test reste à venir. Et quelles que soient les hypothèses, elles laissent mal augurer des prix du brut. A court terme le scénario le plus plausible est la poursuite de l'embargo décrété contre l'Irak. Il commencera à faire réellement sentir ses effets sur le marché pétrolier d'ici à la fin du mois. On en déduit des assurances données ci et là, il n'est pas du tout évident qu'on puisse éviter une pénurie.

La belle confiance des responsables de l'énergie, notamment américains, ne doit pas faire illusion. A y regarder de plus près, les chiffres avancés cachent d'énormes incertitudes. « La situation n'est pas celle de 1979. A l'époque les stocks étaient faibles et les capacités de production excédentaires inexistantes », assure, volontairement rassurant, un responsable de l'Agence internationale de l'énergie, chargé de préparer la réunion du 23 août du conseil de direction de l'Agence, qui devra décider des solutions à mettre en œuvre pour faire face à la crise - recours aux stocks stratégiques, économies ou substitution d'énergies, etc. Il avoue néanmoins à voix basse son incertitude et sa lutte désespérée pour rassembler les informations nécessaires.

Certes les capacités de remplacement existent. Du moins sur le papier. Car la notion même de « capacité » maximale de production reste floue et objet de dispute entre les experts. Inutilisés pendant longtemps, un puits pétrolier se dégrade, et, pour reprendre une production interrompue, il ne suffit pas d'ouvrir les vannes. Il faut au mieux plusieurs semaines, voire plusieurs mois de travaux, qu'al-

longent encore les délais de transport jusqu'au consommateur. Ajoutons que la plupart des pays producteurs, notamment au sein de l'OPEP, ont tendance à exagérer systématiquement les capacités pour justifier leurs quotas de production.

Et même sur le papier, le compte est juste. Le déficit décollant de l'embargo contre l'Irak et le Koweït atteindrait environ 4 millions de barils/jour, soit environ 15 % des exportations mondiales. Il se fera sentir concrètement dès le mois de septembre. En face, les capacités inemployées apparaissent tout juste suffisantes. Dans les hypothèses les plus optimistes, elles atteignent 4 millions de barils/jour, dont plus de la moitié en provenance d'Arabie saoudite, le reste venant du Venezuela, des Emirats arabes unis, de Lybie, du Nigeria, de l'Iran et de l'Equateur. Si le compte est bon, le déficit s'équivaldrait tout juste... à condition que tous les pays acceptent de jouer le jeu, ce qui est loin d'être évident, et que les transports maritimes ne soient pas perturbés par le blocus naval.

Une partie de bras de fer à trois

Mais les experts les plus pessimistes estiment que les capacités excédentaires réellement susceptibles d'être mobilisées à très court terme ne dépassent pas 2,9 millions de barils/jour. Dans ce cas le déficit frôlerait 1 million de barils/jour, un « trou » énorme puisque quelques centaines de milliers de barils manquant suffisent à déstabiliser le marché. Il ne pourrait être comblé que par recours aux stocks.

C'est là que le bât blesse. Car s les stocks sont confortables en cette période de haute consommation, atteignant au total 99 jours de consommation, personne, vu l'incertitude pesant sur l'avenir, n consent à les utiliser. Ni les compagnies, qui parient toutes sur une hausse prolongée des cours, ni les

gouvernements, qui préfèrent conserver leur ultime marge de manœuvre et ne consentiront à puiser dans leurs réserves stratégiques qu'en cas de crise avérée.

« Quand on a la perspective d'une crise de longue durée, il est inconfortable de tirer sur les stocks », explique le responsable des approvisionnements d'une grande compagnie pétrolière. « Personne ne voudra descendre en dessous de quatre-vingt-dix jours de stocks. Cela laisse en réalité une marge de moins de dix jours de consommation. C'est suffisant à condition que les compagnies les utilisent », reconnaît-on en privé à l'IAIE.

D'où une subtilité partie de bras de fer à trois entre d'un côté l'administration américaine relayée par l'IAIE, de l'autre les compagnies et enfin les pays producteurs. La première, pour préserver ses réserves stratégiques, pousse les compagnies à utiliser leurs stocks, en dénonçant à mots couverts les superprofits réalisés par les majors à l'occasion de la crise, et incite les producteurs à utiliser au plus tôt leurs capacités inemployées.

Les compagnies jouent leur jeu, qui consiste à conserver leurs stocks aussi longtemps que les cours augmentent. Elles soulignent que, compte tenu des quantités nécessaires pour faire tourner le système, l'excédent ne dépasse pas en réalité quelques jours de consommation. Les stocks commerciaux recensés par l'IAIE au 1^{er} juillet n'atteignent de fait que 70 jours de consommation, soit seulement trois jours de plus que l'an passé à même époque... et deux jours de moins qu'en juillet 1979 ! Depuis dix ans, ce sont en effet les réserves stratégiques qui ont gonflé (passant de 8 jours de consommation en juillet 1979 à 30 jours aujourd'hui), pas les stocks commerciaux.

Les pays producteurs enfin cherchent à retarder au maximum la hausse de leur production, en attendant que les stocks soient dégonflés. Les principaux intervenants, Arabie saoudite et Venezuela, s'efforcent de maintenir en outre l'aval de l'OPEP, afin d'éviter d'apparaître isolés ou trop évidemment à la remorque des États-Unis... Ryad a demandé, jeudi 17 août, une réunion de

l'OPEP, laquelle paraît pour l'heure paralysée par la crise politique et largement divisée sur la stratégie à suivre.

A court terme, on le voit, le marché peut passer l'épreuve d'un embargo, mais tout juste... Encore ne se base-t-on que sur la consommation estivale. Qu'en sera-t-il dans quelques mois, lorsque la demande gonflera à l'approche de l'hiver ? Les mesures d'économies étudiées par l'administration américaine pour faire face à la crise d'ici à la fin de l'année sont significatives de l'inquiétude réelle des responsables. - (le Monde du 18 août.) Au Japon, le gouvernement réfléchit lui aussi à un plan d'urgence.

A moyen et long terme, les perspectives ne sont pas moins inquiétantes. Tout dépend bien entendu de l'évolution du conflit. S'il s'envenime, débouchant sur un affrontement direct entre les États-Unis et l'Irak, impliquant de facto l'Arabie saoudite, le pire est à craindre du point de vue pétrolier. Le marché peut déjà difficilement se passer du brut irakien et koweïtien. Il ne peut absolument pas s'équilibrer sans l'Arabie saoudite, qui dispose non seulement des principales capacités de production et réserves du monde mais surtout de la plus grande souplesse. Tous les experts s'accordent sur ce point : que les champs saoudiens soient affectés et le marché cette fois s'enflammera pour de bon. « Si l'Arabie saoudite est touchée, là, ce sera n'importe quoi ! », dit un trader. Les cours pourraient dans cette hypothèse largement dépasser les 40 dollars...

Un nouveau « maître du pétrole »

Mais un règlement « diplomatique » des tensions n'est pas non plus sans risque à terme. L'Irak, on l'a vu depuis juillet, est clairement déterminé à obtenir des prix du brut le plus élevés possible. Avant même l'invasion du Koweït, grâce aux seules menaces, Bagdad, allié avec l'Iran, avait réussi à imposer le 27 juillet à l'OPEP une hausse de 18 à 21 dollars du prix de référence, la première depuis quatre ans.

Seul le poids prépondérant de

l'Arabie saoudite avait réussi alors à éviter une hausse plus prononcée (à 25 dollars). Qu'en sera-t-il si l'Irak sort du conflit sans dommage, fort de sa victoire d'une alliance en bonne et due forme avec l'Iran ? Même s'il consent à « rendre » le Koweït, Saddam Hussein aura fermement assis sur la terre son pouvoir sur la région et par ricochet sur l'OPEP. « Il n'a même pas besoin d'envahir l'Arabie saoudite pour la mettre à sa merci. C'est déjà fait », note un observateur.

Face aux deux puissances militaires du Golfe, l'Irak et l'Iran, plus menaçants que jamais, le royaume saoudien, définitivement terrorisé, voire déséquilibré, privé de son rôle de médiateur traditionnel au sein du cartel (le Koweït et les Emirats arabes unis, désormais muselés), pourrait-il réellement opposer une quelconque résistance aux desiderata du nouveau « maître du pétrole » ? Rien n'est moins sûr...

« Saddam Hussein devra partir. Sinon il prendra le contrôle du marché », explique un expert pétrolier américain, conseiller du gouvernement de Washington. Le retour pur et simple au statu quo paraissant impossible, la seule hypothèse favorable à une retombe des cours du pétrole est bien le départ du président irakien. Tel est sans nul doute l'un des enjeux majeurs de la partie engagée aujourd'hui dans le Golfe. Et la raison pour laquelle toutes les solutions diplomatiques paraissent impossibles, du point de vue américain. « L'intérêt majeur et vital des États-Unis dans la crise koweïtienne est de s'assurer que le Golfe reste une source sûre et stable de pétrole à un prix raisonnable pour l'Occident industrialisé », explique ainsi M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, dans le Washington Post.

Cette solution « définitive » ne se fera pas sans à-coups. En tout état de cause, la perspective d'une remontée progressive des prix du brut, favorable aux producteurs mais relativement indolore pour les consommateurs, qui semblerait se dessiner après la dernière conférence de l'OPEP, paraît aujourd'hui bien compromise. Le pétrole est de nouveau revenu, et pour longtemps, dans la zone de turbulences.

VÉRONIQUE MAURIS

AMÉRIQUES

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Le sixième mandat du président Balaguer s'annonce difficile

Pour la sixième fois en trente ans, le président conservateur dominicain Joaquín Balaguer a prêté serment de fidélité à la Constitution, jeudi 16 août, se succédant à la tête de l'État, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Mais ce mandat inauguré sur fond de crise économique et d'émeutes, qui se sont soldées par douze morts au moins et des milliers d'arrestations, pourrait être le plus difficile de sa longue carrière. Avant d'être déclaré vainqueur des élections du 16 mai dernier, M. Balaguer a dû affronter deux mois de polémique sur la validité des résultats contestés par l'opposition en raison d'une « fraude massive ».

Le désenchantement d'un caudillo

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Né en septembre 1906, à Navarrete, une petite localité proche de Santiago, au centre du pays, Joaquín Balaguer a été très jeune dérangé par le virus de la politique. Ce fils d'un négociant en tabac d'ascendance catalane se révèle un orateur efficace dès son adolescence. Sa carrière va prospérer à l'ombre de Rafael Leonidas Trujillo, le despote qui fera régner pendant trente et un ans l'une des dictatures les plus terribles qu'ait connues l'Amérique latine.

Après des études de droit à Saint-Domingue, complétées par un doctorat à la Sorbonne, il fait ses premières armes dans la diplomatie. Patiemment, ce grand travailleur célibataire et misogyne devient au début des années 50 l'un des conseillers les plus proches de Trujillo. L'assassinat de ce dernier dix mois plus tard va paradoxalement donner un nouvel élan à sa carrière. Le fidèle serviteur de la dictature est chargé par les États-Unis, - rassurés par son anticommunisme - de gérer la transition vers la démocratie. La pression populaire le contraint cependant à l'exil, à Porto-Rico puis à New-York.

De retour en 1966, après la guerre civile et l'intervention des marines, il profite de la pax américaine et de l'appui des militaires pour se faire élire président. L'abstention du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, principale formation d'opposition) facilitera sa réélection en 1970 et 1974.

Bilan

inverse

Favorisées par la bonne tenue des cours mondiaux du sucre, ses douze années de présidence ont été marquées par une indéniable prospérité. Au revers de la médaille, la corruption et la concussion ont gangrené la jeune démocratie. Des centaines d'opposants, d'avocats et de journalistes ont été assassinés par les escadrons de la mort de la Banda, un groupe terroriste proche du pouvoir. Aux élections de 1978, Joaquín Balaguer est nettement devancé par le candidat du PRD, Antonio

Guzmán. Face à la pression du président américain Carter, le vieux caudillo cède le pouvoir de mauvaise grâce.

Les divisions au PRD permettent à Balaguer, qui est atteint de diabète, de l'emporter d'une courte tête aux élections de 1988. Ses principaux adversaires sont d'accord pour dresser de ce cinquième mandat un bilan exactement inverse de celui des fameux « douze ans ». « Un échec total sur le plan économique, mais une bonne performance en matière de respect des droits de l'homme », résume José Francisco Peña Gómez, dirigeant du Parti révolutionnaire dominicain.

Le lancement d'un ambitieux programme de construction à l'approche du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique, en 1992, provoque de fortes tensions inflationnistes. Largement financés par la planche à billets, ces grands travaux accélèrent la dégringolade du peso. La spéculation financière se déchaîne tandis que des services publics aussi essentiels que l'eau ou l'électricité ne sont plus assurés et que les produits alimentaires de base disparaissent.

Chancelant, soutenu par son aide de camp, le président multiplie les tournées en province. Il inaugure des routes, des écoles, distribue de l'argent et des poupées, écoute les doléances. Au plan international, le dossier haïtien est l'un des seuls qu'il suit avec attention. Les deux républiques partagent la même île, et l'une des obsessions de Balaguer, qui était ministre des affaires étrangères en 1937, lors du massacre de vingt mille Haïtiens sur territoire dominicain, est « l'haïtianisation » de Saint-Domingue, cette crainte de voir « noircir » la population du fait de l'immigration haïtienne.

Sourd aux critiques ou aux conseils, le vieux président réagit par de brusques accès d'autoritarisme et répond à ses contempteurs par un recueil de poèmes, la *Bandeau transparente*. Il y confie vivre de ses « souvenirs » et s'y montre plus désenchanté et méfiant que jamais, comme « il conduisait au terme d'un demi-siècle de vie publique que la politique ne fait pas le bonheur ».

JEAN-MICHEL CAROIT

□ **ÉTATS-UNIS** : un complice du général Manuel Noriega condamné à dix ans de prison. - Un cosécuteur du général Noriega, M. Enrique « Kiki » Prieto, joillier panaméen de quarante-sept ans, a été condamné, jeudi 16 août, à dix ans de prison par un juge de Tampa (Floride) pour avoir aidé l'homme fort de Panama dans ses activités de trafic de drogue. Considéré par la justice comme « le meilleur témoin du gouvernement » contre le général déchu, M. Prieto, pourrait bénéficier en échange de son témoignage, d'une remise en liberté sur parole après

quelques années de prison. - (AFP)

□ **PÉROU** : deux cents arrestations et trente blessés au cours de manifestations à Lima. - Selon des porte-parole syndicaux, au moins deux cents syndicalistes et responsables de quartiers populaires auraient été arrêtés et une trentaine de personnes blessées, jeudi 16 août, au cours d'une « journée de protestation nationale » contre le programme économique du président Fujimori. Une grève générale est prévue pour les 21 et 22 août. - (AFP)

LE 1^{er} ET LE 2 SEPTEMBRE 1990

Troisième fête équestre à LÉRÉ (18240)

Samedi 1^{er} septembre

13 heures : Rallye endurance

Dimanche 2 septembre

10 heures : Messe de la Saint-Hubert

11 heures : Défilé en ville avec la participation des Haras nationaux de Blois

14 heures : Début des épreuves (obstacles - gymnase - manéège attelage)

16 h 30 : Démonstrations avec chevaux lourds (débandage, courses montées, track-pulling, etc.)

Présentation de douze chevaux lourds accouplés

Participation des métiers anciens et artisanat d'art

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après les émeutes dans les cités noires de Johannesburg

La police et l'ANC organisent un « forum de la paix » pour mettre un terme aux violences

La police et le Congrès national africain (ANC) ont accepté de tenir ensemble un « forum de la paix » vendredi 17 août, pour essayer de mettre un terme aux affrontements qui opposent Zouloùs et Xhosa dans les cités périphériques de Johannesburg.

Les violences inter ethniques qui ravagent depuis le 13 août les banlieues noires de Johannesburg se sont étendues, jeudi 16, à l'immense ghetto de Soweto. Selon la police, quatorze personnes au moins y ont été tuées. Dans la cité voisine de Dobsonville, on dénombre plus d'une centaine de blessés, dont quinze grièvement.

La police a ajouté que des lancers de pierres et de bouteilles, ainsi que des coups de feu, continuaient vendredi aux premières heures du jour. A cette date, le bilan total des affrontements entre les groupes de Xhosa, partisans du Congrès national africain (ANC), et les Zouloùs, sympathisants du mouvement Inkatha, s'élevait à quelque cent-soixante morts.

Après s'être entretenu jeudi avec le président De Klerk au cours d'une réunion d'urgence à Pretoria, Nelson Mandela et d'autres responsables de l'ANC ont rencontré le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, Adriaan Vlok.

Lors d'une conférence de presse commune, tenue juste avant minuit à la principale station de police de Soweto, l'ANC et la police ont annoncé qu'un « forum de la paix », auquel participeraient des représentants des forces de l'ordre et différentes parties impliquées dans les affrontements, s'ouvrirait dès vendredi matin pour tenter de mettre un terme aux violences.

« La violence à Soweto semble être entre Zouloùs - principalement résidents de foyers de travailleurs, mais pas nécessairement membres de l'Inkatha - et les autres résidents de Soweto », a affirmé un porte-parole du ministre de la loi et de l'ordre, le colonel Steve Van Rooyen. Il a souhaité que d'autres forums de ce

genre soient créés « dans toute l'Afrique du Sud, partout où la violence dresse la tête ».

« Pourquoi nous massacrons-nous comme des animaux ? »

Aucune réponse n'a encore été donnée par le mouvement Inkatha du chef Zouloù Buthelezi. La police a tenu à démentir les accusations, portées par Nelson Mandela, selon lesquelles elle soutiendrait - voire encouragerait - les combats entre factions noires, afin de faire perdre à l'ANC son soutien populaire.

Jeudi matin, la presse sud-africaine était unanime pour exhorter Nelson Mandela et Mangosuthu Buthelezi à se rencontrer, estimant que le vice-président de l'ANC et le dirigeant de l'Inkatha étaient les seuls en mesure de faire cesser le carnage.

Jusqu'à présent, seul le dirigeant de l'Inkatha a donné son accord au projet, précisant, dans un entretien diffusé mardi soir par la télévision

sud-africaine, qu'il était prêt à rencontrer le vice-président de l'ANC dès le lundi 20 août. Sans aller jusqu'à rejeter le principe d'une telle rencontre, les responsables de l'ANC ont laissé clairement entendre qu'ils n'y étaient pas favorables. Cela reviendrait, en effet, à admettre que les membres de l'ANC ont une part de responsabilité dans les affrontements entre Xhosa (ethnie de Nelson Mandela) et Zouloùs.

La situation reste extrêmement embarrassante pour l'ANC, qui s'est contenté de publier, dans la journée de jeudi, un vibrant appel au calme. Se démarquant nettement de ses précédentes accusations, très explicites, contre l'Inkatha, l'ANC dénonce désormais « des individus sans scrupules » qui se seraient infiltrés dans des foyers de travailleurs pour y semer le désordre. « Le sang du peuple noir coule à flots. Des vies sont perdues par centaines. Pourquoi nous massacrons-nous comme des animaux ? », interroge l'ANC. - (AFP, AP, Reuters)

MALI : la répression contre les Touaregs

Bamako affirme que « la quiétude s'installe » dans le Nord

« La quiétude s'installe progressivement » dans les régions nord du Mali, après les attaques de « groupes de bandits armés » (de l'ethnie touareg, selon les observateurs) enregistrées depuis fin juin dans cette partie du pays, a affirmé jeudi 16 août Radio-Mali, citant un communiqué officiel.

Selon la radio, les opérations de rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans le cadre de l'état d'urgence institué dans les régions de Tombouctou et de Gao « ont permis d'arrêter nombre de ces bandits et de circonscrire certains de leurs agissements ».

Radio-Mali précise d'autre part que des enquêtes en cours prouvent déjà que « ces individus se sont introduits chez nous avec des armes et des matériels de guerre à la faveur du retour et de la réinsertion de nos com-

patriotes immigrés » (NDLR : nomades refoulés d'Algérie et installés dans le nord du pays).

« Ces bandits armés, qui sont venus de l'extérieur où ils ont reçu une formation militaire poussée, poursuivent, nous dit-on, des buts politiques, ils ne sont pas des brigands », a-t-il été dit dans le communiqué.

Avec ce communiqué, les autorités maliennes rompent le silence sur les troubles dans les régions nord du Mali. Mercredi, l'organisation humanitaire Amnesty International avait demandé au gouvernement malien de faire cesser immédiatement les « assassinats » de Touaregs par les forces de sécurité (le Monde du 17 août). - (AFP)

LIBÉRIA : la guerre civile

Une rencontre pourrait avoir lieu entre les deux chefs rebelles rivaux

Dans la guerre des nerfs qui s'est engagée entre les différents acteurs du conflit libérien, le chef rebelle Charles Taylor vient de marquer un nouveau point. C'est-à-dire de gagner du temps. Sa visite à Banjul (Gambie), prévue le 16 août, a été reportée « pour des raisons techniques » au lundi 21 août.

Selon des sources gouvernementales gambiennes, le dirigeant du Front national patriotique du Libéria (NPFL) devrait y rencontrer son frère ennemi, Prince Johnson, afin de discuter de la situation dans leur pays, ravagé par sept mois de tueries. L'information a de quoi étonner, quand on sait en quels termes assassins les deux hommes se jugent mutuellement.

Cette réunion devrait constituer une sorte de préliminaire à une conférence - plus surprenante encore - des trois factions belligères. Le chef de l'Etat gambien, Sir Dawda Jawara, a en effet invité le NPFL, les rebelles de Prince Johnson et les troupes gouvernementales fidèles au président

Samuel Doe à participer à des « entretiens de paix » le 27 août, dans la capitale gambienne.

Cette conférence devrait porter sur les propositions faites début août à Banjul par le pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) - notamment, sur l'imposition d'un cessez-le-feu et la constitution d'un gouvernement de transition. Le sommet de Banjul avait recommandé qu'aucune des trois factions belligères ne puisse participer à ce futur gouvernement.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat a déclaré que Monrovia était relativement calme jeudi. L'ambassade des Etats-Unis est aujourd'hui gardée par soixante-six marines, contre deux cent vingt-cinq en début de semaine. Quelque trois cent quarante ressortissants indiens ont été évacués de l'enceinte de l'ambassade américaine avant d'être emmenés à Freetown. - (Reuters, AP, AFP)

ASIE

Après le feu vert de Pékin à l'UNESCO :

La Route de la soie est rouverte

Au printemps dernier, l'UNESCO avait dû renoncer à la dernière minute à la réalisation, dans les déserts de Chine, de la première étape de la reconstitution scientifique de la Route de la soie (le Monde du 17 avril). Sur le vieux fond d'antagonisme sino-japonais, Pékin n'avait accepté de délivrer qu'un seul visa à la télévision japonaise Asahi qui finance une partie du projet.

Depuis lors, des négociations serrées avaient été menées par l'UNESCO, aboutissant récemment à la délivrance par la Chine d'un nombre restreint de visas de presse devant permettre à la télévision japonaise d'opérer, sans toutefois disposer d'une équipe aussi nombreuse qu'elle le souhaitait. D'autres médias étrangers couvrent également l'opération.

L'expédition, qui doit durer tout le mois d'août, a donc commencé sur le terrain fin juillet, en présence d'une trentaine de savants de dix-sept pays (dont la France et le Japon). En outre, une douzaine de Chinois, dont huit scientifiques, participent à la mission. Celle-ci se

déroule par voie terrestre sur plusieurs centaines de kilomètres entre les villes chinoises de Xian et de Kachgar, longeant notamment le désert de Taklamakan et le massif du Pamir.

Un séminaire international tirera les premières conclusions dans la cité chinoise d'Urumqi du 18 au 21 août. La reconstitution de la voie maritime de la soie, de Venise à Osaka, commencera fin octobre grâce au bateau prêt à l'UNESCO par le sultanat d'Oman. Enfin, l'Union soviétique a donné son accord pour la reconnaissance de la partie de la Route de la soie située sur son territoire. D'Odessà à Alma-Ata, se déroule en deux fois en avril et septembre 1991.

La résurrection scientifique et culturelle d'une artère économique qui, durant mille ans, opposa ou réunissait l'Orient et l'Occident, est le projet le plus spectaculaire mis en œuvre par le directeur général actuel de l'UNESCO, l'ancien ministre espagnol Federico Mayor. J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

Correspondant du « Monde » et de RFI à Abidjan

Robert Minangoy expulsé de Côte-d'Ivoire

Le correspondant de Radio-France Internationale (RFI), du Monde et de la Cinq à Abidjan, M. Robert Minangoy, a été expulsé jeudi soir 16 août de Côte-d'Ivoire, où il est désormais interdit de séjour.

Robert Minangoy est le premier journaliste expulsé de ce pays depuis l'indépendance, en 1960. Le directeur de la sécurité du territoire (DST) ivoirien était présent à l'aéroport lors du départ du journaliste, qui a reçu notification de l'arrêt d'expulsion dans l'avion.

Les autorités ivoiriennes reprochent à M. Minangoy d'avoir affirmé sur les antennes de RFI que la Côte-d'Ivoire manifestait « une attitude de complaisance passive » à l'égard des rebelles libériens, soutenant le Front national patriotique du Libéria (NPFL) de Charles Taylor. Le journaliste avait obtenu que l'expulsion n'intervienne que jeudi soir alors qu'elle aurait dû être appliquée dès mardi, mais des policiers l'avaient

ensuite escorté partout, demeurant dans son appartement à nuit. M. Minangoy, trente-six ans, était en poste à Abidjan depuis janvier 1989. Il avait auparavant été reporter-cameraman à la télévision française (FR 3), réalisateur à la télévision scolaire du Sénégal et chroniqueur de RFI à Dakar. Il a également été conseiller de la Radio-télévision du Cap-Vert.

Les correspondants étrangers à Abidjan ont élevé « une vive protestation » contre cette mesure « de censure », le journaliste ayant agi « selon les critères journalistiques admis dans la profession ». Ils demandent que « le cas soit porté à la mesure appropriée, dans l'intérêt de l'image libérale que la Côte-d'Ivoire souhaite donner » d'elle-même à l'étranger.

[La direction du Monde proteste énergiquement contre l'expulsion de Robert Minangoy. Elle fera, de son côté, tout son possible pour que les autres correspondants reviennent sur une décision sans précédent qui porte gravement atteinte à la réputation libérale de la Côte-d'Ivoire en matière d'information.]

EN BREF

□ **CHINE** : Pékin aurait procédé à un essai nucléaire souterrain. - L'observatoire militaire sismologique suédois de Hagfors et le centre sismologique australien de Canberra ont détecté des signaux correspondant à une explosion nucléaire souterraine en Chine. La secousse, équivalente à un tremblement de terre d'une amplitude de 6,7 sur l'échelle de Richter, aurait eu lieu sur le site chinois de tests nucléaires de Lop Nor, à 2 240 km à l'ouest de Pékin. Elle a été enregistrée jeudi 16 août à 7 heures (heure de Paris). Elle proviendrait d'un essai souterrain. - (Reuters, AFP)

□ **INDE** : vingt-trois morts lors d'affrontements entre sikhs et policiers. - Huit civils, neuf séparatistes sikhs et six membres des forces de sécurité indiennes ont été tués, mercredi 15 et jeudi 16 août, lors de trois affrontements, au Pendjab (nord-ouest de l'Inde). - (AFP)

□ **BULGARIE** : congrès anticipé de Parti socialiste. - Le parti socialiste bulgare (ex-communiste, au pouvoir) tiendra un congrès anticipé le 22 septembre, a annoncé, jeudi 16 août, l'agence de presse bulgare BTA. - (AFP)

□ **URSS** : M. Genscher à Moscou. - Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, est arrivé jeudi soir 16 août à Moscou pour une courte visite de travail. Accueilli à son arrivée par son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, il s'entretiendra essentiellement pendant son séjour des derniers détails concernant la mise au point d'un accord final pour la conférence « 2+4 », qui rassemble les deux Etats allemands et les quatre puissances victorieuses de l'Allemagne nazie. Mais, indique l'agence Tass, les deux ministres évoquent aussi la crise du Golfe. - (AFP)

□ **ALBANIE** : adhésion au traité de non-prolifération nucléaire. - L'Albanie a décidé d'adhérer au traité de 1970 sur la non-prolifération des armes nucléaires, a annoncé, jeudi 16 août, l'agence de presse albanaise ATA, captée à Vienne. - (UPI)

□ **SUÈDE** : pas d'extradition d'un pirate de l'air soviétique. - La Cour suprême de Suède s'est prononcée, jeudi 16 août, contre l'expulsion d'un pirate de l'air soviétique de dix-huit ans, Mikhail Mokretsov, qui a fait une tentative de suicide après l'expulsion vers l'URSS en juillet de deux de ses compatriotes. - (UPI)

سكول من زكامل

EUROPE

YUGOSLAVIE

Nouvelles tensions entre la Serbie et la Croatie

L'organisation d'un référendum, prévu pour dimanche 19 août, sur la création d'une province autonome serbe en République de Croatie a de nouveau accru les tensions entre les deux plus grandes Républiques de la Fédération yougoslave.

Les risques d'une « guerre civile » sont quotidiennement évoqués par les médias et certains hommes politiques, et des incidents inter-ethniques se sont multipliés ces derniers temps.

Le chef-serbe de l'Etat yougoslave, M. Borisav Jovic, prenant fait et cause pour les Serbes de Croatie (qui sont environ 600 000 pour une population totale de 4,3 millions d'habitants), a averti lundi les autorités croates que si les conflits inter-ethniques menaçaient de dégrader la présidence collégiale de Yougoslavie, il interviendrait « conformément à ses droits constitutionnels ». Le référendum a été interdit par les autorités non com-

munistes de Croatie, qui estiment que les droits des minorités sont déjà garantis dans la Constitution.

Le président de Croatie, l'ex-général Franjo Tudjman, voit dans l'agitation des Serbes, regroupés autour du président du Parti démocrate serbe (de Croatie), M. Jovan Raskovic, un « complot » fomenté par le leader de la République de Serbie, M. Slobodan Milosevic, dans le but de le renverser et de déstabiliser la Croatie, où les communistes ont perdu le pouvoir au printemps dernier à l'issue des premières élections libres d'après-guerre.

Les Serbes de Croatie avaient fait preuve de leur détermination le 25 juillet en proclamant, sous les applaudissements de dizaines de milliers de personnes rassemblées à Sreb, leur « autonomie et souveraineté » et en mettant sur pied, une semaine plus tard, leurs propres milices pour « protéger la communauté serbe menacée » par les Croates. — (AFP.)

URSS

M. Ligatchev a pris sa retraite

Quatre personnalités conservatrices du Parti communiste soviétique, parmi lesquelles l'ancien numéro deux du PCUS, M. Egor Ligatchev, ont pris leur retraite cet été après le 28^e congrès du parti, à l'indiqué jeudi 16 août la télévision soviétique.

Les trois autres sont MM. Lev Zaitkov, ancien chef du PC à Moscou, Vitali Vorotnikov, ancien président de la Fédération de Russie, et Nikolai Slounkov, ancien chef de la commission socio-économique du Politburo. Tous quatre avaient perdu leur siège au bureau politique.

M. Ligatchev, soixante-neuf ans, qui était considéré comme le chef de file de l'aile conservatrice, avait présenté au 28^e congrès sa candidature au poste de secrétaire général adjoint contre le candidat soutenu par M. Gorbatchev, M. Vladimir Ivachko. Celui-ci l'avait emporté par 3 642 voix contre 776 à M. Ligatchev. — (AFP, Reuters.)

BIBLIOGRAPHIE

L'Europe centrale est de retour

C'est dans ce que Jacques Rupnik appelle « l'Europe du Centre-est » que la guerre froide avait commencé. Ce qui s'y passe depuis quelques années annonce sa fin. Cette partie du continent s'est détachée pratiquement en bloc de l'orbite soviétique. Abusivement qualifiée pendant quatre décennies d'Europe de l'Est, elle est redevenue ce qu'elle n'avait cessé d'être, au moins pour les géographes, l'Europe centrale. On croit avoir tout dit, en la désignant par son nom, ou pour faire plus savant par le terme allemand de « Mitteleuropa ». On n'a fermé que l'ombre portée d'une réalité aux contours indécis.

Où commence, où finit cette Europe centrale ? Quel est le trait commun à toutes ses composantes ? L'appartenance ethnique ? En ce cas il faudrait mettre dans le même panier les Polonais, les Tchécoslovaques, les Yougoslaves, les Bulgares et pourquoi pas les Ukrainiens, et écarter les Roumains, les Hongrois. L'art avec lequel ils ont saisi la chance de sortir en douceur du communisme ? Alors le noyau est formé de la RDA, de la Pologne, de la Hongrie, de la Tchécoslovaquie. Ce critère n'est pourtant pas tout à fait satisfaisant puisque la RDA devrait rejoindre très rapidement sa famille d'origine ; si l'élément germanique demeurait dans la nouvelle Europe centrale, ne serait-ce pas fait d'Autrichiens plutôt que d'Allemands ? Au fil de l'Ouest, pas plus d'affinités avec cette « autre Europe » qu'avec une fédération ou même une confédération soviétique ?

Entre Allemagne et Russie

Dans son livre tout à fait remarquable, Jacques Rupnik nous fait redécouvrir cette région qui par la suite de Staline mais d'abord de Hitler, a perdu pendant quarante ans son identité. C'est la découverte d'une Europe du Centre — ou du Centre-est — qui a éprouvé un « horrible mélange » d'atraction et de répulsion pour ses voisins allemands et russes. Elle avait perdu jusqu'à sa raison géographique mais a su sous le joug du communisme imposer ses valeurs. Elle aspire à retrouver notre vieille « maison commune » mais, à l'exception de l'actuelle RDA, ne sera pas, certainement pas, au rendez-vous de 92 car il faudra du temps pour réparer les outrages de l'histoire qui s'achève.

Longtemps les réformateurs ont cru qu'en remodelant l'économie — ce qui était la tâche la plus urgente puisqu'il n'y avait plus rien — ils provoqueraient l'évolution en douceur du système politique. Vain espoir, encore qu'en Hongrie les réformes Kadar aient sans doute hâté le dépassement du régime. Mais pour rétablir l'économie, il fallait commencer par détruire l'obstacle : le régime politique. C'est d'ailleurs l'itiné-

raire qu'a suivi en raccourci Gorbatchev de 1985 à 1990. Pendant les deux premières années de son mandat, il ne parlait guère que des réformes économiques. Ce fut plus qu'un échec, un désastre. Maintenant, pour se tirer d'affaires, il brise son parti n'importe comment.

L'autre Europe est beaucoup plus avancée parce que, à la différence de ce qu'il se passait en URSS, les contre-pouvoirs, de nature différente selon les pays, intellectuels en Tchécoslovaquie avec Havel, Solidarité en Pologne, ont pris le pouvoir. M. P. Rupnik livre des réflexions stimulantes à propos du rôle des écrivains sous la tyrannie : « Fait paradoxal, c'est la politisation extrême de la culture par le régime qui constitue la contrainte essentielle pour l'artiste, l'écrivain et le chanteur et le fait rêver d'un art qui échapperait au contrôle politique. Pourtant ce sont ces mêmes contraintes qui donnent souvent aux arts et à la littérature de l'autre Europe un surcroît de mordant et qui procurent à l'écrivain un statut unique dans la société. »

A l'appui de ses dires, il cite cette apostrophe de l'auteur allemand Stefan Heym : « Ecrivain en Occident, vous pouvez écrire pratiquement ce que vous voulez, ce ne fait aucune différence, tout le monde s'en fou. Bien sûr votre travail est lu, il peut distraire des gens, mais il n'aure que fort peu d'impact politique. Dans cette partie du monde il en va tout autrement. L'écrivain a plus de poids ; c'est pourquoi la censure existe parce que sa parole compte et parce que les politiciens doivent prendre au sérieux ce qu'il écrit. Par conséquent, il est bien plus amusant de travailler dans cette partie du monde prétendument socialiste. »

Aider Gorbatchev

Et devons-nous redouter le retour de cette « autre Europe » ? Non, répond M. Rupnik, qui sans en avoir l'air énumère tout ce qu'on peut attendre de cet enrichissement. Lisez par exemple son livre en recensant au passage les contributions au débat des auteurs pour la plupart tchécoslovaques, hongrois ou polonais, vous vous rendrez compte qu'alors que tous les manipulateurs de la langue de bois battaient l'estrade en annonçant les stéréotypes du marxisme-léninisme, des écrivains de cette « autre Europe » composaient pour le tirage des œuvres qui renouveauient la science politique.

Dans la dernière partie de son livre, M. Rupnik aborde un des problèmes les plus sérieux qui soient actuellement posés au monde occidental : faut-il aider Gorbatchev ? Il est de ceux qui là encore disent « oui » : « Un échec de Gorbatchev et un éclatement explosif de l'Union soviétique pourraient avoir des retombées



négligentes sur la transition démocratique en Europe du centre et les dominos risqueraient de retomber à l'envers. »

Un certain nombre d'auteurs qui ont participé à l'ouvrage collectif, Après Gorbatchev, prennent l'attitude inverse. Puisque le système soviétique est condamnable et condamné le devoir de l'Occident est de hâter sa fin, non de le prolonger par quelque acharnement thérapeutique, au risque de lui donner la force de rebondir. M. Hans Graf Huyn résume la pensée sur ce point d'un certain nombre de collaborateurs de cet ouvrage : la direction soviétique pratique la « désinformation stratégique » ; elle veut ainsi « amener des gens à vouloir faire quelque chose qui correspond à ce que l'on veut soi-même, conformément au principe de Lénine selon lequel il ne faut pas seulement vaincre l'Occident mais de plus le faire travailler au profit de l'URSS. »

Fournir des armes à un adversaire potentiel serait en effet inexcusable. Mais l'URSS a-t-elle encore les moyens de renverser la tendance ? M. Gorbatchev est actuellement le fin dirigeant soviétique capable de vendre à l'Ouest la décadence de son empire. Avec les revenus du capital de sympathie qu'il a accumulés en cinq ans, pourra-t-il reconstituer un Etat suffisamment stable pour que soient réduits les risques de chaos à l'est de l'Europe sans pour autant retrouver la force d'apparaître à nouveau menaçant ? L'URSS n'a pas d'économie. Elle a perdu ses marchés européens. Ses cadres sont débousoillés. Son propre empire s'écroule comme l'avait prévu un autre auteur du recueil Après Gorbatchev, M. Cantré d'Ennassise. Excusez du peu !

Pour suivre les prochains développements de cette histoire, nous ne pouvons que recommander un précieux guide, le Dictionnaire des nationalités et minorités en URSS, établi par M. Roger Caratini, qui avait déjà publié un dictionnaire mondial des minorités. Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les « 300 nationalités » ici recensées et qui font bouillir la marmite.

BERNARD FÉRON

► Jacques Rupnik, *L'autre Europe. Crise et fin du communisme*. Ed. Odile Jacob, Paris 1990, 386 pages, 140 F.

► Après Gorbatchev, dossier de la revue *Politique internationale*, présenté par Jean-Marie Benoît et Patrick Wajsmann. Ed. La Table ronde, Paris 1990, 370 pages, 120 F.

► Roger Caratini *Dictionnaire des nationalités et minorités en URSS*. Ed. Larousse, 272 pages.

POINT DE VUE : l'aménagement de l'Ile-de-France

Lettre, « brouillon » et schéma

par Olivier Philip

La lettre du premier ministre (le Monde du 25 juillet) au préfet de région et son annexe ont été publiées. Or certaines réactions laissent supposer qu'elles ont été exprimées avant la prise de connaissance de ces documents.

1. — La lettre du premier ministre souligne que le projet de SDAU (1) doit être élaboré en co-gestion par la région et le préfet de région. Tel est bien le cas, puisque c'est d'un commun accord que viennent d'être installés les organismes paritaires chargés de l'élaboration du SDAU. Mais il est exact que le président du conseil régional aurait voulu que soit posé le principe d'une co-décision, ce qui n'a pas été accepté, la loi actuellement en vigueur ne le permettant pas.

2. — Le SDAU est un document d'urbanisme et rien d'autre. Tous les problèmes ne relèvent pas de lui, notamment ceux de pérennité fiscale et ceux concernant l'organisation institutionnelle. Le SDAU, document d'urbanisme, s'appliquera à l'Ile-de-France quelle que soit la solution — ou la non-solution — apportée à ces problèmes. Ce qui n'empêchera pas la concertation sur eux en dehors du SDAU si des décisions devaient être envisagées.

3. — Les critiques portant sur les ZAD (2) ne sont pas justifiées sous l'angle du SDAU, car elles ne préjugent pas des décisions d'urbanisme. C'est uniquement un moyen de lutte contre la spéculation.

« Zader » a été bloqué les prix tels que le marché les fait ressortir en un avant la décision. Il est urgent d'agir : on le constate partout. Les prix s'envolent et on a relevé des transactions à 700 francs la mètre carré là où le même terrain se vendait 40 francs il y a dix-huit mois.

Il y aura donc, ultérieurement, des « dézadages » comme l'on dit, c'est-à-dire des retours au marché libre. Zader n'est pas une décision d'achat des terrains. C'est la possibilité pour l'Etat d'acheter si la propriété veut vendre ; mais on ne peut pas l'y obliger. Les terrains zadés pourront être rétrocédés aux communes dans la mesure où celles-ci le souhaiteraient pour la réalisation de leurs projets d'aménagement.

La loi prévoit, par ailleurs, qu'une ZAD peut être communale. Il appartient aux communes de faire connaître la partie du terrain, concerné qu'elles souhaiteraient voir

zader sous leur responsabilité. Aucune ZAD ne peut être créée sans la consultation préalable des conseils municipaux des communes concernées et, dans l'hypothèse où l'Etat souhaiterait passer outre à un avis défavorable, il sera contraint de passer par le Conseil d'Etat, auquel il devra justifier que la notion d'intérêt général impose la décision.

D'ailleurs nous recueillons des avis favorables. Dans l'un de nos départements nous avons dix avis favorables et seulement cinq avis défavorables.

4. — La lettre du premier ministre élargit la concertation prévue à l'origine avec la seule région. Elle est formelle. Devront être associés aux travaux, sous la responsabilité des préfets des départements, les présidents de conseils généraux et tous les syndicats intercommunaux qui sont créés, qui se créent, pour permettre à un ensemble de communes d'exposer leurs problèmes et d'avancer des propositions. Ainsi seront négociées les hypothèses de travail pour l'élaboration des futurs schémas directeurs locaux.

Tout est négociable

5. — Rien dans la lettre du premier ministre ne préjuge des décisions qui seront prises, mais elle rappelle les problèmes à aborder. Sur l'exposé de ces problèmes, avant l'étude des solutions, le Livre blanc avait fait apparaître un large consensus.

6. — Rien dans la lettre du premier ministre — il suffit de la lire — ne fixe à l'avance les solutions à apporter au problème de la construction des logements. Tout est négociable, le volume total des logements, la répartition entre les emplois à créer et le logement libre. Mais il est exact que la lettre du premier ministre

nous oblige à examiner ces questions.

7. — Je viens d'adresser une lettre de mission complémentaire aux chargés de mission des zones dites « stratégiques ». Je donne des chiffres comme base de travail. Ce ne sont pas des décisions. Il est demandé des propositions en dessous de ces chiffres, au-dessus de ces chiffres. Les chiffres définitifs n'interviendront qu'après la concertation et l'irai dans chaque zone stratégique en octobre.

8. — Le principe de la concertation dans le temps ressort de la lettre du premier ministre. L'avant-projet doit être remis en juillet 1991, mais un « brouillon » doit être établi pour janvier 1991. Ce « brouillon » sera soumis à la même concertation que celle organisée pour l'élaboration du Livre blanc. Ce n'est qu'à l'issue de cette concertation que l'avant-projet de SDAU sera définitivement rédigé.

S'agissant du problème de la défense :

— La décision prise par le gouvernement ne concerne que la surface territoriale de l'établissement public, telle qu'elle a été constituée il y a trente ans ; il s'agit de poursuivre la politique prévue il y a trente ans à l'intérieur des limites de la défense ;

— Les problèmes concernant la plaine de Montesson ou la boucle de Gennevilliers n'ont pas été traités et seront, naturellement, dans le cadre du SDAU ;

— La ministre compétente a personnellement mené la concertation avec les responsables politiques locaux, mais il est exact que le président du conseil régional n'a pas été informé ou consulté, ce qui est une erreur.

(1) Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.

(2) Zones d'aménagement différé.

► M. Olivier Philip est préfet de la région Ile-de-France.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEURE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beure-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Imprimeur
de « Le Monde »
12, rue M. Guesdon
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 347
ISSN 0395-2687

Renseignements sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 42-22-20-20.

Le Monde
PUBLICITE

André Fontaine, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Ourtemans,
directeur du développement

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F
Téléc. 45-55-04-70. Société filiale
du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé de 36 Terminals MONDE
ou 36-15 - TAPAS LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beure-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Vale normale-CEE
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
SERVICE A DOMICILE :
Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

SOCIÉTÉ

Ouverture d'une enquête à Verdun

L'enfant cascadeur d'un père ferrailleur

Le père de l'enfant de huit ans qui avait traversé un mur de flammes sur le toit d'une voiture pour les besoins d'une cascade, M. Luc Appourcheux, a été entendu par les gendarmes de Verdun jeudi 16 août. Son comportement a été condamné par le secrétaire d'Etat à la famille, M. Hélène Dorhac.

VERDUN

de notre envoyé spécial

Au dernier recensement, Watronville ne compte plus cent habitants. Ce village où l'on cultive la mirabelle, perdu dans la campagne à l'est de Verdun, reste cependant animé. Dimanche 12 août, quelque six cents personnes ont assisté à la fête champêtre annuelle, attirées en grande partie par le spectacle d'un cascadeur automobile bien connu en Lorraine, Michel Albert. En fin d'après-midi, ce jour-là, Watronville a donc applaudi ce qu'on lui a présenté comme « un exploit encore jamais réalisé en Europe » : un enfant de huit ans, Mikael, venait de traverser un mur de planches enflammées allongé sur le toit d'une voiture lancée à 80 kilomètres-heure par son père, Luc Appourcheux, que des affiches présentent comme « le cascadeur de l'Apocalypse ».

Lundi 13 août, les Lorrains ont trouvé dans l'Est-Républicain un récit de l'aventure illustré par une photo où l'on voyait le gamin, flottant dans une combinaison trop ample, saluer les spectateurs. L'article surprend le procureur de la République de Verdun, M. René Jallier, qui connaît le personnage, un ferrailleur installé à la périphérie de Verdun, où il est connu pour circuler dans une voiture orange fluo et pour certains démons avec la police. Le procureur demande donc à la gendarmerie de faire une enquête.

Par l'intermédiaire des agences de presse, la France apprend l'aventure de Mikael en même temps que les Lorrains.

Et, en cette Année de l'enfance, on commence à s'en émouvoir. Comment un enfant si jeune a-t-il pu être exposé à de tels risques ? Les interviews que donne le père inquiètent plus qu'elles ne rassurent : il a préparé pendant un mois la cascade mais il a eu « la frousse » en traversant le mur de flammes ; Mikael n'avait pas de combinaison ignifugée, et aucune assurance spéciale n'avait été prise.

Des cascadeurs professionnels vont condamner l'entreprise, et le secrétaire d'Etat à la famille, M. Hélène Dorhac, va se déclarer « outré par une telle irresponsabilité et une telle inconscience » de la part du père. Ses services rappellent que le code du travail interdit à toute personne de faire exécuter par des enfants de moins de seize ans des travaux de force périlleux ou de leur confier des emplois dangereux pour leur vie, leur santé ou leur moralité.

Fournisseur d'épaves

Au lendemain du 15 août, Verdun est surpris de l'ampleur que prend cette histoire : on a parlé de peine de prison de six mois à deux ans pour le père. Et cette petite ville de vingt-cinq mille habitants se demande s'il n'y a pas quelque disproportion entre les faits et ces réactions. « C'est une affaire politique », clame d'ailleurs Luc Appourcheux. Une queue de cheval jaillit malgré un crâne rasé, le ferrailleur vit avec son fils et sa compagne dans un ancien hangar SNCF entouré de carcasses de voitures, où le téléphone ne répond plus. « C'est une famille de marginaux », dit-on des Appourcheux.

Les premiers éléments de l'enquête sont révélateurs de la grisaille d'un ordinaire qu'on voudrait extraordinaire. Les affaires de Luc Appourcheux ne vont pas très bien. Comme il fournit des épaves à un cascadeur de la région, il s'intègre peu à peu dans l'équipe. Il fait ses débuts officiels dans le spectacle de Michel Albert en juin. Pour se

faire un nom, il imagine une cascade « jamais vue » avec son fils. L'enfant n'a pas froid aux yeux et il rêve de faire comme son père, il n'est pas besoin de le forcer.

Reste à présenter le spectacle. Luc Appourcheux demande à la préfecture la procédure à suivre pour obtenir les autorisations. Elle est assez complexe, il ne donne pas suite. La fête de Watronville lui offre d'ailleurs l'occasion de présenter la cascade sans en avoir besoin. Un simple arrêté communal est nécessaire pour l'organisation des carambolages en tout genre qui ont lieu sur un petit chemin. Les gendarmes, présents dimanche à Watronville, obtiennent cependant que le spectacle soit retardé jusqu'à l'arrivée d'une ambulance et d'un camion de pompiers. Mais là ne s'incrustent pas de savoir si Luc Appourcheux et les autorisations nécessaires pour lancer son fils au travers d'un mur de feu. Le promoteur du spectacle, Michel Albert, et le maire du village, Dominique Roy, ne s'en inquiètent pas plus. Ils s'en inquiètent pas plus. Ils s'en inquiètent pas plus.

Tout devrait donc se terminer par une nouvelle amende devant le tribunal correctionnel pour Luc Appourcheux. Le jeune Mikael, dont le sort a tant ému, semble avoir apprécié le début de gloire qu'il a rencontré. Mais elle risque d'être sans lendemain immédiat. Les gendarmes qui ont entendu le père et le fils jeudi 16 août leur ont fait comprendre qu'il n'était pas question de passer au travers d'un nouveau mur de flammes sur une moto, comme ils en avaient l'intention dans les prochaines semaines.

ALAIN GIRAUDO

Les tribulations des Albanais

Des représentants des réfugiés reçus à l'ambassade des États-Unis

Trois représentants des réfugiés albanais qui campent à proximité de l'ambassade des États-Unis à Paris (le Monde du 17 août), ont été reçus jeudi 16 août, à la section consulaire de la représentation américaine où ils se sont vu rappeler que seuls ceux qui avaient des parents aux États-Unis avaient des chances d'obtenir un visa d'immigration dans ce pays. Les diplomates américains ont suggéré à leurs interlocuteurs que leurs compatriotes ne répondant pas aux critères posés par la législation américaine demandent à rester en France.

La cinquantaine de réfugiés qui avaient passé la nuit place de la Madeleine ont alors accepté de retourner dans le centre d'éducation surveillée où ils sont hébergés à Emancé (Yvelines).

Treize autres réfugiés, également logés à Emancé, avaient de leur côté quitté le centre le samedi 15 août, avec l'intention de se rendre en RFA. Refoulés à la frontière, ils ont repris le train de Strasbourg à Paris, sans titre de transport, ce qui leur a valu d'être invités à descendre en gare de Nancy par les contrôleurs. Là, le groupe s'est opposé au redémarrage du train et certains réfugiés se sont couchés sur les voies. La police a dû intervenir et procéder à une réquisition de la SNCF afin que les Albanais puissent regagner la capitale.

Des commerçants saccagent une étude d'huissier à Arles. — Treize commerçants et artisans des Bouches-du-Rhône ont été interpellés et placés en garde à vue jeudi 16 août à Arles en sortant d'une étude d'huissier qu'ils venaient de saccager pour protester contre le montant trop élevé des cotisations de l'assurance-vieillesse. Ces sympathisants du Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA) avaient pénétré dans l'étude de M. Robert Cornon, chargé du recouvrement des cotisations en souffrance, et endommagé les locaux et les ordinateurs.

Bataille du rail en Provence

Suite de la première page

Mais la SNCF pense qu'au total le dossier écologique du TGV est bon, surtout si on le compare à celui d'un train classique ou d'une autoroute. « Pour l'encombrement, les pollutions, les agressions et la consommation d'énergie », dit M. Jacques Fournier, patron de la société nationale, le TGV l'emporte globalement sur tous les autres modes de transport. Le dernier point au moins n'est pas contestable. Le transport à grande vitesse d'un passager brûle l'équivalent d'un litre et demi de pétrole aux 100 kilomètres. Qui dit mieux ?

Un tranche-paysage

L'emprise des voies nouvelles (6 à 7 hectares au kilomètre) consomme davantage d'espace que le chemin de fer traditionnel, mais 25 % de moins qu'une autoroute qui offre un débit autrement plus modeste. En revanche, le volume des matériaux à renverser est énorme : terre végétale à décaper, plate-forme en tout-venant, ballast spécial apporté de loin. Tout cela représente de 150 000 à 200 000 mètres cubes par kilomètre de tracé. Ce sont donc des centaines de camions qu'il faut parfois ouvrir et ensuite traiter convenablement.

Protégées par des clôtures, les voies à grande vitesse constituent des coupures radicales dans un territoire. Si l'on n'y prend garde, les hommes, les animaux et même les eaux ne passent plus. Pour les premiers, la SNCF installe en moyenne un franchissement par kilomètre. Dans la Brie, par exemple, les agriculteurs pourront passer partout avec des engins de 7 mètres de large. Le bétail, dans les zones d'élevage, et le grand gibier, dans les massifs forestiers, ont droit à des passages spéciaux. Il n'est pas jusqu'aux batraciens dont on sauvegarde les chemins en leur offrant des tuyaux convenablement humidifiés qu'on appelle des « crapauducs ». Le livre écoulement des eaux est particulièrement bien étudié par les ingénieurs. La voie du TGV Atlantique par exemple a été rendue « apné-

ble » par cinq cents buses et une cinquantaine de ponts et viaducs.

Ces précautions n'empêchent pas les exploitations agricoles d'être souvent coupées en deux : d'où un remembrement que la SNCF finance et dont elle assure qu'il est un « plus » pour l'agriculture. Ces opérations ont touché 50 000 hectares autour du Paris-Lyon et autant autour du TGV Atlantique. Elles sont considérées comme un désastre paysager et parfois écologique par les services de l'environnement. Les sites archéologiques — cette mémoire de la France — disparaissent sous le soc des bulldozers, se plaignent certains. La SNCF assure qu'elle travaille la main dans la main avec les archéologues qui fouillent et sauvent tout ce que les chantiers découvrent. On peut voir actuellement en Seine-et-Marne des équipes de préhistoriens exhumant des mines souterraines de silex datant de 3000 ans avant Jésus-Christ. C'est la SNCF qui a décapé elle-même leur champ de fouilles, vaste de 3 hectares.

Le TGV est assurément un tranche-paysage. Comme il ne peut pas vivre sans sans pitié (à 300 km/h, le rayon du virage doit être de 5000 mètres), il ne suit plus comme autrefois les courbes de niveau. Et comme il est capable de grimper à raison de 35 mètres par kilomètre au lieu de 15 mètres jadis, le voilà sautant croupes et vallons.

Moins bruyant qu'un Corail

A ce « spectacle », il faut ajouter vingt pylônes de soutien de caténaires au kilomètre et de nouvelles gares en rase campagne. Mais en s'écartant des localités, le TGV ouvre aussi de nouvelles perspectives sur la France rurale. Par le modèle de ses remblais et déblais comme par ses ouvrages d'art, il crée lui-même des paysages qui peuvent être de grande qualité.

Le chapitre le plus délicat est celui des nuisances sonores, qui inquiètent tant les adversaires du TGV dans le midi de la France. Selon une

MÉDECINE
L'hydergine inefficace contre la maladie d'Alzheimer

L'hydergine, le seul médicament autorisé aux États-Unis dans le traitement de la maladie d'Alzheimer, une forme de démence sénile, serait totalement inefficace. Selon une étude présentée dans le *New England Journal of Medicine*, trente-neuf patients atteints de cette affection dégénérative ont reçu un traitement à base d'hydergine par voie orale pendant vingt-quatre semaines, tandis que quarante et un patients recevaient un placebo. Les résultats ont montré une détérioration des facultés intellectuelles pour les deux groupes. « Le groupe traité à l'hydergine n'a pas eu de meilleurs résultats que le groupe placebo, sur aucun des tests et ses performances étaient même pires », a indiqué le docteur Troy Thompson du Jefferson Medical College (Philadelphie). On estime entre 2,5 millions et 4 millions le nombre de personnes atteintes aux États-Unis de la maladie d'Alzheimer. — (JPL)

RELIGIONS

Des prêtres ordonnés au Vietnam

Selon la revue *Eglises d'Asie*, publication des Missions étrangères de Paris, cinq nouveaux prêtres ont été ordonnés récemment au Vietnam, ce qui portait à plus de vingt le nombre de prêtres consacrés, depuis le début de l'année 1990, dans un pays où l'accès au sacerdoce reste soumis à une autorisation officielle.

Ces prêtres ont été ordonnés par Mgr Nguyen Minh Nhat, président de la conférence épiscopale du Vietnam, évêque de Xuân Lộc, dans le sud du pays. La diocèse de Xuân Lộc compte sept cent mille fidèles, soit un huitième de la population catholique du Vietnam, et cent quatre-vingt-dix prêtres. Quarante-cinq séminaristes attendent encore l'accord des autorités afin d'être ordonnés.

étude de l'Institut national de recherche et d'étude sur les transports et la sécurité (INRETS), le bruit perçu à 25 mètres au passage d'une rame du TGV Paris-Lyon (97 décibels) est notablement supérieur à celui émis par un express roulant à 140 km/h (92 décibels). La SNCF affirme qu'avec 90 décibels, le TGV Atlantique est aujourd'hui



moins bruyant qu'un train Corail et que, compte tenu de la vitesse de passage, le temps d'exposition est plus bref.

Il n'empêche que le bruit est considéré comme gênant à partir de 70 décibels et qu'il devient nocif au-dessus de 80 décibels. On a pu établir que plus une population est soumise à des agressions acoustiques, plus elle consomme de médicaments. Or, la législation française n'impose aux transporteurs aucune norme de bruit. Les pouvoirs publics se contentent de leur recommander de ne pas expédier sur les façades des maisons riveraines plus de 65 à 75 décibels.

Pour s'y conformer, les constructeurs des voies TGV ont une panoplie de moyens : éviter les zones habitées, acheter carrément les pavillons trop exposés, ériger des « alus » et des murs antibruit. L'atelier central qui, au ministère de l'environnement, examine les études d'impact présentées par la SNCF, avoue que généralement la partie consacrée aux nuisances acoustiques et à leurs corrections est la moins

REPÈRES

La polémique se calme autour de Yamoussoukro

Les Ivoiriens doivent accueillir le pape « comme il se doit », a déclaré le cardinal Bernard Yago, archevêque d'Abidjan, cité jeudi 16 août par le quotidien *Fraternité-matin*. « Les possibilités de politiser cette visite pontificale à des fins partisanes sont réelles, admet-il, mais il ne doit s'agir que du droit de la république ». La venue de Jean-Paul II le 9 septembre à Yamoussoukro, pour y consacrer la gigantesque basilique officiellement érigée sur les propres deniers du président Houphouët-Boigny (pour un coût annoncé de 40 milliards de francs CFA, 800 millions de francs français) suscite des contestations

françaises d'Abidjan, par exemple, observées en juillet au jour de la proclamation d'une semaine. La déclaration du cardinal Yago s'adresse surtout au Front populaire ivoirien, formation d'opposition, pour qui la visite papale reviendrait à « soutenir un régime rejeté par les Ivoiriens ».

Un prévenu échappé aux gendarmes à Grenoble. — Un prévenu, incarcéré à la maison d'arrêt de Vercors (Isère), s'est échappé jeudi 16 août à son arrivée au palais de justice de Grenoble, où il devait être entendu par le juge d'instruction. Jean-Michel Laurent, vingt-deux ans, auteur présumé de cinq attaques à main armée dans des banques grenobloises, surnommé « le voleur à bicyclette », a faussé compagnie aux gendarmes en arrachant la laisse qui l'attachait à l'un d'eux.

Des rescapés du cancer à l'assaut du Kilimandjaro

LYON

de notre bureau régional

Faire partir des anciens cancéreux à l'assaut du plus haut sommet d'Afrique, le Kilimandjaro, 5 983 mètres, en Tanzanie : tel est le pari que s'est fixé l'association *Revivre*, créée à Lyon il y a quelques mois. Les deux fondateurs, eux-mêmes « rescapés » du cancer, s'étaient déjà attaqués au mont Blanc en 1989.

L'un d'eux, Loti Pellissier, le président de cette association, est privé d'un demi-poumon. C'est à son initiative que seize hommes et femmes, tous originaires de la région Rhône-Alpes et toutes guéries d'une forme différente de cancer, prendront la route de l'Afrique, en janvier 1991, pour tenter d'escalader le Kilimandjaro, et du haut du sommet, lancer un message d'espoir aux malades en cours de traitement.

D'ici là, des sorties de ski de fond, de trek, d'escalade vont permettre aux membres de l'expédition de se roder — certains n'ont jamais fait de montagne — et de souder leur équipe. Une

préparation artificielle à l'altitude, menée sous suivi médical la semaine précédant le départ, complètera la mise en forme.

La Centre piste d'escalade et d'alpinisme (CPEA) de Vaulx-en-Velin, dans la banlieue lyonnaise, fournira l'encadrement et l'équipe médicale. Une étude scientifique sera conduite à cette occasion pour observer les effets du cancer sur le comportement en altitude.

L'association recherche encore quelques volontaires — ils sont pour le moment une quinzaine — et a déjà reçu le soutien financier, encore insuffisant (le coût de l'opération est estimé à 25 000 F par participant) des conseils généraux de la Loire, du Rhône et de la Savoie, du conseil régional Rhône-Alpes, du Club alpin de Savoie et d'entreprises de fabrication de matériel de montagne.

M.-N. T.

(1) Association *Revivre*, 7, quai Claude-Bernard, 69 007 Lyon. Tél. 72-73-24-77. CCF : 431 73 à Lyon.

Cette façon de penser est aujourd'hui partagée par la plupart des jeunes ingénieurs responsables des futures lignes du TGV. Pour s'en convaincre, il suffit de suivre sur les chantiers Bernard Schier, le patron de la ligne qui, sur 115 kilomètres, va contourner Lyon vers Valence. Au prix de quatre tunnels, dix viaducs, 42 kilomètres de talus antibruit, de multiples aménagements paysagers et des mesures de sauvegarde des zones humides, le tracé ne soulève plus aucune difficulté dans les quarante-quatre communes qu'il traverse.

La SNCF a bien changé. A l'instar de ce qui s'est fait avec EDF, le ministère de l'environnement prépare avec elle la signature d'une convention. La société nationale s'engageait à intégrer les préoccupations écologiques des études préliminaires de ses voies TGV.

L'enjeu n'est pas mince : le schéma national des lignes à grande vitesse qui devrait être adopté avant la fin de l'année prévoit 3 800 kilomètres de lignes nouvelles. Un printemps ferroviaire comme la France n'en avait pas connu depuis un siècle. Mais un printemps assombri par la rébellion des Méridionaux.eux qui préfèrent savourer leur tranquillité, plutôt que de gagner quelques minutes. Arrivera-t-on à les persuader qu'un TGV intelligent pourrait concilier les deux souhaits ?

MARC AMBROISE-RENARD

Si l'un des responsables de TGV-Provence. — M. Jean-Marie Dupuy, trente-sept ans, adjoint au directeur du projet TGV-Provence, s'est donné la mort mercredi 15 août à Aix-en-Provence. Ancien polytechnicien, entré à la SNCF voici huit ans, marié et père de quatre enfants, M. Dupuy avait été désigné il y a quelques mois pour faire partie de la petite équipe d'une dizaine de personnes qui élabore le projet de liaison ferroviaire à grande vitesse entre Valence et Fréjus. Il était plus spécialement chargé des études de tracé. Il n'a laissé, semble-t-il, aucune indication permettant d'expliquer son geste. Ses obsèques seront célébrées, samedi 18 août à Aix-en-Provence, quelques heures avant les manifestations marquant l'opposition des Méridionaux au projet de TGV-Méditerranée.

سكزا من لامل

Le Monde SANS VISA

Venu d'Egypte
convoyé
par les
Phéniciens,
le dieu Bes,
mage
et poète,
guérisseur
et initié,
veille toujours
sur l'île
à qui il a donné
son nom.



L'Ibiza des origines

IBIZA, que l'on appelle Eivissa en catalan, connaît mieux, depuis peu, ses origines. Longtemps, on a pu lire que l'histoire d'Ibiza commençait sur l'île en 654 avant J.-C., quand « les Carthaginois fondèrent la ville... ». Sourire malicieux de Jorge Fernandez, le conservateur du musée archéologique, à l'évocation de cette date « que s'entêtent à reproduire de nombreuses publications et non des moindres ». Manifestement, il fait référence aux grands éditeurs du voyage... En fait, des recherches récentes ont permis de retrouver des mégalithes datant de la préhistoire et surtout de préciser pour la première fois les origines de l'île.

Eivissa signifie : île de Bes. Dès le siècle dernier, en 1859, un numismate, A. Judas, et plus tard, en 1911, l'égyptologue Pétré découvraient le sens punique de l'épigraphie que portaient les monnaies en cours sur l'île : « Ybsm... »

« Y » signifie l'île, et « bsm » de Bes. Les études numismatiques entreprises au cours de ces dernières années ont corroboré cette découverte. Pratiquement toutes les monnaies carthaginoises ou puniques portent l'effigie d'un dieu que l'on retrouve en Egypte.

Africain ou égyptien ? Les archéologues sont divisés. L'égyptologue Gaston Maspéro soutiendra que Bes fut introduit sur la terre d'Assouan après les conquêtes des pharaons en Afrique noire. Petit, l'air jouisseur, le nez aplati et le sourire moqueur, Bes tient, triomphant, un serpent dans la main. Extraordinaire coïncidence avec l'histoire naturelle de l'île : serpents et scorpions ne survivent pas à Ibiza. Certains esprits sceptiques en ont ri et ont tenté d'en introduire. Quelle ne fut pas leur surprise d'« incrédules des mystères mythiques » de constater que les reptiles mouraient très vite après un temps d'errance sur la terre

rouge de l'île ! Ne raconte-t-on pas encore ici que les Phéniciens, disciples et convoyeurs du dieu Bes, en regagnant leurs pénates, emportaient toujours avec eux de la terre d'Ibiza afin de la disposer autour de leur maison et d'écartier ainsi les animaux venimeux ?

La confusion a longtemps régné parmi les chercheurs. Bes, venu d'Egypte, a été pris pour le dieu phénicien Eschmoun, divinité des plantes et de l'intelligence, lui-même faussement identifié par des auteurs grecs et latins à Esculape, dieu de la médecine ; le symbole du serpent avait égaré les lecteurs de mythes. Tâtonnement de la connaissance historique... jusqu'au jour où des archéologues découvrirent à Carthage une inscription évoquant « le peuple d'Ybsm » et donc du dieu mystérieux. La leur devenait lumière. On comprenait que les Phéniciens avaient révélé certains secrets égyptiens en honorant Bes et en introduisant son

culte et ses pouvoirs sur les côtes méditerranéennes.

Plus ancien que Moïse, Bes est un dieu du Nouvel Empire égyptien, présent sur les fresques de l'époque d'Hatchepsout, cette grande dame qui régna sur l'Egypte quinze siècles avant J.-C. et n'acceptait d'être sculptée, portant une barbe, que dotée du vêtement et des attributs du Pharaon... Bes est à ses pieds. Mage et poète, guérisseur et initié. Il possède le secret des danses magiques. On le retrouve à Cadix, à Grenade et même en Corse, où un village porte le nom d'Evisa ! Mais à Ibiza on lui garde une affection particulière. N'a-t-il pas banni les reptiles de l'île ? Surtout, il donne aux Eivissains une appartenance historique qui les autorise à se sentir encore plus attachés qu'ils ne le sont déjà de la péninsule ibérique.

« De l'Espagne, nous n'avons que peu de racines », vous dit-on quand s'ouvrent les portes des maisons d'Ibiza. Nous sommes des insulaires proches du Levant, très éloignés du madrilène... »

Ibiza devint, vers 1965, l'abri des « fuyeurs de la modernité » et des « immigrants de l'utopie », dont Danielle Rosierberg, chercheuse au CNRS, sociologue, a étudié l'influence sur l'évolution de l'île (1). Mais il y a bien longtemps les hommes qui choisissaient cet endroit de sépulture venaient-ils là attirés par la marque érotique de l'ancienne Egypte ou convaincus de saisir une parcelle d'au-delà en observant les rites des civilisations phénicienne et punique ?

La nécropole de Puig-des-Molins abrite en tout cas plusieurs milliers de leurs hypogées, faisant de la vieille ville d'Eivissa l'une des plus importantes de la Méditerranée. Mais toutes les pierres n'ont pas encore livré leur histoire, les fouilles n'ayant commencé qu'au début du siècle. D'autant que les destructions y avaient été nombreuses et répétées, chaque conquérant s'efforçant d'atténuer ce qui restait des croyances antérieures ou ce qui pouvait les rétablir.

Près de la nécropole se trouve le sanctuaire de l'illa Plans, où des trouvailles récentes confirment que, cinq siècles avant notre ère, Ibiza connut l'une des pages les plus mystérieuses et, selon certains, les plus noires de son histoire, si l'on donne foi à la thèse bien établie des rites carthaginois. Des terres cultes exhumées récemment représentent des figures dont le caractère sexuel « très marqué » indique qu'à cet endroit se trouvait « l'un des plus anciens éla-

blissements de plaisir ». C'était il y a vingt-cinq siècles et l'activité qui y régnait relevait d'une forme de prostitution sacrée et sacrificielle vouée au culte de la déesse Tanit.

Découverte dans la grotte d'Es Quieran en 1907, elle aurait régné, occulte, pendant de nombreux siècles à Ibiza. Représentée par un buste de femme dont les ailes recouvrent la poitrine encadrée de motifs symboliques - fleur de lotus, croissant lunaire, disque solaire, - hautement représentée dans le panthéon carthaginois, Tanit a fasciné ses adorateurs : la voir était interdit, l'entrevoir, si l'on était grand-prêtre, signifiait la mort. La terreur, plus que les murs, défendait son sanctuaire.

seur de catalan. Maigre explication pour un si grand historien, qui, sans doute, ne voulait pas effrayer ses têtes brunes.

L'imagination de Gustave Flaubert, nourrie aux meilleures sources de son époque, évoque avec force dans *Salammbô* le sanctuaire de Tanit : « Une lumière éblouissante faisait baisser les yeux pour l'apercevoir, tout à l'entour gardée par une infinité de bêtes efflanquées, haleantes, hérissant leurs griffes, et confondus les uns par-dessus les autres dans un désordre mystérieux qui épouvantait. Des serpents avaient des pieds, des lauriers avaient des ailes, et des poisons à tête d'homme dévoraient des fruits. » Voilà la Tanit indéchiffrable, recouvrant l'œuf du monde.



Histoires d'essences

Les vallées de pins, arbres vivants depuis plus de dix siècles à Eivissa, sont symbole d'immortalité en Orient. De vieux sages ne se nourrissent-ils pas de ses graines et de ses aiguilles aromatisées de résine ? La légende va jusqu'à dire qu'ils avaient le corps léger et qu'ils pouvaient voler. Tanus à la main par Dionysos comme un sceptre, la pomme de pin exprime la permanence de la vie végétale, forgée tout au long d'une vie millénaire. Le pin sort vainqueur des assauts de la tempête et de la nature. L'arbre peut être vorace pour les arbres fruitiers, si le paysan n'a au soin de les protéger.

La sabine domine aussi la tradition insulaire. Son bois est impitoyable et supporte depuis longtemps le poids des maçons. Spécialité de l'île dès l'Antiquité, son fruit permet la fabrication du « brda », que les peintres génois et vénitiens employaient pour les laques de leurs tableaux. Cette résine a servi de monnaie d'échange pour l'acquisition d'œuvres d'art.

« Si je peux voir à ta porte du bois d'olivier doré, je t'appellerai à l'instant Temple de Dieu ».

écrivait Angelus Silesius, évoquant le sens sacré de l'arbre. C'est aux Phéniciens que les Eivissains doivent la connaissance de la greffe de l'olivier. Axe du monde pour l'homme universel, l'arbre sacré est comparé à la source de la vie. L'islam décrit la lumière divine comme « une niche où se trouve une lampe, la lampe dans un verre, le verre comme un astre de grand éclat ; elle tient sa lumière d'un arbre béni : l'olivier ».

Moins mystérieux, le caroubier déploie nonchalamment ses branches. L'Eivissain ne peut l'oublier. La caroube alimente naguère l'insulaire en période de disette. Il en faisait de la farine.

Très proche de tout Eivissain, le palmier fut tardivement planté sur l'île. Signe de prospérité, il constitue l'effort de l'homme face à la nature.

Le figuier représente la fécondité. Si vous offrez une figue à une femme, elle dissimulera un sourire, car, comme dans le midi de la France, la figue symbolise son sexe. Curieux arbre, que les paysans craignent particulièrement quand il est mort. Un messianisme ostentatoire en a fait un arbre hérétique quand il

représente le judaïsme ne reconnaissant pas le christianisme. Au lieu de le tailler comme partout ailleurs, les paysans soumettent ses branches à l'aide de tuteurs, qui augmentent considérablement son rendement. C'est un arbre si beau et controversé dans l'histoire que, pour les agriculteurs d'Afrique du Nord, voisins proches, le nom de son fruit est devenu symbole de testicules et ne s'emploie plus dans la conversation courante. Il est remplacé par le nom de la saison qui le voit s'épanouir : le *khraf*, abréviation vernaculaire du mot automne.

Introduit beaucoup plus tard sur la terre rouge de l'île, l'amandier trône, majestueux, au milieu des champs. On se souvient ici que l'amande pressée est assimilée à la « semence procréatrice de Zeus ». Selon une vieille tradition juive dont il ne reste que peu de traces visibles - les membres de la communauté ayant dû souvent changer de nom, - c'est par un amandier qu'on pénètre dans la ville mystérieuse de « Luz », laquelle est un séjour d'immortalité.

P. BI.

Tanit la carthaginoise

On a quelquefois mis en doute les pratiques religieuses carthaginoises et notamment les sacrifices d'enfants et de vieillards immolés au dieu Baal et à la déesse Tanit à titre expiatoire. Pourtant, les nombreux vases exhumés contenaient des ossements d'enfants calcinés, mêlés parfois à ceux d'animaux, ce qui exclut la possibilité d'urnes funéraires apaisantes. Le souvenir de ces sacrifices humains est évoqué dans la Bible et attesté par de nombreux témoignages, notamment dans un texte de Diodore de Sicile. Comme Carthage, Ibiza aurait connu ces rites, et toute l'île est restée hypnotisée par les yeux enfoncés de la déesse qui brillait comme les lampes d'un sépulcre. Pourtant, la cruauté de ces pratiques effraie, et l'évêque d'Eivissa, Isidore Macabich, maintenant que « les cendres retrouvées dans la grotte de Tanit étaient celles d'oiseaux », raconte l'une de ses élèves, Neus Balançat-Herreyas, profes-

Eivissa n'en deviendra pas moins une riche cité : 300 ans avant J.-C. se rencontraient sur ses côtes Grecs, Phéniciens, Carthaginois, Ibères et Romains. Première étape de la colonisation phénicienne, l'île constituait un port-relais entre la Sardaigne et l'Espagne. Les Romains à leur tour lui assurèrent un essor continu, tout en ne se privant pas de faire disparaître le passé rituel des Eivissains.

Mais, ils [feront] bénéficier, celle qu'ils nomment Ebusus d'un régime particulier, ce que confirment les monnaies de l'époque, représentant sur une face l'inscription « insulae augusta » (l'île qui se gouverne elle-même) et sur l'autre face le dieu Bes.

PAUL BICHARA

Lire la suite page 11

(1) *Tourisme et utopie aux Baléares*. L'Harmattan, 200 p., 130 F.

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1398

ÉLÉMENTAIRE

(Tournoi des Candidats, Manille, 1990)

Blancs : SHORT

Noirs : R. HUBNER

Partie espagnole. Système Worall.

1. e4 e5 2. Cf3 Cc6 3. Fc4 Cc7 4. O-O Fd7 5. d4 exd4 6. Fc3 Fc6 7. Fb3 Fd7 8. c3 d5 9. d4 exd4 10. Fc3 Fc6 11. Cb3 Cc6 12. a3 Cb6 13. Fd3 Fd7 14. b4 Cc6 15. c4 d5 16. Cc3 Fd7 17. Cf3 Fd7 18. Dc2 Dc6 19. Cg3 Dc6 20. Dd3 Dc6

NOTES

a) R. Hubner répond quasi généralement sur 1...d6 ou 1...c6 ou 1...g5. Le voir entrer avec les Noirs dans un Début ouvert est une surprise.

b) Le « système Worall », très populaire dans les années 40, a cédé la place au classique 6. Td1. Les Blancs souhaitent ici construire la formation g3-d4 soutenue par la T-R en d1.

c) Ou bien 7...d6 ; 8.a4, Fg4 ou Tb8.

d) Un moment important. Les Noirs ont le choix entre la ligne solide 8...d6 et la suite active mais plus risquée 8...d5. Par exemple, 8...d6 ; 9.d4 (ou 9.a4, b4) ; 10.d4, exd4 ; 11.bxc3, Fg4 ou encore 9.a4, b4 ; 10.d4, exd4 ; 11.Cxd4, Fd7 ; 12.Tf1-d1, Dd8 ; 13.Cd2, Dd7 ; 14.Fc2, Tf8 ; 15.Cc4, Cxd4 ; 16.Cxd4, d5 ; 17.exd5, Dxd5 ; 18.Cc3, Dd7 (Hübner-Pontisch, 1970) ; Fg4 ; 10.Td1, exd4 ; 11.Cxd4, d5 ; 12.d5, Cc4 ; 13.Cc3, Cxc3 ; 14.bxc3, Dd7 ; 15.h3, Fh5 ; 16.Fc2, Fg6 ; 17.Cd1, Cd8 ; 18.Cd3, Cc6 (Bronstein-Ulvestadt, 1946).

e) Après 9.dxd5, Fg4 (ou 9...Cxd5 ; 10.Cxd5, Cc4 ; 11.Dd4, Cxg5 ; 12.d4, Fb7 ; 13.Dxh4, Cd3 ; 14.Dd5, Cxg1 ; 15.Td1, g6 ; 16.Dg4, Fg5 ; 17.Td1 avec avantage aux Blancs) ; 10.bxc3, d4 ; 11.d4, exd3 ; 12.Cxg3, Fh5 (ou 12...Fh3 ; 13.Tf1, Tg8 ; 14.Fg5, Cd5 et rien n'est clair) ; 13.Fd4, Tg8 les Noirs ont de bonnes perspectives (Foltys-Keres, 1943). Quant à la réplique 9.d4, elle est favorable aux Noirs : 9...Fg4 ; 10.h3, Fd3 ; 11.gxf, exd4 ; 12.d5, d3 ; 13.Dxd3, Cd7.

f) Si 9...Fg5 ; 10.Td1, Dd7 ; 11.Fg5, Si 9...Fg4 ; 10.h3, Fd3 ; 11.Fg5, Si 9...dxd4 ; 10.dxd4, Fg4 ; 11.h3, Fh5 ; 12.Fg5, Cc8 ; 13.Fxh7, Fxh7 ; 14.Dxd3, Dxd7 ; 15.Td1, Cd6 ; 16.Cd2 avec toujours avantage aux Blancs. La suite

9...d4 semble également insuffisante : 10.Cxd4, Cxd4 ; 11.Cxd4, Dxd4 ; 12.Fc3, Dd6 ; 13.Cd2, Ta-d8 ; 14.Ta-c1! Restent les défenses solides 9...Tg8 ou 9...Fb7 ou encore 9...Dd6.

g) Sans aucun doute meilleur que 10. Td1 joué dans la partie Hübner-Geller (Palma, 1970) qui laisse la supériorité aux Noirs : 10...Tg8 ; 11.Cb-d2, Fh8 ; 12.Cf1, Cc5 ; 13.Fc2, g5.

h) Suivant la ligne théorique : 11...Fh8 ; 12.Cf1, Cc5 ; 13.Fc2, g5 avec égalité.

i) Mais les Blancs (une nouveauté ?) souhaitent maintenant leur F-R sur la diagonale a2-g8, visant au-delà de l'obstacle que constitue le pion d5, le point vulnérable f7 affaibli par le départ de la T-R en d8.

j) Les Noirs sous-estiment l'idée de leur adversaire et poursuivent indifféremment. 12...h6 semble nécessaire.

k) Sans crainte 14.Cxd5 à cause de 14...Fg6 avec une forte contre-attaque.

l) 14...Cxb4 ; 15.Cxb4, Cxb4 n'est pas plus mauvais mais les Blancs ont aussi la possibilité 15.a-b4.

m) Étonnante position où les Blancs démontrent qu'ils ont le gain en poche.

n) Menace apparemment le pion c5.

o) Le dispositif d'attaque sur les cases blanches d5-f7-h7 est au point ; l'offensive est foudroyante. La menace est élémentaire 18.Dh5.

p) Si 17...Cxc3 ; 18.Fxh7+, Rf8 (18...Rh8 ; 19.Dh5, h6 ; 20.Dg6) ; 19.Dh5.

q) 19.Fxd5 semble gagner facilement : si 19...Dxd5 (seule défense) 20.Cf6+ et 21.Dxd5. Mais, après 19...Dxd5 ; 20.Cf6+, g4 ; 21.Dxd5, Cx5 ; 22.Dd2, bxc3 les Noirs avec deux pions mineurs et un pion peuvent encore se défendre.

r) Si 19...Cf6 ; 20.Fxh7+, Rf8 ; 21.Dh3+ suivi du mat. Si 19...Tg7 ; 20.Dh5, Si 19...Cg4 ; 20.Dxd7+.

s) Menace toujours le pion f7.

t) Avec gain de temps.

u) Si 22...Dh6 ; 23.Df3! cependant, 22...Fd6 était préférable.

v) Si 23...exd4 ? 24.Dh7+, Rf8 ; 25.Dh8 mat.

w) Menace de doubler les T sur la colonne e, chemin de la victoire le plus court.

x) Si 29...dxc5 ? 30.Db8+ et 31.dxc5.

y) Une partie simple pour les Blancs, d'une incroyable facilité.

SOLUTION

DE L'ÉTUDE N° 1397

N. RIOUBININE (1985)

(Blancs : Rh1, Th1, Pa3, a6, Noirs : Ra4, Tg5, Fc8, et h3, Cg2, null.)

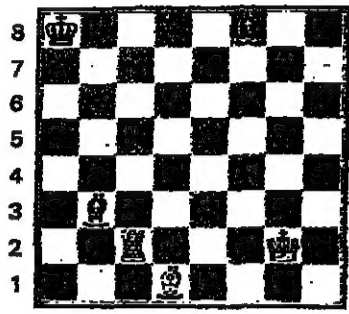
1. a7, Ta5 ; 2.Tb8, Fb7 ; 3.Txb7, Cc1 ; 4.Tb4+, Rxa3 ; 5.Tb8, Th5+ ; 6.Rg1, Fd4+ ; 7.Rf1, Fxa7 ; 8.Ta8, Ta8 (si 9.Rxa1 ? Ff2+). 9.Tc8, Tc5 (si 9...Cd3 (E) ; 10.Tc3) ; 10.Ta8, Tc7 ; 11.Tc8, Tc8. Pat.

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1398

R. MISSIAEN

(1974)



BLANCs (3) : Ra2, Tc2, Fd1.

NOIRS (3) : Ra4, Fb3 et R.

Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1296

INDISPENSABLE RECONSTITUTION

Cette donne (où la manche a été déclarée et chutée aux deux tables) provient d'une des demi-finales de la précédente Coupe Rosenblum. Elle montre l'importance de reconstituer la main du déclarant pour trouver la défense mortelle.

♠ A 10 3 2
♥ 7 5 4 3
♦ 10 7 3 2
♣ 9
N
S
E
O
A 10 3 2
♥ 7 5 4 3
♦ 10 7 3 2
♣ 9

RV7
RV1094
RV106
RV5

Ann. : N. don. Pers. vuln.

West North East Sud
Weichsel Nisar Lawrence Nishat
— 1 ♠ — 1 ♠
— 1 ♠ — 1 ♠
— 1 ♠ — 1 ♠

Ouest a entamé le 5 de Cœur pris par l'As de Cœur d'Est et le 4 de Cœur de Sud. Est a continué avec le 7 de Cœur couvert par le Valet de Cœur. Comment Weichsel en Ouest a-t-il fait chuter TROIS SANS ATOUT ?

RÉPONSE

Le retour du 7 de Cœur montrait qu'il restait en Sud R V 10 de Cœur ; d'autre part le déclarant n'aurait pas utilisé la « quatrième forcing » (2 Carreau) et annoncé ensuite 3 SA sans avoir une douzaine de points. Ouest ayant l'As de Carreau, il fallait donc attribuer à Sud au moins le Roi

de Trèfle et deux gros honneurs à Pique. Par conséquent le déclarant avait les moyens de faire trois levées à Pique et trois à Carreau, c'est-à-dire neuf levées, sauf si les défenses trouvaient la possibilité de réaliser avant lui cinq levées avec les deux Cœurs déjà faits, l'As de Carreau et deux Trèfles (As, Dame). Pour cette raison Ouest (Weichsel) a contre-attaqué un petit Trèfle (le 4) en espérant que le Roi de Trèfle serait second. Ensuite, quand il a pris la main avec l'As de Carreau, il a tiré l'As de Trèfle, puis la Dame de Trèfle devenue maîtresse après la chute du Roi...

CAPTURE SCIENTIFIQUE

Cette donne est tirée du championnat du monde... d'annonces organisé par l'Académie de Bridge en 1987.

C'est Tom Dodd et Habegger qui ont remporté le trophée avec ce chelem.

♠ 3
♥ RD4
♦ AR5
♣ RD552
N
E
S
O
V 764
V 9865
V 4
V A43

Ann. : N. don. E.O. vuln.

West North East Sud
— 1 ♠ — 1 ♠
— 1 ♠ — 1 ♠
— 1 ♠ — 1 ♠

Ouest ayant entamé le 5 de Pique, Est a pris avec le Roi et a continué avec l'As de Pique. Le déclarant a coupé avec le 4 de Cœur du mort, puis il a tiré le Roi de Cœur, sur lequel est tombé le Valet sec d'Ouest. Comment Habegger propose-t-il de gagner ce PETIT CHELEM A CŒUR contre toute défense ?

NOTE

L'ouverture de « 1 Trèfle » était forte et artificielle, et la réponse de « 1 Cœur » promettait cinq Cœurs et au moins 8 H. Les autres enchères étaient également conventionnelles, et le contrat final de « 6 Cœurs » a reçu... les félicitations du jury.

PHILIPPE BRUGNON

scrabble®

N° 352

FIN DE WEEK-END

Les toutes récentes recommandations du Conseil supérieur de la langue française ouvriront des horizons nouveaux aux scrabbleurs si elles sont concrétisées dans la prochaine édition de PODES. Ainsi, de nombreux futurs verbes en ELER ou ETER seront accessibles : « ficelera », « jumèlera », « molètera », « curbera » ; en effet, les infinis dont ils sont issus se conjugueront sur PELER ou sur ACHETER. Certaines graphies nouvelles privilégient la prononciation par rapport à l'étymologie : « ognon », « tréfond », « exéma », « gymcana », « ponch », « (r)assoier », « leuvreau », « douçâtre », « joailier », « vaniller », « plante grimpanie ». Dans d'autres cas, c'est l'étymologie qui prime : « charriot », « cahutte », « décoller » (les yeux), « persifler », « réculer », « sorigo », « relai ». L'hésitation entre les suffixes en OLE, OTE et ceux en OLLE, OTTE, dont Bernard Pivot faisait ses délices dans son championnat d'orthographe, perd sa raison d'être : on écrira désormais

« corole », « fumerole », « émanation de gaz toxique », « girole », « museroles », « partie de la bride d'un cheval », « tavaiole », « linge liturgique », « troie », « manière de chasser le cerf », « balloter », « frister », « garrotter », « grelotter », « marmoter », « friser », « moutoter », « faire un oulet fin ». L'extension de la soudure (sic) permettra de récupérer quelques mots composés : « apriori », « blackout », « bluejean », « cowboy », « entraîneur », « exhibis », « exvoto », « fairplay », « hordog », « lockout », « majorette », « ombu », « pélemé », « piag », « sidéar », « statuquo », « tantam », « tsétsé », « weekend », « yoyo ».

Il y a plus de dix ans, le Règlement du Scrabble, bravant les oukases du PLI, francisait le pluriel des mots étrangers (SUPERMANS était admis au côté de SUPERMEN). Les nouvelles recommandations confortent cette décision, allant même jusqu'à admettre « zakouskis ».

MICHEL CHARLEMAGNE

Championnat de Belgique

22 avril 1990

4 manche

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	REF.	PTS
1	EHMMOS ?	ME(G)OHMS	H 8	80
2	AFIPRTU	PUTREFIA (a)	9 D	68
3	AAALLOT	ALLOUAT	E 5	28
4	A-AANTUV	VANTA	K 6	32
5	AU-DNORS	RAVAUDONS (b)	K 6	76
6	CEIQR	RONCIERE (c)	M 6	78
7	ELIKFY	KEPI	F 2	37
8	EYV-CQSU	QUELS	6 B	48
9	CYV-DEEE	RVE	6 M	32
10	CDEEH-7	EJEOTE	0 1	51
11	DL-AEIRR	LADRERIE (d)	1 H	80
12	EEENSS	ASSENEES	9 8	77
13	AAEHMUX	HAMEAUX	3 C	62
14	E-BEFGNO	ENGOBES	14 B	32
15	F-LLTTTU	PEUT I	D 9	25
16	ILTT-ELL	TITILLEE	B 8	60
17	BDQINOZ	BONZE	3 K	32
18	DGH-NUV	VU	J 14	26
19	DGHIN-W	WU	D 1	28
20	DGI	XI	1 3	11
TOTAL				963

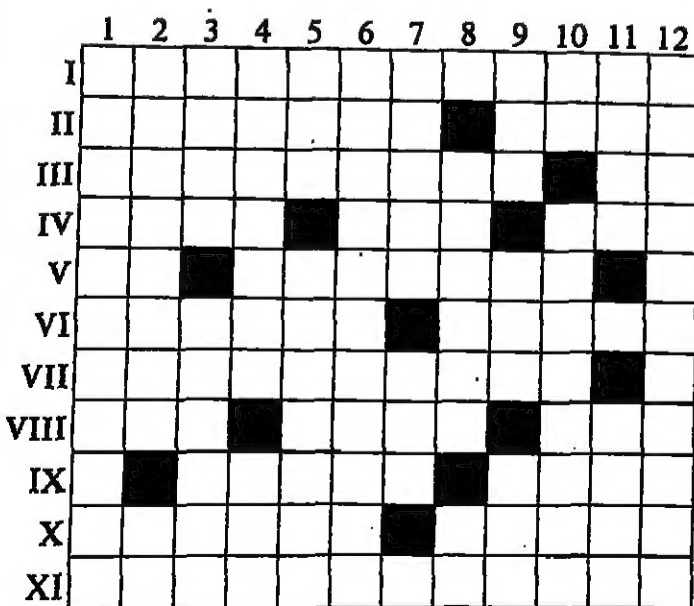
(a) L'anagramme EPUURATIF perd 1 point. (b) TOUNDRAS, N 8, 72.

(c) L'anagramme CORNIERE perd 16 points. (d) DELIBERA, 3 A, 70. 1. Le maire 960. 2. Ch. Pierre 957. 3. J.-L. Dives 956. Résultats finaux.

1. Pierre, 4493 (99,55 %); 2. Clauwaert, 4428; 3. Mues; 4. Dives; 5. Le Maire; 6. Castelet; 7. Fraiteur; 8. Peeters; 9. Roche; 10. Lavigne.

mots croisés

N° 625



HORIZONTALEMENT

I. N'est pas prêt à tout accepter. - II. Déjeuna autrefois à l'Elysée. Lac italien. - III. Fait le bon choix. Grecque. - IV. Permet d'agir. On y va sans arme. Pour les militaires. - V. Article. A l'aide dans leurs baskets. - VI. Découvrit le bon public. Montre sa science. - VII. Dégradation du septième art. - VIII. Réserve. Possessif. A la réputation d'être sourd. - IX. Brillant

surtout dans nos mémoires. Sait se défendre. - X. On y fait la révolution. Aime à rire. - XI. Gagnent en consistance.

VERTICALEMENT

1. Un vrai I. - 2. On leur en a mis plein la vue. Y est arrivé, en un sens. - 3. Il est en paix. Frappa un peu trop fort. - 4. Se porte à la tête. Dans le Tessin. - 5. A l'est, dans le porte-monnaie. Nettoya au plus près. - 6. Habillent le bas. - 7. Ce fut Byzance, pour elle. Sans rien. - 8. Faire aller. En bas. - 9. S'égale. Plus que deux dessus dessous. Certains refusent de s'y mettre. - 10. Font vite et bien. Permet de tout envoyer balader. - 11. Il est célèbre, le capitaine. C'est une bouée qui le maintient à la surface. - 12. Agacent, mais trop.

SOLUTION DU N° 624

I. Festivités. - II. Opposant. Pe. - III. Uranium. Train. - IV. Rot. Stéroïdes. - V. Buis. Reine. Ru. - VI. Evacue. Sartre. - VII. Râles. Lot. Iol. - VIII. In. Négatifs. - IX. Ethéré. Toisée. - X. Sensationnels.

Verticalement

1. Fourberies. - 2. Eprouvante. - 3. Spatial. Ha. - 4. Ton. Scènes. - 5. Isis. Usura. - 6. Vautré. Get. - 7. Aimée. La. - 8. Le. Risotto. - 9. Intonation. - 10. Etrier. Fin. - 11. Ad. Tisse. - 12. Épière. El. - 13. Sensuelles.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés

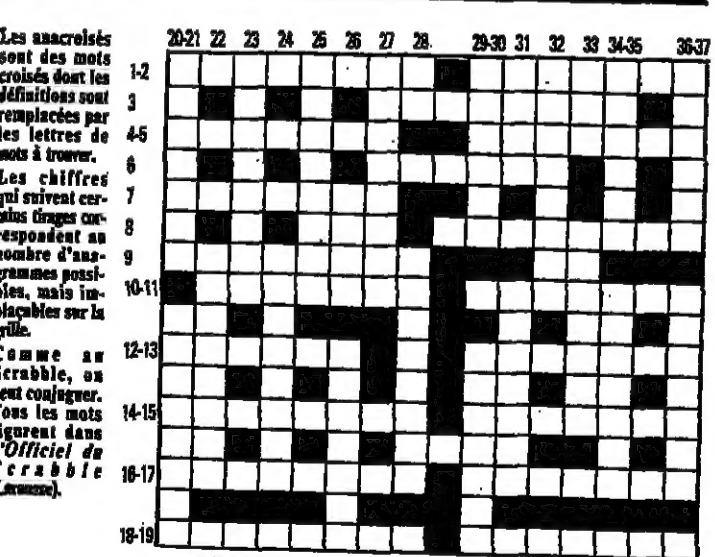
N° 627

Horizontalement

1. EEGINPTY. - 2. ADIMNOTI (+ 1). - 3. AADINRUX. - 4. AABDIMR. - 5. ABILRST (+ 1). - 6. AAELHX. - 7. ENOSTT (+ 1). - 8. CEEENSY. - 9. CEEEEIST. - 10. AEEILNR (+ 2). - 11. AEEILNR (+ 1). - 12. ABELSU. - 13. EFNOTTU. - 14. ABLEIQTU. - 15. AEILSS (+ 3). - 16. EIEORSS (+ 1). - 17. AEEIRRS (+ 2). - 18. ACEELRUX. - 19. ADENOTX.

Verticalement

20. ABEEMTU. - 21. AABEINOU. - 22. AEIURSS. - 23. EEPNRSY. - 24. ABCELORT. - 25. AEEINSTTV (+ 1). - 26. EEEINOSU (+ 3). - 27. DEENRTT (+ 1). - 28. AEEILRS (+ 4). - 29. ADILMY. - 30. AEIILL (+ 1). - 31. EEEILOR. - 32. AABEENNT. - 33. ACESSTU (+ 2). - 34. AABILX. - 35. EEEILSS (+ 2). - 36. INOSST. - 37. AENOSST (+ 1).



SOLUTION DU N° 626

1. PALICHON. - 2. RASAGES (AGRESSA GARASSE). - 3. URI. - 4. LANCIER (CALINER, CARLINE, CLARINE). - 5. BLA. - 6. SONNE (SABONNE). - 7. ONUSIEN. - 8. LATERITE (ALTERITE). - 9. ESCALURE (ECULERA). - 10. ETEIEN. - 11. TENNIS. - 12. NITREUX. - 13. LUTALE. - 14. OSCULES, pores des éponges. - 15. ANONNER. - 16. TUTELLE. - 17. ENIEMES (ENSIMES). - 18. ONEREUX. - 19. MESSINS. - 20. CHARTERS (CHARTRES). - 21. SEIZIEME. - 22. PURULENT. - 23. LAITONS (LATINOS...). - 24. ARENACEE. - 25. UNCINEE, terminée par un crochet. - 26. LIMITA (LIMAIT, MILITA). - 27. NOTOIRE. - 28. SELENIEN. - 29. RUTILANT. - 30. HILLORES. - 31. ORANTES (NOTERAS, ORNATES, RENOTAS). - 32. VERTEX. - 33. RANIMANT (MARINANT). - 34. OULEMAS (LOUAMES). - 35. ANNEAU. - 36. RESSEMER. - 37. SCENIQUE. - 38. ULULASSE. - 39. GENITAUX. - 40. BRODONS. - 41. HETMANS, chefs des armées de Pologne. - 42. MENTALES (LAMENTES, MANTELES, SALEMENT).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

هكذا من زلزل

SANS VISA

LA TABLE

Sorbets

La rafraîchissante boisson de neige devient dessert au cacao amer

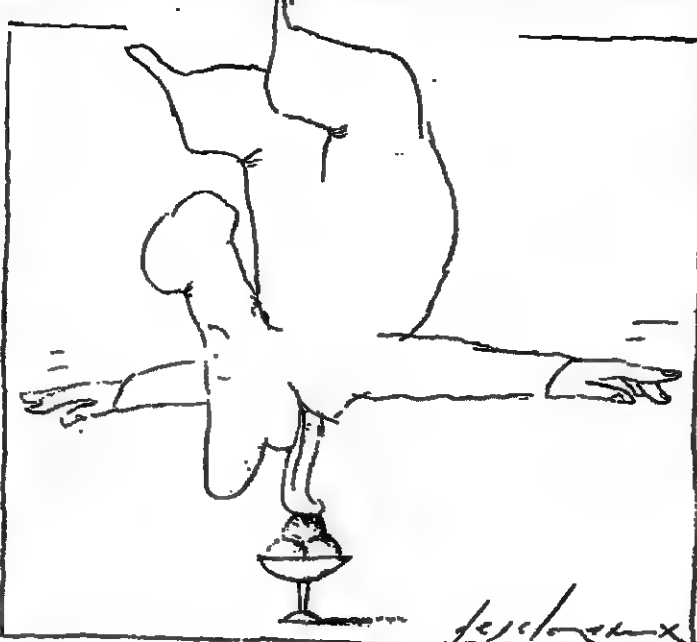
SORBET ! Le mot, français depuis l'an 1553, nous vient de l'italien sorbetto, lui-même tiré du turc *chorbet* (*charba*, en arabe, signifiant boisson). Mais c'est sans doute les Chinois qui ont enseigné aux Persans, puis aux Arabes, à préparer cette rafraîchissante boisson initialement composée de jus de fruits, miel, aromates et... neige !

Aujourd'hui, le sorbet est un dessert classique et varié, après avoir été, au siècle dernier, un intermédiaire entre les repas élégants, un « trou normand » chic en quelque sorte. Un sorbet, au jus de fruit, peut être enrichi de divers ingrédients s'y rapportant (raisins secs, noix, amandes, etc.), voire arrosé de liqueur ou d'alcool.

Il y a quelques lustres, un jeune pâtissier s'amusa à réaliser des sorbets insolites eut l'idée d'en faire un au cacao. C'était un jeu, mais qui amusa le consommateur au point que bien des chefs l'annoncèrent à leur carte, copiant ainsi... En oui, il s'agissait de Christian Constant, aujourd'hui renommé tant comme pâtissier que comme traiteur !

Aussi bien, en ces temps de hantise de la ligne, les clients préfèrent-elles le sorbet (annoncé, pour mieux le tenter, au chocolat) que la glace, qui, elle, est crémée et cependant peut-être plus friande.

Ce sorbet au cacao amer, Constant en donne sa recette dans son ouvrage sur le *Chocolat* (Nathan, éditeur) : mélange de 125 g de cacao en poudre, 250 g de sucre, 25 g d'extrait de vanille



naturelle, 1/2 litre d'eau. Après sanglage en sorbétière, il ajoute, à la cuiller de bois, 75 g de raisins de Corinthe macérés au malt whisky.

Mais si les Mayas cultivèrent le cacao, dont la graine allait devenir monnaie d'échange au quinzième siècle, c'est à la fin de ce siècle qu'apparaît le moctezuma, roi des Aztèques, l'éleva au rang de nourriture. Un compagnon de Cortés a raconté la ville de Tenochtitlan, capitale aztèque, et les repas de Moctezuma, où « de temps en temps on lui apportait des

tasses d'or très fin contenant une boisson fabriquée avec du cacao... » Ne peut-on imaginer qu'aux jours chauds cette boisson moussante et que l'on disait aphrodisiaque fut consommée le plus glacé possible ? Le sorbet au cacao avant la lettre, en quelque sorte !

Mais on aurait tort de croire que le cacao - et par extension le chocolat - ne soit que dessert. Les gourmets mexicains connaissent depuis des siècles le *mole poblano* de guajolote (suez dinde en une sauce pimentée et chocolatée) et

les Catalans m'ont fait goûter (c'est rudement bon !) leur langoustine au chocolat amer, tandis qu'en Castille on prépare un perdreau au chocolat. Et nos grands-mères du Sud-Ouest savaient lier certaines sauces (notamment pour un civet d'anguilles ou de lamproie par exemple) de poudre de cacao. Cela me conforte dans mon dédain pour le sucre et m'autorise à vous signaler que si, de plus en plus, les chocolatiers proposent des « tablettes » moins ou peu sucrées, Christian Constant fabrique depuis longtemps un chocolat amer excellent... pas seulement en cuisine !

Revenons aux sorbets qui, sur les cartes, plaisent mieux annoncés au chocolat qu'au chocolat amer ou au cacao. C'est dommage. Que servir avec ou après un sorbet chocolaté ? Le fiancé idéal n'est-il pas le rhum, son « cousin des îles » ? Mais si ledit sorbet a été agrémenté de raisins trempés au whisky, pourquoi pas un Islay Malt comme ce Bowmore 1963 à la carte de Didier Delu (84, rue Leblanc, tél. : 45-54-20-49), qui devrait bien avoir un sorbet au cacao amer à sa carte, déjà prestigieuse.

LA REYNIÈRE

► Christian Constant, 28, rue du Bac, tél. : 47-03-30-00, et 37, rue d'Assas, tél. : 47-03-30-00.

► Depuis, j'ai trouvé un sorbet au cacao amer chez Louis Landes (157, avenue du Maine, tél. : 45-43-08-04).

Croisière gastronomique

Combien de temps faudrait-il au gourmand pour aller déjeuner chez Bocuse et Troisgros, dîner chez Haebler puis au Négresco, passer par Beaulieu, Auch, Bordeaux, faire halte à La Rochelle, se reposer d'un repas diététique au Miramar de Biarritz, souper à Luxembourg, revenir croiser fourchettes à Paris, de Lasserre à la Tour d'Argent, découvrir Robuchon et Payrot avant de retrouver la Bonne Etape de Château-Arnoux, Vanel à Toulouse, le Fouquet's parisien, et j'en passe ?

C'est ce que l'on pourra faire en une semaine dans un cadre attendu : Mexique, Jamaïque, Bahamas, les Caraïbes. Pour la seconde fois, le *Norway* redonne la France, l'espace d'un événement « utopique » du 30 novembre au 9 décembre 1990, rassemblant ces cuisiniers célèbres, offrant l'esquisse d'une nuit au Ritz ou au

Bristol, des conférenciers de la table et les virtuoses de l'Orchestre symphonique de France sous la houlette de Marius Constant. Ce sera aussi l'armorial des meilleurs cigares de Cuba pour les amateurs (Gérard père et fils, de Genève), les bons fromages présentés par Pierre Androuet.

La France ressuscitée, présente ainsi à nouveau un hommage à la cuisine française et à ses chefs, n'est-ce pas cher Paul Bocuse ? La cuisine des grands cuisiniers mais aussi celle des dames de l'ARC, la cuisine, follement riche d'un Claude Peyrot (Vivarais) mais aussi solennelle de chez nous, celle d'Adrienne, de Christiane ou de Lila...

COURTINE

► Renseignements : ANVOL, 4, avenue Kléber, 75016 Paris. Tél. : 47-27-86-85.

Le Monde
PUBLICITÉ
TOURISME-GASTRONOMIE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4344

Bouchard Père & Fils
92 hectares dont 71 de vignes et 21 de cultures
au Château
21200 Beaune
Tél. 06-22-14-41
Ligne Bouchard 06-22-14-41
Doc. LM sur demande

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC

HOTEL RESTAURANT * NN**
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, golf, 1/2 pension 275 F.
LES ARDILLIÈRES, 33160 SALAUNES.
Tél. : 56-58-58-58
FAX 56-58-51-01.

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE * NN**
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur, Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western *** NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 478-610.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA ***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-88-19-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur câble, téléphone direct, minibar.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE

HOTEL RÉSIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Pratiquons de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site except. microclimat, prom., muséol. UVA sauna. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table.
Chambres gd et petit lit. Mireille Colombet. Tél. : 75-26-12-89.
Auberge du Vieux Village d'Aubres, 26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

Angleterre

LONDON LODGE HOTEL
134 Latham Gardens, Londres W8 6JE.
Hôtel luxueux à Kensington dans le centre de Londres
« Breaks » à 286 F par nuit et par personne dans chambres 2 pers. et à 2 lits. Gratuité pour les enfants (ch. partagée avec les parents). Offre valable pour toute réservation reçue avant 31/12/90.
Pour détails et brochure, écrire ou tél. : 19-44-71-244-8444.
Fax : 19-44-71-371-6661.
Tél. : 51922921.

Après récente rénovation, ouverture de :

ASTON COURT HOTEL LONDON

Au centre de Londres et seulement à quelques minutes à pied de High Street Kensington et Hyde Park.
Toutes les chambres ont : s. de b., TV par satellite et télétexte, minibar et téléphone direct. Service pressing, ascenseur, etc. Bar réservé aux résidents, serre.
Ch. individuelles : £ 47.50.
Ch. 2 pers. : £ 59.50. Petit déj. compris.
Ecr. ou tél. : Aston Court Hotel, 25-27 Matheson Road, Kensington Olympia, Londres W14 8SN. 19-44-71-602-9954.
FAX 19-44-71-371-1338.
Tél. : 91922802 Aston G.

SEMAINE GOURMANDE

DANS LE GERS

Incontournable il y a, bien sûr, l'ambassadeur d'Armagnac, André Daguin. La carte de l'Hôtel de France (2, place de la Libération à Auch, tél. : 62-06-00-44, fermé dimanche soir et lundi) est un modèle du genre avec ses foies gras, oie et canard, ses confits « et leur descendance », ses huit recettes de magret, le bœuf de Bazas, etc. Ses menus riches et sa carte (comptez 500-600 F). Mais n'oubliez pas, aussi :

Le Nivernais

C'est, dans l'Hôtel de France, tout à la fois un bar et un restaurant où, plus rapidement, vous pourrez vous régaler « vite et bon » de la salade thon-mâts, des trois foies gras, d'une brochette de cœurs de canard grillés, de la garbure ou du cassoulet (comptez 150-200 F).

LE NEUVIÈME

2, rue du 4-Septembre
32000 Auch.
Tél. : 62-05-00-44.
T.J.J. AE-DC-CB.
Chiens acceptés.

Maigné à Samatan

Une ambiance « sans façons » en accord avec la cuisine rustique, chaleureuse, riche, de Louis Maigné. Cuisine où triomphent foie gras (luscillous), cèpes (avec la sole), aiguillettes de canard (à l'orange), cœurs d'oie ou de canard (en brochettes), magrets grillés. Un petit menu déjeuner à 49 F vin compris, puis menus de 75 à 200 F et carte. Quelques chambres.

► Maigné, 7, rue de Nothan
32130 Samatan.
Tél. : 62-62-50-24. T.J.J.
Chiens acceptés.

Le Ripa-Alta à Plassac-du-Gers

Maurice Coscuella, un de la « bande à Daguin », dans l'hôtel familial et paisible, cuisine avec amour le terroir, quelquefois inattendu enrichi de sa féconde imagination, comme avec sa pastilla ou son homard au foie gras

par exemple. Régals aussi sont la cassoulette d'outils de cuille aux mousserons, la salade de pieds de porc, la fricassée de poulet à l'armagnac, etc. Belle cave de vins (vin de Californie !), certains en pichet. Sompueux armagnacs. Un petit menu à 68 F vin compris, menus à 130, 180 et 260 F et carte. Chambres.

RIPA-ALTA, 3, place de l'Église 32150 Plassac-du-Gers.

Tél. : 62-59-30-43.
Fermé dimanche soir et lundi midi.
AE-DC-CB. Chiens acceptés.

Auberge du Bergerayre à Saint-Martin-d'Armagnac

Paullette Serran est une cuisinière du terroir. Dans son mini-hôtel confortable, elle mène ses foies gras, un poulet « crapaudine » exquis, un magret fourré de foie gras, le ris de veau aux cèpes et le pastis d'olive patisserie « historique » ! Jardin fleuri et piscine. Dépaysement et certitude. Menus nombreux de 60 à 180 F et carte.

VOYAGES

chuchote la description inscrite au sommet et on vous raconte des histoires de disparus et de noyés, ou que les audacieux venus vivre au aleatours seraient pris d'un vertige qui ferait vaciller leur raison.

Ondes, courants, le vingtième siècle ne rompt pas avec « le monde inexplicable des sensations éprouvées ». C'est Raoul Hausmann, architecte, photographe et dadaïste berlinois des années 30, contemporain de Walter Benjamin, d'Alberti et de Jean Sels et de tant d'autres qui ont vécu à Ibiza, qui note : « Notre perception envoie des rayons optiques jusqu'aux étoiles les plus éloignées, et cette sensation nous revient et s'inscrit sur la scène. Mais nous appelons ce phénomène la « sensorialité excentrique ». Il en serait de même pour le Vedra, dont nos regards nous reviennent emplis d'une force inconnue... »

« Une peseta par jour »

D'autres figures étranges, plus ou moins illustres, ont choisi cette terre : l'assassin de Jaurès, au nom prédestiné de Villain ; le faussaire génial copiant les tableaux des plus grands maîtres, Elmyr de Hory. Mais c'est, en fait, la montée du nazisme en Europe, qui a incité de nombreux artistes à trouver refuge sur l'île. Mariano Pissanel, auteur du *Dictionnaire de secrets d'Ibiza*, en est fier, estimant qu'il s'agit « d'une des périodes les plus

L'Ibiza des origines

Suite de la page 9

Suit une période plus mouvementée, troublée par les invasions : Vandales au cinquième siècle, puis Byzantins ; enfin, trois siècles plus tard, les Maures, vainqueurs des Wisigoths, qui s'emparent de Yebusah (nom arabisé de l'île) et la placent sous l'autorité du califat de Cordoue. L'occupation va durer cinq siècles et on trouvera des traces importantes de la civilisation arabe dans la vie quotidienne : conception de l'habitat, art des broderies, de la céramique, et un certain génie de l'agriculture communautaire qui va marquer les Eivissains.

Sans doute le zèle excessif des pirates que les Arabes employaient va précipiter leur chute : ironie de l'histoire, l'île est l'un des rares endroits où une statue de corsaire domine l'entrée du port !

C'est Jacques I^{er} d'Aragon qui arrache Yebusah aux Arabes, en 1235 : parti de Barcelone en septembre 1229 avec quinze mille fantassins et mille cinq cents cavaliers, il avait débarqué à Majorque ; l'histoire d'Ibiza, alors rattachée au royaume majorquin, se confond désormais avec celle de

l'Espagne. Mais ce n'est qu'au dix-huitième siècle que l'île sera officiellement christianisée et que des sanctuaires seront construits. Les Pères de l'Eglise auront d'ailleurs le plus grand mal à catéchiser ces insulaires dont les croyances anciennes et secrètes demeurent puissantes : à la sortie de la messe, ils dansaient autour des puits, au grand étonnement des prêtres. On les appelait les palens, ce qui voulait dire « les paysans ».

Devenant les difficultés qu'il éprouverait à évangéliser ces brebis égarées, le Père Francisco Palau, extraordinaire personnalité, va enrichir l'île, au siècle dernier, d'une de ses plus belles histoires religieuses et littéraires : il s'installe dans une grotte, sur un grand rocher face à la mer, le Vedra. Il y aura des visions très étranges, entretenant un rapport sensuel avec des saintes, Rebecca, Deborah, Sarah... Le Père Palau n'en sera pas moins béatifié par le Vatican dans les années 60.

Sinistre et fantasmagorique rocher du Vedra. Palau y verra souvent le démon : l'époque hippie n'a fait que renforcer sa légende. Dès votre arrivée sur l'île, on vous

CULTURE

PHOTOGRAPHIE

Souvenirs de Bohême

Dans le Gers, Tono Stano expose des portraits réalisés à Lectoure et à Prague

Figure de proue de la jeune génération tchécoslovaque, Tono Stano est bien connu en France. Alliant humour, imagination et sensualité, son style est étonnamment identifiable. A Lectoure il présente des portraits et des nus réalisés lors d'un stage l'été dernier. Et aussi les acteurs de la «révolution de velours» — écrivains, artistes, journalistes, — photographiés à Prague en novembre 1989 avec Gabina Farova, et dont certains sont devenus les conseillers du président Havel.

LECTOURE

de notre envoyé spécial

«Je suis né le 24 mars 1960 à Zlatemiravce en Slovaquie, dit Tono Stano. Mon père était chauffeur de bus et ma mère travaillait à l'usine. J'ai fait mes études secondaires à Bratislava dans une école spécialisée en arts plastiques. J'ai aussi été sensible à la sculpture, à la peinture et au graphisme. J'y suis resté de 1975 à 1979.

Après je suis parti à Prague. Je suis entré à l'école FAMU, dont sont issus la plupart des jeunes photographes tchécoslovaques. La FAMU est une grande école de cinéma. Milos Forman en est sorti. Koudelka y a étudié. Nous étions tous un peu faibles, la provocation était un stimulant pour réagir contre cette somnolence. Je réalisais des travaux personnels que je n'ai pas conservés. J'avais vingt ans. C'était des recherches très conceptuelles. J'étais souvent mon propre modèle. Je me mettais en scène dans diverses situations. Par exemple pendu. Mais tout cela était très illustratif.

J'étais plein d'idées. J'essayais d'exprimer tout ce qui me passait par la tête. Il n'y avait personne qui l'admirait vraiment. Mais j'ai bien aimé Leslie Krims, Irving Penn, Duane Michals et les maîtres tchécoslovaques, Drlík, Styrsky, Funke. A la FAMU, on prenait toutes sortes de photographies, du reportage à la mode. Je le faisais mais en le détournant. Cela m'est resté. J'aime le travail en studio. J'y réalise mes rêves et mes idées. Il est indispensable que personne ne puisse voir ce que je fais, et que je sois totalement libre. Mes modèles sont indifférents des amis ou des inconnus. En cinq minutes je sais si la relation est possible.

J'aime beaucoup les jeunes femmes nues. On me demande souvent si je couche avec elles. En tout cas pas le jour même. J'ai beaucoup concentré de modèles nus commencent quand je suis seul en studio. Je prends des notes. Je jette des idées sur le papier, quel-

ques croquis, un titre. Souvent je trouve le titre avant de faire la photo.

Le studio est mon univers. Je m'y sens à l'abri du monde extérieur et je tente d'y saisir mes secrets. Ma création est sans rapport avec le contexte politique. Je n'ai eu qu'une fois un problème politique lors d'une exposition à l'étranger en 1985. On m'a convoqué à Prague et on m'a dit : «Attention, jeune homme, vos photos ne sont pas en accord avec l'idéal socialiste!»

«Je me sens européen»

En Tchécoslovaquie, la sexualité joue un rôle très important. C'est une forme de réaction contre le pouvoir. Le pouvoir essaie de nous traiter comme des machines sans sexualité. Pour lui il faut seulement travailler, cela me semblait étrange quand j'étais jeune. Il était impossible de voir des photos là-dessus, c'était un sujet tabou. Moi je trouve que le sexe est beau. J'aime les corps nus, purs, sans vêtements. J'utilise des draps, la lumière. Il faut que ce soit très simple. Quand je vois la beauté, je veux la capter tout de suite, parce

qu'après les gens deviennent vieux. J'aime beaucoup le mouvement. Je fais évoluer mes modèles comme s'ils étaient des anges, sans contrainte et sans pesanteur. C'est comme cela que je les imagine.

Je me sens isolé parmi les photographes tchécoslovaques. La plupart d'entre eux (Zupnik, Pinkava, Stanko) ont été exposés à Arles. Je trouve qu'ils se copient et qu'ils font tous la même chose. J'ai pris mes distances. J'ai du mal à me situer par rapport à eux. Je me sens différent. Je ne peux pas dire exactement en quoi. Ni pourquoi. Je me sens européen. Mais j'aime vivre à Prague. Il m'est difficile de m'en éloigner trop longtemps.

Quant à la révolution à éclaté, j'étais à Paris. J'ai tout vu à la télévision française. J'étais furieux. J'ai voulu tout de suite partir pour Prague. Mais c'était impossible. Je suis arrivé cinq jours après. J'ai rencontré Gabina Farova qui a créé l'agence Radost («Plaisir») à la FAMU. Je lui ai dit que je voulais faire quelque chose pour la révolution. Pas dans l'organisation. Mais en faisant des photos. Il y avait beaucoup de membres du Forum civique à l'école. Il était important de fixer ces gens qui étaient tous les acteurs de la révolution. Les

reporters montraient la foule et les événements. Notre seule intention était de leur rendre hommage. Il y a quelques très bonnes images.

A Lectoure, j'ai dû travailler en extérieur, ce n'est pas mon habitude, mais j'avais envie d'essayer. Tout était différent de ce que je connaissais. Les visages, les paysages. C'était comme un rêve. J'ai eu l'idée de venir le cuisinier, Jean-Luc Arnaud d'assister et de couverts. On vit certes d'objets. Je me suis dit qu'on pouvait créer une autre relation entre eux et nous. L'environnement me perturbe et me provoque. Je ne pouvais pas venir en France sans réagir.

Propos recueillis par

PATRICK ROGIER

Tono Stano. L'œuvre de Tono Stano, 1989 et la «révolution de velours» par les photographes de l'agence Radost. Mais aussi Dégel Parfum, de Gerald Minkoff et Muriel Cleson. Les Auto-crimes, de Leonid Andrejev. Et photographique de Lectoure (Gers), salle du Musée lapidaire et Halle aux grains. Jusqu'au 26 août.

Jean-Luc Arnaud
Restaurant-hôtel
de Bastard

MUSIQUES

Le Gotha des pianistes

Badura-Skoda dans le cloître, Orozco sous les arbres

LA ROQUE-D'ANTHERON

de notre envoyé spécial

Depuis le début du mois, en attendant France-Musique et France-Culture, les mélomanes rêvent d'un lieu fabuleux qui réunirait le Gotha des pianistes. On pense à ces vacances des têtes couronnées dans les villes d'eaux du dix-neuvième siècle, à Toplitz, Bad-Em, Bad-Ischl, où s'accrochaient Beethoven, Berlioz, Liszt, Brahms, Johann Strauss... Mais combien savent, s'ils n'y sont déjà venus, que ce paradis du piano est un tout petit village, dans la vallée de la Danube, face au Lubéron, qui n'avait pas, il y a dix ans, une chance sur mille d'être célèbre. Jusqu'à ce qu'un maire dynamique (Paul Onorati) et un animateur doué d'imagination (René Martin) créent, presque ex nihilo, ce lieu de festival : un piano posé sur une pique d'eau, dans une forêt d'arbres immenses. On y vient chaque jour de trente (ou cent) kilomètres à la ronde et les trois quarts des gens ont choisi leur lieu de vacances en fonction de ce festival, aujourd'hui célèbre dans toute l'Europe.

Mais La Roque-d'Antéron avait une autre chance, bien plus ancienne : celle de posséder sur son territoire l'abbaye de Silvacane, lumière et dévouement de l'art cistercien. Comme l'église est sans doute trop chargée en réverbération, le cloître est devenu le lieu des concerts de clavecin et de ce «nouveau» : le pianoforte.

Mercredi après-midi, 15 août, au coin de deux allées de ce cloître aux murs énormes donnant sur de grands cyprès, Paul Badura-Skoda jouait sur deux pianofortes, deux copies d'anciens instruments viennois, réalisés à Paris et à Cluny, par Christopher Clark, que le pianiste autrichien tient pour le meilleur constructeur moderne : un modèle de la fin du dix-huitième siècle, l'autre du début du dix-neuvième, illustrant l'évolution de la facture, parallèle au développement de la pensée beethovenienne dans ses sonates (dont l'intégrale était donnée à La Roque par huit pianistes).

Démonstration intéressante sur des instruments de belle sonorité, où les différences d'intensité, de dyna-

mique, de couleurs sourdes ou éclatantes, sont très marquées; la mécanique, encore rudimentaire malgré tout, permet certes une grande vélocité, mais induit des grondements et des frottements dont les pianos modernes ont débarrassé la musique. Badura-Skoda semble vouloir trop prouver en pressant des mouvements fous, sans respirer, où la fébrilité l'amène à avaler des notes et à faire vibrer son instrument comme un avion, en particulier dans la Sonate l'Aurore.

Le soir, dans le parc du château, c'était le retour de Rafael Orozco, cet Espagnol de quarante-quatre ans, grand prix de Leeds, qui n'a guère joué ces dernières années en France. Le corps un peu en arrière, le buste penché vers le clavier, la tête souvent secouée par la véhémence, il donne le sentiment d'être possédé par la musique. Dans la dernière Sonate en si bémol de Schubert, il nous fait partager toute la profondeur de ce chant calme et désespéré, toute la tendresse, la «fraternité» du musicien; et ses interprétations de la Fantaisie de Chopin, comme de la Sonate Après une lecture de Dante de Liszt, confirment cette qualité très intérieure, cette maturité du pianiste. Pourtant, on sent parfois l'étoffe technique un peu courte, comme dans les Etudes op. 10 de Chopin (la première en particulier, chevauchée bien brutale et sans couverture), et surtout la difficulté à saisir les nuances dans une seule vision, d'un seul jet, sans les compartiments, qui fait les plus grands pianistes. Mais Orozco a su nous communiquer son sentiment de la beauté et son émotion, ce qui est l'essentiel.

Un mot sur la nouvelle coque acoustique que René Martin semble avoir amenée à sa perfection : ce voile de réflecteurs blancs, qui font penser à des partitions de musique voguant dans l'air, à travers lesquels on devine les frondaisons de verdure, donne l'impression d'une grande pureté et présence musicales, avec une réverbération idéale.

JACQUES LONCHAMPT

Mort du musicien de rock soviétique Viktor Tsoi

Le musicien de rock soviétique Viktor Tsoi, leader du groupe Kino, s'est tué le mercredi 15 août dans un accident de voiture. Viktor Tsoi, qui passait ses vacances en Lettonie, s'est endormi au volant près de Riga et sa voiture a percuté un autobus qui venait en sens inverse. Le chanteur, guitariste, compositeur et parolier de

Kino était âgé de vingt-huit ans. A la tête de Kino, Tsoi était devenu ces dernières années la première rock star soviétique. D'origine courtoise, il avait formé son groupe à Leningrad au milieu des années 80. Pour leur dernière tournée, Tsoi et Kino avaient rempli une cinquantaine de stades dans toute l'Union soviétique.

Au Stade olympique de Moscou, c'est le groupe français Noir Désir qui avait assuré la première partie du spectacle, mais les dizaines de milliers de spectateurs étaient d'abord venus pour Tsoi, sa musique simple, scandée, presque martiale, découverte en France lors du Printemps de Bourges 1989.

La barrière linguistique avait tout de même empêché les spectateurs français de prendre pleinement conscience de l'impact de Viktor Tsoi sur la jeunesse soviétique. Ses paroles, appel à la fraternité, à la méfiance, à l'indépendance, en avaient fait un héros. Il avait toujours refusé de collaborer avec les entreprises d'Etat.

Le groupe organisait lui-même ses concerts (et avait frôlé l'interdiction à Moscou après un spectacle tumultueux) et vivait de ses cachets. En revanche, son boycottage du label d'Etat Melodia avait interdit à Tsoi d'enregistrer en URSS. En France, une compilation réalisée d'après des maquettes, était sortie sous le titre *Le Dernier des héros* chez OTT.

T. S.

«Miss Saigon» sera présentée à Broadway. — Le Syndicat des acteurs américains est revenu le jeudi 16 août, sur sa décision d'interdire à un acteur britannique, Jonathan Pryce, de jouer le rôle d'un éurasien dans la comédie musicale *Miss Saigon* (le Monde du 16 août). A la suite du refus du syndicat des acteurs, le producteur, avait annulé la présentation de cette transposition de *Madame Butterfly* au Vietnam prévue pour mars prochain. Cameron Mackintosh, verra dans les prochains jours, avec Jonathan Pryce — qui doit reprendre son rôle créé à Londres avec succès — si *Miss Saigon* pourra finalement être présenté à New York. (AFP)

CINÉMA

Un polar pour l'été

Avec «48 Heures de plus», Walter Hill usine un thriller habile appuyé sur un Nick Nolte impressionnant

Rarement le mot «suite» («sequel» en version originale) n'aura autant lissé à l'avance que dans le film de Walter Hill, *48 Heures de plus*. Pourtant, le retour des frères ennemis découverts il y a huit ans dans *48 Heures*, Jack Cates le grand blanc, costard et tacticien, et Reggie Hammond le petit truand noir rusé et vibrant, ne dénote pas.

Dès les premières images, son réalisateur, Walter Hill, réassocie ses deux genres de prédilection, le thriller et le western, pour une ouverture parodiant Sergio Leone qui mêle humour et spectaculaire. En deux immenses panoramiques et trois coups de fusil à canon scié, on est fixé : qui cherchait de l'orfevrerie d'art s'est trompé d'adresse, mais qui souhaitait un peu de fraîcheur et de divertissement dans une salle diminuée a fait le bon choix. Hill possède le sens du rythme et de la scène choc, et *48 Heures de plus* a de bonnes chances d'être ce qu'on trouvera de meilleur en matière de polar cascadeur et pérorant pour cette fin d'été.

Non que le scénario s'épuise en vaines subtilités : Cates, policier casse-cou mal vu de ses supérieurs, traque un très classique roi de la pègre. Avant qu'on ne lui ôte sa licence, il contraint son ex-complice Reggie, pourtant on ne peut plus récent, à lui venir en aide.

Après la dose réglementaire de coups de pétrole, uppercuts, dialogues aigres-doux et autres destructions à grands fracs de divers véhicules, tout sera bien qui finira bien. Du travail

de pro. Mais bien des choses ont changé depuis le premier épisode. A l'époque, en 1982, Walter Hill alignait avec *48 Heures* le quatrième atout maître d'une série gagnante qui, après *Warriors* (les Guerriers de la nuit) *The Long Riders* (le Gang des frères James) *Southern Comfort* (Sans retour), semblait devoir faire de lui l'un des nouveaux maîtres du film d'action d'Hollywood. Ses duettistes prouvaient qu'il était également capable de tirer en finesse les ficelles de la comédie.

Malheureusement, paresse ou mauvais choix, les six films qu'il a tournés depuis l'ont ravalé au rang simplement honorable de bon artisan, exécutant honnêtement des contrats sans retrouver le souffle et l'originalité dont il avait fait preuve. Et c'est dans ce registre que s'inscrit, sans plus, *48 Heures de plus*.

Surtout, on avait découvert à l'époque un acteur et une graine de vedette. Massif et taciturne, Nick Nolte imposait une présence physique impressionnante, qu'il devait confirmer dans *Underfire* puis dans le plus intéressant et le moins remarqué des films tournés depuis par Walter Hill, le crépusculaire et baroque *Extrême Prudence*. Mais des choix discutables, notamment le *Clocher* de Beverly Hills où il ne risquait pas de faire oublier le Michel Simon de *Boudi* sauté des eaux. Faut-il depuis renvoyer dans le no man's land des costards interchangeables du cinéma américain. Jusqu'à ce qu'on le retrouve, affiné sans rien avoir perdu de sa puissance, dans l'éblouissant et fré-

quide épisode réalisé par Martin Scorsese pour *New York Stories*.

Et au début de l'été, il campait un impressionnant tueur dans *Contre-Enquête* de Sidney Lumet, écartant de toute sa stature le malheureux Timothy Hutton censé lui tenir tête. Nul doute que Francis Weber a fait le bon choix en lui confiant le rôle tenu par Gérard Depardieu dans les *Fugitifs* pour la version américaine (inédite sur les écrans français) de sa comédie. Nolte est bien de la même trempe, sinon de la même étendue de registre, que notre Gérard national.

Face à lui, Eddie Murphy a suivi une trajectoire toute différente : révéty par le rôle de Reggie Hammond, il est entre-temps devenu aux Etats-Unis une superstar et même, un moment, l'acteur le mieux payé d'Hollywood grâce au triomphe du *Flic de Beverly Hills* et aux gigantesques succès de ses nombreux comiques sur scène et à la télévision. Et ce lui est monté à la tête, au pauvre Eddie. On l'a vu devenir producteur-réalisateur officiel de «nanars» tout entiers à sa gloire consacrée, on l'a vu s'enfermer dans un système de tics horripilants. Au point que, face à Nolte qui ne cesse de gagner en sobriété, ce type incapable d'ouvrir une porte sans se livrer à douze grimaces et trois clins d'œil à un public supposé subjugué par son charme devient vite parfaitement antipathique. Ce déséquilibre entre les deux interprètes est la plus grave limite de *48 Heures de plus*. C'en est peut-être aussi la morale secrète.

JEAN-MICHEL FRODON

VARIÉTÉS

Un colporteur du rire

Au Splendid, Jean-Marie Bigard donne la ligne des nouveaux comiques

Jean-Marie Bigard, trente cinq ans, est dans le peloton de tête des nouveaux colporteurs du rire. Ancien enseignant en province, il a fait son apprentissage au petit cabaret Le Point Virgule et surtout dans *La Classe*, l'émission comique de FR 3, d'où viennent beaucoup de ceux qui appartiennent à la nouvelle vague humoristique. Dans cette classe, Bigard a appris à viser juste, à réserver ses histoires. Mais il ne se contente pas de l'efficacité immédiate, il cherche la vérité de ses personnages.

Ni grimacier ni chansonnier, Jean-Marie Bigard a envie de mordre sur le burlesque tout en donnant à chaque sketch une évolution, une structure dramatique propre. Ses racines comiques sont diverses puisqu'elles vont de Champi, chansonnier des années 30, à Coluche en passant par le Robert Lamoureux des années 50. Ce qui ne l'empêche pas, au contraire, de construire un personnage humain.

Le physique solide, genre débiteur de Jean-Marie Bigard, sa gaucherie contrastent avec la finesse

de ses textes. Il élimine les bulles, les blagues et les gags gratuits. Il joue avec un public ouvert sur le monde à travers l'écran de télévision. Quand il évoque par exemple la pollution ou la guerre, c'est naturellement à l'échelle de la planète que son rire s'exerce et quand il parle des riches et des pauvres, son discours s'étend vite aux problèmes Nord-Sud.

Il y a enfin chez Jean-Marie Bigard un côté clown, dans la mesure où sa matière de base, c'est la détresse, le pitoyable, les choses de la vie courante qui l'ont ému ou choqué, et qu'il dédramatise pour déclencher des rires parfois acides. Dans son spectacle, il y a des fenêtres ouvertes qui lui permettent régulièrement de partir dans l'improvisation. Le «one man show» varie donc en durée : chaque sketch se développant en fonction du degré de connivence avec la salle.

CLAUDE FLÉOUTER

Théâtre du Splendid, 22 heures. Tél. : 42-06-21-53.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

سكزا من لامل

AGENDA

Vendredi 17 août

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAI DE CHAILLOT
(47-04-24-24)
Le Crime de lord Arthur Saville (1921), de René Harvil, 16 h. Charles Chan à Monte-Carlo (1937, v.o.), d'Émile Forde, 18 h. Chien errant (1949, v.o. s.t. anglaise), d'Akira Kurosawa, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)
Si vous avez manqué le début : Café, café : la Maman et la Puntin (1973), de Jean Eustache, 14 h 30 ; Montparnasse 1919-1989 : la Fureur de vivre des années vingt (1963) de Jean-Marie Drot, la Vie de bohème (1942) de Marcel L'Herbier, 16 h 30 ; la Parisienne : Publicité Samartine, les Bonnes Femmes (1960) de Claude Chabrol, 18 h 30 ; la Forme d'une ville : Paris et le Désert français (1956) de R. Lénhardt et S. Jézoulet, Brigitte et Brigitte (1966) de Luc Moulet, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Ég., v.o.) : Reflet Médias Logos, salle Louis-Jourvet, 5 (43-54-42-34)
ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94)
L'AMOUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26)
ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Reflet Logos, 5 (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Essentiel, 19 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)
AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47)
BAGDAD CAFE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parassiens, 14 (43-50-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Essentiel, 19 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)
AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-37-57-47)
BAGDAD CAFE (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
CADILLAC MAN (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parassiens, 14 (43-50-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Essentiel, 19 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)

COUPABLE RESSEMBLANCE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parassiens, 14 (43-50-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Essentiel, 19 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)
CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos, 5 (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94)
CRY-BABY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 2 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-00) ; Essentiel, 19 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
FULL CONTACT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Élysées Lincoln, 8 (43-59-36-14)
HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
IL Y A DES JOUES... et **DES LUNES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46)
IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
JE T'AIME A TE TUE (A., v.o.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-18)
KANSAS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46)
KILL ME AGAIN (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)
LENNINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Denfert, 14 (43-21-41-01)
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-10-82)
MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (45-74-94-94) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27)
MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02)
MY LEFT FOOT (Irlandais, v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-25-02)
MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
NEUF SEMAINES EN DÉMIE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86)
NIRKA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27)
LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15)
NOUVELLE VAGUE (Fr.-Sué.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-10-82) ; République Cinéma, 11 (40-05-51-33)
LA NURSE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95)
L'ORCHIDÉE SAUVAGE (Fr.) : A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
LE PREMIER POUVOIR (Fr.) : A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Marignan, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86)

LES FILMS NOUVEAUX

BIENVENUE A BORD : Film français de Jean-Louis Leconte, v.f. : Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Rex, 2 (42-36-83-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
OUT COLD : Film américain de Michael Mowbray, v.o. : George V, 8 (45-62-41-46)
48 HEURES DE PLUS : Film américain de Walter Hill, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Pathé Marignan, 8 (43-59-82-82) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Sept Parassiens, 14 (43-50-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 8 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Essentiel, 19 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)
RYAN REID (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; La Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; UGC Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
DE HOLLYWOOD A TAMANARASET (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-25-30-40)
DELIT D'INNOCENCE (A., v.o.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-18)
LE DÉNOMINÉ (Fr.) : L'Enquête, 14 (45-43-41-63)
DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
DOUBLE JEU (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 8 (47-70-10-41) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30)
ECHEC ET MORT (Fr.) : UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06)
EXTREMES LIMITES (A., v.f.) : La Gode, 19 (45-42-13-13)
LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
FIRE BIRDS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95)

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Élysées Lincoln, 8 (43-59-36-14)
HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
IL Y A DES JOUES... et **DES LUNES** (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-46)
IMMEDIATE FAMILY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTÉ (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
JE T'AIME A TE TUE (A., v.o.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-18)
KANSAS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46)
KILL ME AGAIN (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; Bretagne, 8 (42-22-57-97) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; 14 Juillet Bastille, 15 (45-74-94-94)
LENNINGRAD COW-BOYS GO AMERICA (Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Denfert, 14 (43-21-41-01)
MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-10-82)
MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Opéra, 2 (45-74-94-94) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27)
MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02)
MY LEFT FOOT (Irlandais, v.o.) : Lucarne, 8 (45-44-25-02)
MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-10-82)
NEUF SEMAINES EN DÉMIE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-86)
NIRKA (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27)
LES NOCES DE PAPIER (Can.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15)
NOUVELLE VAGUE (Fr.-Sué.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-10-82) ; République Cinéma, 11 (40-05-51-33)
LA NURSE (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95)
L'ORCHIDÉE SAUVAGE (Fr.) : A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 5 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 8 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; Pathé Wapler II (ex-Images), 18 (45-22-47-94)
POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (46-33-10-82)
LE PREMIER POUVOIR (Fr.) : A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Marignan, 8 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15 (45-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86)

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

ON SE CONNAÎT ? Palais des Glaces (grande salle) (42-02-27-17) (dim, lun), 20 h 30 (21)
UN FIL A LA PATTE : Palais Royal (42-97-59-81) (dim, soir, lun.) vend., mardi à 20 h 45, samedi à 21 h (17)
LA MÈRE, de Witkiewicz, Théâtre la Main d'or (48-05-67-89), lundi, 21 h ; dim., 17 h

ANTOINETTE - SIMONE-BERTRIAU (42-08-77-71), Adèle 30 : 20 h 45, Bouffes Parisiens (42-98-60-24), Pas d'âge pour l'amour : 21 h
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51), Baloché : 20 h, La France, la fièvre tout l'après-midi : 22 h
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Les Versets sataniques : 21 h
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), Voltaire's Folies : 21 h
CRYPTÉ SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31), Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 18 h 30, Bajazet : 20 h 45
DÉJAZET-T.L.P. (42-85-30-31), Patrick Adler lève les dégâts : 21 h
EDGAR (43-20-85-11), Les Babes-Cadées : 20 h 15, Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h
ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68), Plus conviviaux les uns : 21 h
ESPACE MARAIS (45-04-91-55), Le Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 30, La Mouette : 20 h 30, Baudelaire : 22 h 30
GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-80-09), Histoire d'enfer : 20 h 15, Les Bédouins, histoire d'amour : 22 h
GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79), One-man-show André Lamy : 20 h 30
HUCHETTE (43-28-38-99), La Cantatrice chauve : 19 h 30, La Léon : 20 h 30
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince : 18 h 45, Nous, Théo et Vincent van Gogh : 21 h 30, Théâtre rouge, Viol au

dessus d'un nid de poètes : 20 h, La Vie à deux : 21 h 30
MICHOÏÈRE (47-42-86-23), Une journée chez ma mère : 21 h
NOUVEAUTÉS (47-70-52-78), Le Grand Saut : 20 h 30
PALAI ROYAL (42-97-59-81), Un fil à la patte : 20 h 45
PARC DU PRÉ-CATELAN (JARDIN SHAKESPEARE) (42-72-00-33), Les Fourberies de Scapin Festival Molière : 20 h
SENTIER DES HALLES (42-38-37-27), Plaisir d'Alais : 20 h 30
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Y a Farid Chopal : 20 h 15, Oh, ben oui : 22 h
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89), La mère, de Witkiewicz, lundi, 21 h ; dim., 17 h
THÉÂTRE DE NISLE (46-34-61-04), Gertrude morte cet après-midi : 20 h 30
THÉÂTRE DE PARIS (48-78-52-22), Au secours... tout va mieux : 20 h 45
THÉÂTRE DU TAMBOR ROYAL (48-06-72-34), Maa-Han : 21 h 15
THÉÂTRE GRÉVIN (42-33-43-00), Tranches de vie conjugale : 21 h
TOURTOUR (48-87-82-48), Le Silence de la mer : 20 h 30, Le Spectacle du jeu de l'oeil : 22 h 15
VARIÉTÉS (42-33-09-82), La Présidente : 20 h 30

CONCERTS

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, Sinfonietta de Paris, 21 h, Œuvres de Mozart, Vivaldi, Pachelbel, Albinoni. Téléphone location : 42-33-43-00
ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE, Ensemble international de Paris, 21 h, ven. Dir. Daniel-René Paillard. Christian Schneider, Danièle Meyer (mandolines), Œuvres de Vivaldi, Pergolesi, Corelli. Téléphone location : 40-30-10-13
OPUS CAFE (40-38-09-57), Anne Thomas, 22 h, piano, Silvio Failla (violon), Manuel Solana, Eric Fonteny (violoncelle). Œuvres de Schubert, Strauss, Offenbach
SAINT-CHAPELLE (48-61-55-41), Gabriel Fauré, 21 h, ven., sam. Flûte, Œuvres de Bach, Telemann, Paganini, Debussy, Monégger. Téléphone location : 40-30-10-13

PARIS EN VISITES

SAMEDI 18 AOUT
« Outils et ponts de Paris : du pont Neuf au pont Alexandre III », 11 h 30, stève d'Hervé IV, sur le pont Neuf
« Le parc de Soaux et les témoignages de l'ancien château de Colbert », 15 heures, grilles d'entrée, dans l'axe de l'allée d'honneur (Monuments historiques)
« Le château d'Ecrouen, Musée national de la Renaissance », réservation au 42-26-50-52, 13 h 30, gare du Nord, monument aux morts (D. Bouchard)
« Hôtels et passages pittoresques du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, parvis de la Madeleine (M.-C. Lasserre)
« L'Opéra de Charles Garnier », 14 h 30, dans l'entrée (C. Merle)
« L'Institut : histoire des Académies sous la Coupole et les curiosités du quartier », 14 h 45, 23, quai Conti (D. Fleury)
« Du petit cimetière de Belleville au nouveau quartier Besson-Remponeau », 14 h 45, métro Télégraphe (V. de Langlade)
« L'Assemblée nationale, La Palais-Bourbon, de N° de Nantes au Grand Condé. Salle des séances et histoire de l'hôtel de Lassay (carte d'identité), 14 h 45, sortie métro Assemblée-Nationale (J. Haulier)
« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé)
« Saint-Germain-l'Auxerrois, paroisse des rois de France », 16 heures, devant le portail principal (Connaissance de Paris)
DIMANCHE 19 AOUT
« La vie quotidienne au Palais-Royal : histoire d'une noble demeure, de Richelieu à nos jours », 11 h 30, sortie métro Palais-Royal, côté Louvre des Antiquaires
« La naissance de Paris ou l'histoire de Lutèce à la crypte archéologique du parvis de Notre-Dame », 15 heures, entrée de la crypte, sur le parvis, côté préfecture de police (Monuments historiques)
« Galerie dorée de la Banque de France » (carte d'identité, nombre limité), 10 h 30, 2, rue Radziwill
« Basilique de Saint-Denis et tombeaux des rois », 14 h 30, sortie métro Saint-Denis-Basilique (D. Bouchard)
« Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures et 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'art et d'ailleurs)
« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 15, portail central de la basilique (Lutèce visites)
« Le jardin du Luxembourg, de Marie de Médicis aux sculpteurs du dix-neuvième siècle », 14 h 30, métro Luxembourg, sortie jardin du Luxembourg, dans le jardin (Connaissance de Paris)
« Académie française et Institut », 15 heures, 23, quai Conti (C. Merle)
« Ancienne cour des Miracles et rue Montorgueil », 15 heures, sortie métro Sentier (Résurrection du passé)
« Le Saint-Louis », 15 heures, 45, quai Bourbon (Paris et son histoire)

CONFÉRENCES

DIMANCHE 19 AOUT
« 1, rue des Prouvaires, 15 heures : L'arme secrète du chrétien », par M. Jodin ; « Sainte Hélène et la triomphe de la Croix », par Nerys

Le Monde

NUMERO HORS SERIE

DE GAULLE



« C'était à moi d'assumer la France » Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire de la naissance et du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin, le Monde consacre un numéro hors série au général de Gaulle.
Peu de personnalités ont marqué comme lui de leur empreinte notre histoire contemporaine. Pour mieux comprendre l'homme, sa fascination pour la France libre, ses convictions, la portée de son action politique, le Monde a effectué une sélection d'articles parus dans ses colonnes depuis sa création.
Le Monde retrace tous les grands moments de la vie du général : son engagement militaire, son combat pour le rang mondial à la nation, son rôle dans la création de nos institutions. Le Monde relate aussi ses treize années au pouvoir, la décolonisation, sa détermination dans le choix d'une force militaire de dissuasion. Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 et l'héritage qu'il a légué aux hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors série du Monde, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'État.

30 FRANCS
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____
PAYS : _____
FRANCE (métropole uniquement) _____ Nombre d'ex. : _____ x 35 F (port inclus) = _____ F.
DOM-TOM et ÉTRANGER _____ Nombre d'ex. : _____ x 40 F (port inclus) = _____ F.
Bulletin et règlement à retourner à :
Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falguère, 75501 Paris cedex 15 - France. LM/1/4

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 17 août

TF 1

20.30 Jeux : Interviues. Epinal - Châteaufort.
22.30 ► Magazine : Les 90 rugissants. Les seconds rôles de la télévision : Pôpé entre en résistance : Il n'est pas le dernier des Mohicans : Attention danger : L'homme battu. Série : Mercel Sylvestre. 0.25 Journal.

A2

20.40 Série : Profession comique. Coluche et la politique. Série : La belle Anglaise. 21.35 Journal et Métro. 22.45 Cinéma : Kes. ■■ Film britannique de Kenneth Loach (1969).

FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. Poisson d'argent. 21.30 Journal et Métro. 21.55 Cinéma : Comme un roseau. D'Alain Chenaut. 23.30 Cinéma d'animation : De l'autre côté. Films de D. Guyonnet, N. Dufour et F. Bruel. 0.00 Musique : Carnet de notes. Sonate d'Arpeggione à en la mineur, 2^e et 3^e mouvement, de Schubert.

CANAL PLUS

20.30 Série : Deux solistes en duo. 21.20 Sport : Boxe.

LA 5

20.35 Téléfilm : Drame en trois actes. De Gary Nelson. Série : L'inspecteur Derrick. Les travailleurs de l'ombre (rediff.). 0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : La ninia attaque. 22.10 Série : Clair de lune. 23.00 Série : Les années coup de cœur. 23.30 Magazine : Avec ou sans rock. 0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : L'arbre mort. De Joseph Morder. 22.35 Vidéo-danse : Les loutres. De Claude Mourilès.

23.05 Documentaire : Barenboim joue Beethoven.

FRANCE-CULTURE

20.00 Le pays d'ici. En Auvergne : les monts Cézail et les pays coupés. 20.50 Le roman du Rhin. 22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'épervier. 22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Le groupe de Kip Hanrahan ; Jack Bruce ; Le duo tchécoslovaque les Bihova-Pavac ; Jacques Mahut et son quintet. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Nuits bleues. Mississippi John Hurt.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 A la fraîche. 21.30 Concert (en direct du Festival de la Roque-d'Anthéron : Sonate pour piano n° 21 en si bémol majeur D 960, de Schubert ; Intermezzi pour piano op. 117 (3), Variations sur un thème de Haendel pour piano op. 24, de Brahms, par Gerhard Oppitz, piano. 23.07 Nuits chaudes. Les nuits de la pleine nuit. 0.58 Les valses de l'été.

Samedi 18 août

TF 1

14.25 La Une est à vous (suite). 15.45 Tiercé à Deauville. 15.55 La Une est à vous. 16.00 Série : Joëlle Mazart. 17.45 Magazine : Trente millions d'amis. La SPA d'Armor : Les conseils de l'été : Jeu : Sacré-croû : Boniques été : Le cheval aveugle. Série : Paire d'as. 19.05 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal. Métro. Tapis vert et Loto. 20.35 Variétés : Fou rire. 22.10 Série : Columbo. 23.50 Magazine : Formule sport. 0.45 Journal et Métro.

A 2

14.20 Série : Larry et Bald. 14.50 Magazine : Sports passion. Golf : Athlétisme. 17.25 Série : Un duo explosif. Magazine : Villa de star. Mylène Demongeot et Marc Simonet. 19.00 Feuilleton : Chateaufort. 20.00 Journal et Métro. 20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard. 21.45 Série : Les brigades du Tigre. 22.40 Documentaire : Derniers Far-West (rediff.). 2. L'Ouest australien. 23.35 Journal et Métro. 23.50 Variétés : Les concerts imaginaires. Avec The Stray Cats, Les Beatles, Sting, David Bowie, Smokey, Aretha Franklin, Chris Farrow, Queen, Ry Cooder, Whitney Houston, The Ramones, Freddy King, Frankie Goes to Hollywood.

FR 3

14.00 Magazine : Racines. Présenté par Michel Polac. La France est-elle xénophobe ? De 15.00 à 19.00 La Sept. 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. De 20.00 à 0.00 La Sept. 15.15 Documentaire : Les allumés... Raid delta au Maroc. 15.45 Téléfilm : Le dernier record. De Tony Maylam. 17.15 Documentaire : Jacques le dauphin. D'Alain Traill. 18.10 Cabou cadin.

En clair jusqu'à 20.30

19.30 Flash d'informations. 19.35 Top 50. 20.30 Téléfilm : Face à la mort. De Larry Shaw. 22.05 ► Documentaire : Tarzan fait son cinéma. Présenté par Marc Tesson. 22.45 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Tarzan et le safari perdu. ■ Film américain de Bruce Humphreys (1958). 0.20 Cinéma : Cambodge Express. Film américano-thailandais d'Alex King (1983).

LA 5

15.25 Les héritiers (rediff.). 17.00 Un juge, un fils (rediff.). 18.00 Drôle de cirque. 18.10 Série : Ripside. 19.00 Journal images. 19.10 Divertissement : Les mœurs de la vidéo. 19.45 Journal. 20.30 Drôles de sports. 20.35 Série : Balles perdues. De Hans Noever, avec Götz George, Eberhard Feik. Le commissaire Schimanski mène l'enquête. 22.15 Magazine : Désir. 23.10 Sport : Football. Résultats du championnat de France. 23.15 Humour : Smaïn au Café de la gare. Enregistré en 1988. 0.10 Journal de minuit.

M 6

14.15 Série : Roseanne. 14.40 Série : Dakari. 15.25 Série : Laramie. 16.10 Magazine : Adventure. 16.20 Série : Section 4. 17.10 Série : L'homme de fer. Informations : M6 express. 18.05 Variétés : Multitop. 19.30 Magazine : Turbo. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : L'homme sandwich. De Michel Polac, avec Jacques Denis, Mireille Franchino. Un paysan contre un projet d'autoroute. 22.10 Documentaire : Une femme dangereuse. De Gary Nelson, avec Don Murray, Walter Pidgeon. Une célèbre actrice a disparu. Un producteur mène l'enquête. 23.25 Six minutes d'informations. 23.30 Les privés de la nuit. Série :

En clair jusqu'à 20.30

0.20 Peter Gun ; Mister Lucky. Musique : Rap line. Enregistrement présenté par Olivier Cachin. 1.00 Musique : Boulevard des clips. 15.00 Magazine : Imagine. 15.30 Documentaire : Hôtels, the story. Le grand hôtel et des Palmes - Palermes. 16.30 Documentaire : La mer en mémoire (2). De Lazlo Szabo. 16.55 Documentaire : Occidentales (2). 18.00 Reportage : Les lycéens font du théâtre. De Richard Ugoini. 18.25 Reportage : Option théâtre. De Richard Ugoini. 19.00 Documentaire : Questions sur le théâtre. De Jean-Claude Lubitzchansky. 19.45 Vidéo-danse : Virevoite. 20.00 Documentaire : Histoire parallèle. 21.00 Documentaire : Nulles, la vallée perdue. De Lu Yue. 22.25 Soir 3. 22.40 Danse : Groosland. Ballet de Magry Marin. 23.35 Documentaire : Roman Opalka. De Christophe Lottion.

FRANCE-CULTURE

19.30 Dramatique. Neige ou le grillon amoureux, de Romain Weingarten. 21.00 Apotrophes : Portrait d'une émission littéraire. 22.35 Musique : Nocturne. La Roque-d'Anthéron, dixième Festival international de piano. Œuvres de Schumann, Scriabine, par Claire Désert, piano. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Les cinglés du music-hall. 20.05 Plages privées. 21.30 Concert (en direct du Festival de la Roque-d'Anthéron) : Quatuor à cordes n° 79 en ré mineur op. 76 n° 5, de Haydn ; Quatuor pour piano et cordes en ré mineur op. 34, de Brahms, par Grégory Schö, piano, et le Quatuor de Cleveland. 23.05 Le monde de la nuit. Les sept péchés capitaux. La perresse.

Dimanche 19 août

TF 1

10.05 Club Dorothée. 10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur. 11.23 Météo des plages. 11.25 Magazine : Auto-moto. 11.55 Jeu : Toumaz... manège. 12.25 Jeu : Le juste prix. 12.55 Météo et journal. 13.20 Série : Un flic dans la Mafia. 14.10 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.00 Série : Marie Pervenche. 16.20 Tiercé à Deauville. 16.25 Série : Côte Ouest. 17.15 Dessins animés : Disney parade. 18.25 Magazine : Téléfoot. 19.20 Divertissement : Vidéo gaga. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Cartouche. ■■ Film français de Philippe de Broca (1961). Avec Jean-Paul Belmondo, Claude Carrière, Odile Versois. 22.35 Magazine : Ciné dimanche. 22.40 Cinéma : Meurtres à domicile. ■■ Film franco-belge de Marc Lober (1982). Avec Anny Duperey, Bernard Giraudeau, André Serre. 0.15 Journal et Métro.

A 2

10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Messe, célébrée en l'abbaye Saint-Louis-du-Temple à Limon-Vauhallan (Essonne). 12.05 Jeu : Bonne question, merci de l'avoir posée. Animé par Lionel Cassan. 12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2. Animé par Georges Belier. 13.00 Journal et Métro. 13.20 Série : Détective gentleman. 14.15 Documentaire : La planète des animaux. Le royaume de l'Atlantique. 1. Au gré des courants. 15.10 Série : Coupable ou non coupable. Un rapit crapuleux, de Gianluigi Calderone. 16.40 Documentaire : La planète de l'aventure. Le ciel et la bous, de Pierre-Dominique Gassseau. 17.35 ► Série : Cantara. Le masque de Magon, de Jean Segole, avec Alain Doucet, Marie-Noëlle Eusebe. 18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Grand Prix de Berlin, Zurich, Cologne et championnat de France de course de montagne : Equitation : CHIO de Rotterdam ; Football : championnat de France ; Aile delta : championnat de France ; Cyclisme : Tour du Limousin ; Canoë-kayak : Coupe du monde ; Rugby : Résultats sportifs de la semaine. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Métro. 20.40 Série : La gorille. La gorille se mange froid, de Joseph Ruanaik. 22.10 Feuilleton : Nord et Sud (3^e épisode). 23.45 Journal et Métro. 0.00 Magazine : Musiques au cœur de l'été. D'Eve Ruggieri.

FR 3

11.30 Magazine : Mascarnes. 12.00 Flash d'informations. 12.05 Magazine : Estivales. Festival mondial de foires de Compiègne : clôture. 12.45 Journal. 13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Musicales. Symphonie alpestre, de Richard Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. Theodor Guschlbauer. 14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Golf : Tennis : Coupe Annie Solisbuit ; Cyclisme : Tour de Drôme ; Automobile : Raid Renault Mexico ; Beach Volley : Fun génération :

Voile : Tour de France ; Football : Histoire de la Coupe du monde

17.30 Magazine : Montagne. Portrait de chasseur avec chamots, de Claude Andrieux et Jacques Mouriquand. 18.00 Amuse 3. Mollérisme : Les tortues. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 20.00 Série : Benny Hill. 20.35 Documentaire : La guerre d'Algérie. De Peter Barry et Jacques Cogniaux. 2. Un problème de conscience. 21.30 Série : Il était un musicien. De Jean Valère, avec Jean Reney, Yves Thuillier. 2. Monsieur Eric Satie. 22.00 Journal et Métro. 22.25 Magazine : Le divan. Invité : Mathieu Carrière. 22.45 Cinéma : Le grand jeu. ■■ Film français de Jacques Feyder (1934). Avec René Ball, Françoise Rosay, Charles Vanel. 0.35 Musique : Carnet de notes. Sonate n° 21 op. 53 en ut majeur, 1^{er} mouvement, Allegro con brio, de Beethoven, par Gisèle Magnan, piano.

CANAL PLUS

9.25 Cinéma : Bunker palace hôtel. ■■ Film français d'Enki Bilal (1989). Avec Jean-Louis Trintignant, Carole Bouquet, Benoît Régent. 11.00 Cinéma : Police Academy 5. ■■ Film américain d'Alan Myerson (1988). En clair jusqu'à 13.35. 12.30 Flash d'informations. 12.35 Série : Allô ! Allô ! 13.05 Documentaire : Australie, un autre monde. De David Parer. 13.35 Dessins animés : Découpe pas Bunny. 15.05 Série : Deux solistes en duo. Pochettes-surprises. Phénomène. 16.10 Documentaire : Etosha, un lac au cœur du désert. De David et Carol Hughes. 17.00 Magazine : Mag max. De Didier Roussan. 18.00 Cinéma : Un père et passe. ■■ Film français de Sébastien Grall (1989). Avec Pénélope Schellenberg, Eddy Mitchell, Guy Marchand. En clair jusqu'à 20.30. 19.25 Flash d'informations. 19.30 Les superstars du catch. 20.30 Cinéma : Nocturne indien. ■■ Film français d'Alain Corneau (1989). Avec Jean-Hugues Anglade, Clémentine Céleri, Oly Taugel. 22.15 Flash d'informations. 22.20 Sport : Football. Côte d'Azur-Milan AC. 0.10 Cinéma : La princesse de Clèves. ■■ Film français de Jean Delannoy (1961). Avec Jean Marais, Marina Vlady, Jean-François Poron.

LA 5

11.05 Série : Shérif fais-moi peur. 12.05 Série : Wonder woman. 13.00 Journal. 13.30 Téléfilm : La part du feu. De Chris Boucher. 15.05 Série : Madame le juge (rediff.). 16.35 Série : Un juge, un fils. 17.35 Drôles d'histoires. 17.55 Série : Ripside. 18.45 Journal images. 18.50 Série : L'enfer du devoir. 19.45 Journal. 20.30 Drôles de sports. 20.35 Téléfilm : Le paradis des requins. 22.20 Magazine : Ciné Cinq. 22.30 Cinéma : Y a un ce dans la moutinette □

Film français de Raoul André (1974). Avec Michel Galabru, Daniel Prévost, Paul Préboist.

0.00 Journal de minuit.

M 6

10.30 Téléfilm : Sur les ailes du tigre. De Rolf de Hae, avec Gordon Poo, Cos Naviu. 11.55 Informations : M6 express. 12.05 Informations : Sport 6 première. 12.15 Série : Mon ami Ben. 12.40 Série : Les routes du paradis. 13.50 Série : Roseanne. 14.20 Série : Sam et Sally. 15.20 Série : Laramie. 16.05 Documentaire : Chasseurs d'images. 16.20 Série : Section 4. 17.10 Série : L'homme de fer. 18.00 Informations : M6 express. 18.05 Série : Clair de lune. 19.00 Magazine : Culture pub remix. 19.30 Série : Les années coup de cœur. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6. 20.35 Téléfilm : Un jour, un mur. De Desmond Davis. Avant que le mur de Berlin s'écroule. 22.20 Six minutes d'informations. 22.25 Téléfilm : Les mutants de la Saint-Sylvestre. De Norman J. Warren, avec Suzy Anichson, Nikki Brooks. Sur une île hostile. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Les privés de la nuit. Série : Peter Gun ; Mister Lucky. 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

14.30 Cours d'Italien (7). 15.00 Feuilleton : L'or du diable (5^e épisode). 16.00 Série : C'est notre univers. 16.30 Documentaire : Les instruments de musique et leur histoire. 17.00 Documentaire : Figures de la foi (1). 18.00 Téléfilm : L'arbre mort. De Joseph Morder. 19.35 Vidéo-danse : Les loutres. De Claude Mourilès, sur une chorégraphie de Jean-Claude Gallots. 20.05 Documentaire : Barenboim joue Beethoven. 21.00 Série : Médecins des hommes (El Salvador, de Forestano Vancini). 22.30 Ragazzo. De Vincent Martorana. 23.00 Documentaire : Le temps des cathédrales (8).

FRANCE-CULTURE

19.30 Le bon plaisir de... André Chastal (rediff.). 22.35 Musique : Nocturne. La Roque-d'Anthéron, dixième Festival international de piano. Œuvres de Rameau, par Olivier Beaumont, clavier. 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 La vie de château. Abbaye de Saint-Amand-de-Colly. Œuvres de Gibbons, Byrd, Allegri, Tallis, Gilles, Sheppard. 23.05 Library of Congress.

Audience TV du 16 août 1990

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDER LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	34,4	Santa-Barbara	Chateaufort	Actual. rép.	Top 50	Films Haval	Explos...
		13,8	22	13,8	1,2	2,1	1,8
19 h 45	38,6	Roue fortune	Chateaufort	19-20 Infos	Top 50	Journal	Dis donc papa
		18,3	3,5	10,0	2,2	2,8	1,8
20 h 15	47,7	Journal	Journal	La classe	Scruples	Journal	M... est servie
		22,0	10,4	7,1	0,9	3,3	3,5
20 h 55	52,1	Orages d'été	Jeu sans...	Chocs titans	Cambodge	Occasion...	Tot mon fils
		15,7	12,1	13,9	1,4	8,9	3,7
22 h 05	45,7	Orages d'été	Agès tendres	Chocs titans	Temple d'or	Bandes ann.	Tot mon fils
		18,3	3,8	16,8	1,4	2,3	4,5
22 h 44	25,9	Ballon mort	Agès tendres	Soir 3	Temple d'or	Deux fics...	Blondes...
		4,2	7,9	5,6	1,3	5,0	1,7

ÉCONOMIE

La libéralisation de l'économie soviétique

BILLET

Dollar : une baisse acceptable ?

« La hausse du dollar au-dessus de ses niveaux actuels » n'est pas acceptable, déclarent solennellement les membres du groupe des Sept au terme de leur rencontre du 23 septembre dernier. La devise américaine valait alors 6,45 francs et 1,90 deutschemarks, et les banques centrales des principaux pays s'efforcent d'intervenir afin d'empêcher la hausse de se poursuivre.

Moins d'une année plus tard, le dollar est tombé à son plus bas niveau historique contre le mark (1,55 DM), et il faut remonter à 1981 pour le retrouver à si bon marché contre la monnaie française (5,21 francs). Cette chute de 20 % en l'espace d'un an n'a pour l'instant suscité que peu d'émotion. Pas de prise de position officielle ni d'achats de soutien de la part des instituts d'émission. Même les déclarations de telle ou telle personnalité américaine ou japonaise, qui abondent habituellement en période de turbulences sur les marchés des changes, sont curieusement absentes des écrans des cambistes.

La situation paraît d'autant plus paradoxale que la faiblesse du billet vert intervient au moment où la situation internationale est extrêmement tendue. Le dollar ne serait-il donc plus la valeur refuge vers laquelle affluent les capitaux dès qu'ils se sentent menacés par un conflit ?

Les investisseurs ont beau être frileux, leurs frissons ne leur font pas perdre le sens des affaires. Pourquoi donc achèteraient-ils du dollar alors que la rémunération dont il est assorti est presque deux fois inférieure à celle de la peseta espagnole, à un moment où les États-Unis dépensent une fortune pour affirmer leur présence dans le Golfe ?

D'aucuns pourraient conclure que l'Europe est désormais la place refuge, alors que les États-Unis, au bord de la récession et impliqués dans un conflit qui affecte leurs capacités financières, sont totalement délaissés par les investisseurs. Ce serait aller un peu vite. Car, dès que les taux d'intérêt outre-Atlantique paraissent plus attractifs, ou que l'Europe subira des revers économiques, le billet vert pourra regagner du terrain. La faiblesse de la monnaie américaine allège en Europe les conséquences de la flambée du brut, mais stimule les exportations américaines. Le groupe des Sept se retrouve, normalement, en septembre. Jugera-t-il, alors, que la baisse du dollar au-dessus de ses cours actuels est inacceptable ?

F. L.

(Lire nos autres informations page 20.)

Boeing va expérimenter l'agriculture dans l'espace pour la NASA

Boeing a été choisie par la NASA (National Aeronautics and Space Administration) pour expérimenter des cultures végétales dans l'espace, selon un communiqué publié jeudi 16 août par la firme aéronautique américaine.

Les équipes scientifiques de la division espace et électronique de Boeing disposeront d'un budget de 884 000 dollars (4,5 millions de francs) pour construire une station expérimentale à bord d'un satellite qui devra être mis sur orbite en 1993. « La culture des plantes est rendue difficile dans l'espace par l'absence de gravité », indique M. Mel Oleson, un scientifique de Boeing spécialiste des cultures hydroponiques (cultures réalisées dans des solutions nutritives). Ces études sont menées en prévision de longs voyages d'exploration dans l'espace qui obligeront les équipages de vaisseaux spatiaux à produire leur propre nourriture.

M. Eltsine pose ses conditions pour soutenir les projets de M. Gorbatchev

Interrompant l'un de ses voyages en Crimée l'autre son voyage à travers la Russie, le président de l'URSS, M. Mikhaïl Gorbatchev et celui de la fédération de Russie, M. Boris Eltsine se préparent à s'affronter à Moscou sur le terrain économique.

La commission chargée de préparer un programme de passage à l'économie de marché, dont un premier plan avait été rejeté en mai dernier, doit soumettre un nouveau projet d'ici au 1^{er} septembre. M. Eltsine a réclamé,

jeudi 16 août, que le premier ministre M. Nikolaï Ryjkov soit déchargé de la responsabilité du programme de libéralisation de l'économie. Selon lui, c'est le groupe d'experts formé au début du mois, et dans lequel sont représentées la plupart des Républiques, qui doit désormais concevoir les réformes. Faute de quoi, M. Eltsine estime qu'aucun compromis ne sera possible, et que la République de Russie, la plus importante de l'Union soviétique, appliquera son propre programme — qui prévoit une

dénationalisation très rapide et la libéralisation des prix — indépendamment de celui de Moscou. La Russie a d'ailleurs conclu jeudi 16 août un accord établissant des relations économiques et commerciales directes avec la République de Lituanie à partir de 1991. M. Stanislaw Chataline, proche conseiller de M. Gorbatchev, donne ici son point de vue sur les difficultés du passage à l'économie de marché en URSS. Les industriels français du textile qui se sont rendus récemment au Kazakhstan ont pu constater l'état de délabrement de ce secteur.

La délicate modernisation du combinat textile d'Alma-Ata

Machines vétustes, installations surdimensionnées : le textile-habillement n'échappe pas aux défauts de l'outil industriel soviétique. Avec une difficulté supplémentaire : la nécessité d'adapter une offre encore grossière aux exigences du marché de la mode. Une œuvre de longue haleine, constatent les industriels français qui multiplient les missions d'assistance dans la république cotrière du Kazakhstan. Après le portrait de cette République d'Asie centrale (le Monde du 25 juillet) et celui d'un homme puissant, le patron de la première centrale d'achat alimentaire d'URSS, (le Monde du 31 juillet), cet état des lieux du textile kazakh poursuit notre série de reportages consacrée à l'économie soviétique.

ALMA-ATA

de notre envoyée spéciale

Mille neuf cent vingt métiers à tisser alignés à perte de vue et entrecoupés par des panneaux qui indiquent la production réalisée par rapport aux objectifs du Plan. Dans le hall d'entrée, comme au bon vieux temps du stalinisme, les photos des travailleurs méritants sont exposées, alors que dans le bureau de la directrice un portrait de Gorbatchev, « nettoyé », c'est-à-dire où a été effacée la tache de vin qu'il a sur le front, est accroché au mur. Le combat de coton d'Alma-Ata, cette capitale de la République du Kazakhstan, ancienne étape sur l'historique Route de la soie, reflète assez bien l'état des usines de textile et d'habillement visitées entre le 11 et le 15 juin dernier par une délégation du groupe textile franco-soviétique.

« Obsolescence et gigantisme », ont diagnostiqué ces industriels. Ils estiment en effet que les équipements ont, dans la plupart des cas, dix à trente ans de retard. Quant à la taille et à la production de ces combinats, elles donnent le vertige : ces systèmes de production intégrés qui vont de la matière première au produit fini emploient plusieurs milliers de personnes et fabriquent 130 millions de mètres de tissu ou 840 000 manteaux. Le combinat de fourrure traite chaque année 800 000 moutons, 200 000 visons et autant d'astrakans !

Le casse-tête de la productivité

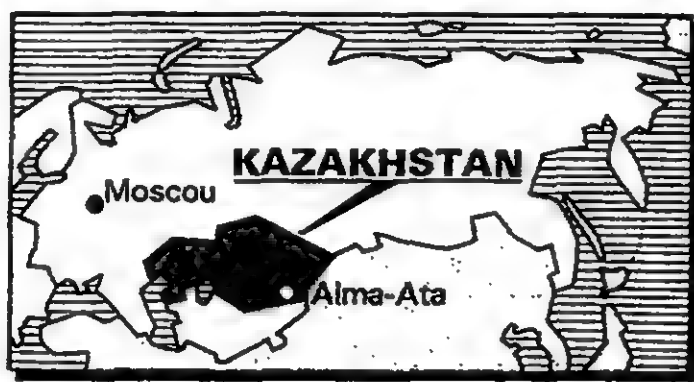
Néanmoins, l'autorisation de visiter les usines et de discuter directement avec leurs directeurs est un extraordinaire changement par rapport au passé. « Il y a une quinzaine d'années, nous avions envoyé à 22 reprises 22 wagons de matériel. Mais il n'a jamais été possible d'en connaître la véritable destination », se souvient M. Georges Bent, chef de division chez Schlumberger & Co, un fabricant de machines textiles. Aujourd'hui non seulement les Soviétiques montrent leur outil de production, mais en plus ils réclament des conseils pour le moderniser. Certains Français se sont d'ailleurs engouffrés dans ce créneau.

C'est le cas d'Albert, une entreprise cholestaïse spécialisée dans le vêtement pour enfants qui s'est lancée dans l'ingénierie. Elle y a gagné, en 1989, 117 millions de francs sur un chiffre d'affaires total de 470 millions de francs. Cette somme représente justement la facturation des contrats signés avec quatre usines soviétiques. Douze salariés d'Albert sont d'ailleurs actuellement en URSS pour achever la réalisation des contrats. A Alma-Ata, cette activité est dirigée par M. Michel Dorger.

Affilié du titre de superviseur général, ce barbu jovial connaît par cœur son petit monde soviétique. Il a notamment suivi au jour le jour la préparation et l'exécution de la modernisation de l'usine du 1^{er} Mai, dirigée avec poigne par M^{me} Moukida, et où 2 000 personnes produisent 3 millions de vêtements pour femmes et enfants. Signé en février

1989, le contrat, d'un montant de 3,6 millions de roubles, pour la modernisation de cette usine a été amputé au dernier moment de 30 %. Il a donc fallu conserver quelques vieilles machines condamnées à la casse.

Aléa, tout a été refait ou presque, y compris les vieux planchers de bois remplacés par des dalles de marbre. Pour travailler sur certains matériels tels que les machines de découpe et de tracé automatique de Lectra Systems, une trentaine de personnes sont allées faire des stages en France. Du coup, quelques aberrations ont été



évités, comme celle découverte dans une autre usine où l'on a ralenti la vitesse de la table de tracage pour l'adapter à celle de l'écoulement des points à encre soviétique !

Pour autant, la modernisation d'une usine en URSS ne donne pas nécessairement des résultats comparables à ceux constatés dans nos pays. Si la formation n'y est pas d'un mauvais niveau, la polyvalence y est peu pratiquée : alors qu'en France, un technicien est à la fois électronique, électricien et mécanicien, dans une usine kazakh, trois personnes différentes assurent ces tâches. En ce qui concerne les améliorations de productivité liées à la modernisation, l'affaire tourne au casse-tête : l'interdiction de licencier empêche d'économiser sur les effectifs ; quant à l'éventualité de produire plus, elle se heurte au système de distribution des matières premières fixées par les organismes officiels.

Au-delà de ces aspects parfois ubuesques, le manque de moyens financiers rend pathétiques certains discours. Les responsables des combinats savent en effet que, passé la période de garantie, ils devront, en cas de panne, payer les réparations des machines. Or ce genre d'opérations se fait en devises, une monnaie particulièrement rare en URSS. Du coup, ils révent d'exportations qui leur permettraient de remplir leurs caisses. Mais là aussi l'affaire est loin d'être simple : pour exporter, il faut obtenir une licence délivrée par le pouvoir central, plutôt chiche de ce genre d'autorisation pour les biens de consommation. En outre, les produits fabriqués au Kazakhstan ne sont pas particulièrement adaptés aux goûts des consommateurs des pays à devise forte.

Délais de paiement

A l'usine Youri-Gagarine, l'accueil est chaleureux, une ouvrière transformée en mannequin pour l'occasion enfle quelques vestes et manteaux de la collection. Plutôt réussies, la coupe et la façon sont admirables par la texture de tissu. Car les Kazakhs semblent avoir entrepris la modernisation de l'aval de la production avant d'avoir réalisé celle de l'amont. Résultat : les tissus, toujours fabriqués en petite largeur, sont épais et se tiennent déessement raides. « Les consommateurs européens préfèrent maintenant les lainages plus légers et plus souples. Avant d'exporter, il faut aller dans les salons pour y étudier les marchés », conseillent prudemment les industriels français.

Faire des affaires avec l'URSS n'offre pas une garantie de bénéfices immédiats. Lors de la réunion plénière, M. Daniel Olsenhender, directeur commercial chez Lectra Systems, qui conduisait la délégation française, a mis en garde M. Anatoli Pouchkine, vice-président du comité

d'état pour l'industrie légère : « Les délais de paiement sont beaucoup trop longs. Dans certains cas, ils atteignent huit mois, ce qui est difficile à supporter pour nos entreprises. En outre, le volume d'affaires n'est pas suffisant et il n'est pas concevable qu'une firme puisse continuer à investir sans un minimum de contacts. »

A cela les Soviétiques rétorquent que les Français sont trop timorés, notamment pour la constitution de sociétés mixtes. Ceux-ci, en effet, hésitent encore à s'engager dans des associations dont ils ne sont pas sûrs de pouvoir contrôler les coûts de

fonctionnement. Certains, il est vrai, ont été suffisamment échaudés par la période de prospection pour avoir repéré quelques chausse-trappes et contraintes du système. Après dix-huit ans de prospection, la société alsacienne Superta, numéro un mondial de la thermo-fixation pour les tapis, est enfin parvenue à arracher quelques contrats. « Il a fallu installer pendant un mois une des nos machines dans une usine de Pinsk en Biélorussie. L'investissement s'élevait à près de 1 million de francs, sans la moindre certitude de commande », explique M. François Walburger, directeur des ventes. Les entreprises doivent aussi trouver et rémunérer en conséquence les cadres et les techniciens qui se retrouvent confrontés dans certaines régions à des conditions de vie et de travail difficiles : salaires pas débattus, manque d'entretien des machines, difficultés et lenteur pour l'acheminement des pièces détachées, sans compter les conditions de vie sur place, pénibles, marquées par le manque de nourriture ou d'eau potable. Cependant, ils parient sur un marché de 284 millions d'habitants, que les industriels des autres pays, Allemands et Italiens notamment, sont en train de prospecter.

FRANÇOISE CHIROT

Les Japonais passent par la Grande-Bretagne et les Pays-Bas pour entrer en Europe

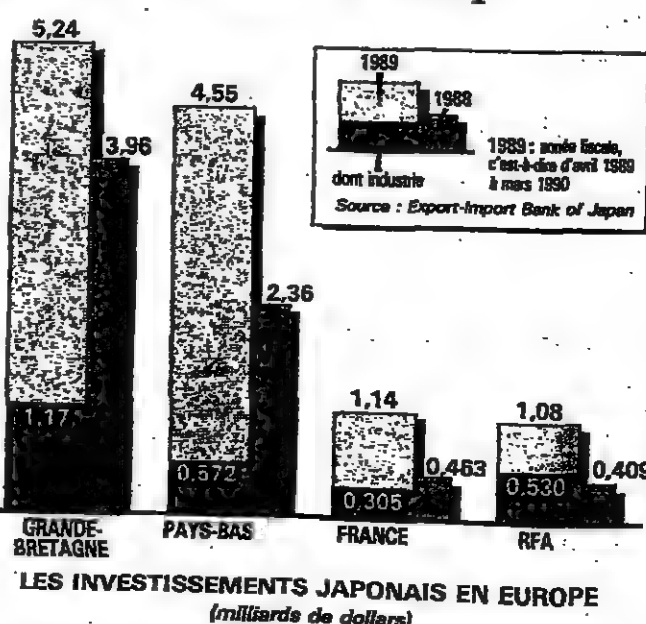
Les entreprises japonaises ont pris l'Europe pour cible. Intéressées par les bonnes perspectives des marchés du Vieux Continent, elles ont multiplié leurs investissements en Europe depuis fin 1987.

L'an passé — pour la période fiscale japonaise qui va d'avril 1989 à mars 1990, ils ont atteint 14 milliards de dollars (73 milliards de francs).

Une nouvelle hausse de 69 % après celle de 33 % enregistrée en 1988-1989.

La moitié de ces investissements sont consacrés au rachat d'entreprises européennes comme l'a illustré la reprise du fabricant britannique d'ordinateurs ICL par Fujitsu en juillet.

Les grosses opérations récentes ont été : l'achat du britannique Crosfield Electronics par Fuji pour 369 millions de dollars, la prise d'une participation de 5 % dans les assurances Victoire par Dai-ichi pour 350 millions de dollars ou de 54 % de l'allemand Hugo Boss par Leyton House pour environ 300 millions de dollars.



Si tous les Douze sont concernés par ces investissements, les entreprises japonaises privilégient pourtant la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Ces royaumes constituent deux portes d'entrée ouvertes sur le grand marché de 1993.

سكزا لمن زلجل

ÉCONOMIE

ENERGIE

Après deux jours de fermeture

Les pompistes corses ont mis fin à leur grève

Alors que des fermetures sporadiques de stations-service se poursuivaient vendredi 17 août dans le Finistère et dans les zones rurales, les 6 000 détaillants indépendants menaçant de se mettre en grève, les pompistes corses ont repris le travail après un accord intervenu avec les pouvoirs publics.

BASTIA

de notre correspondant

C'est jeudi vers 22 h 40 que M. Alain Bidou, préfet de la région Corse, a annoncé à Ajaccio la signature d'un accord avec les syndicats professionnels de détaillants en carburants de l'île, mettant fin à la grève observée depuis le mercredi 15 août au matin par les pompistes des 170 stations-service de Corse.

L'accord garantit une marge béné-

ficiare de 25 centimes hors taxes par litre d'essence super vendu à la pompe. Cette marge qui était en moyenne de 28 centimes avait été réduite à 18 centimes depuis la semaine dernière, alors que les compagnies pétrolières avaient unilatéralement augmenté leurs prix en même temps qu'entraînaient en vigueur, samedi, le décret ministériel plafonnant les prix de vente du carburant.

Les deux journées de grève des pompistes insulaires n'ont pas eu de conséquences réellement fâcheuses. Les services de médecine d'urgence et de secours incendie ont été normalement approvisionnés tout au long du conflit tandis que les employés des deux dépôts de carburant de l'île, occupés depuis jeudi matin par les pompistes, ont pu approvisionner les compagnies aériennes. Depuis vendredi matin à 5 heures, les pompes à essence de l'île sont toutes rouvertes au public.

MICHEL CODACCIONI

CONJONCTURE

+ 0,4 % par rapport à juin

Forte hausse des prix de détail aux États-Unis en juillet

Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en juillet aux États-Unis par rapport au mois de juin. Cette hausse assez forte succède à une augmentation de 0,5 % en juin et de 0,2 % en mai. Sur un an (juillet 1990 comparé à juillet 1989), la hausse est de 4,4 %.

Mais depuis le début de l'année, le rythme de la hausse des prix s'est accéléré : il atteint 5,8 % en rythme annuel sur les sept premiers mois de l'année contre 4,6 % pendant la même période de l'année dernière.

Encore le résultat de juillet a-t-il été freiné par la baisse des prix du pétrole. Le département du travail qui publie les statistiques de prix calcule un indice excluant l'énergie et l'alimentation dont les varia-

tions sont tellement fréquentes qu'elles gênent la perception du rythme réel de l'inflation, que reflète largement l'évolution des coûts de production. Cet indice «expurgé» a augmenté de 0,6 % en juillet. Bien évidemment la crise du Golfe va faire progresser fortement au cours des prochains mois la «composante «énergie» dans l'indice.

Les dernières prévisions de l'OCDE, qui tablent sur une hausse des prix de détail de 4,8 % cette année après 4,5 % en 1989 et 2,3 % en 1988, seront probablement sensiblement dépassées. La hausse des cours pétroliers risque fort de pousser l'augmentation des prix au-delà des 5 % en 1990.

REPÈRES

BALANCE DES PAIEMENTS

Déficit réduit en juin

La balance des transactions courantes de la France a laissé apparaître en juin un déficit de 1,2 milliard de francs contre 7,6 milliards de francs le mois précédent, en données corrigées des variations saisonnières, d'après les informations publiées jeudi 16 août par le ministère de l'économie. En chiffres bruts et en se basant sur des données estimatives, le solde des transactions courantes a été positif de 1,6 milliard de francs après un déficit de 3,9 milliards en mai.

CONSTRUCTION

Baisse des mises en chantier aux États-Unis

Pour le sixième mois consécutif, le nombre de mises en chantier a baissé de 2,6 % en juillet aux États-Unis, a indiqué jeudi 16 août le ministère du commerce américain. Avec des mises en chantier de 1,15 million d'unités (logements et maisons individuelles) en rythme annuel en juillet (contre 1,38 million en 1989), la construction américaine retrouve en juillet son plus faible niveau depuis celui atteint lors de la récession de 1982 (1,14 million d'unités). La remontée des taux d'intérêt dans l'immobilier et la poussée de l'inflation à la suite de la hausse des prix du pétrole rendent, aujourd'hui, peu probable une reprise de la construction dans les prochains mois.

COISSANCE

Plus 7,4 % en Indonésie en 1989

Le président indonésien, M. Suharto a annoncé jeudi 16 août que son pays avait enre-

gistré en 1989 une croissance économique de 7,4 % et ce, en dépit d'une forte dette extérieure et les faibles prix du pétrole. Selon M. Suharto, l'augmentation des exportations de gaz et de produits non pétroliers explique en partie ce bon résultat, le meilleur depuis huit ans. En 1988, la croissance avait été de 5,1 %. La politique menée depuis 1983 qui vise à réduire la dépendance pétrolière du pays a conduit à une bonne performance dans le secteur non pétrolier. Le secteur pétrolier fournit 40 % des exportations et 35 % des recettes de l'État, contre respectivement 80 % et 60 % au début des années 80.

EMPLOI

Très forte augmentation des rémunérations en Grande-Bretagne...

Le ministère de l'emploi en Grande-Bretagne a annoncé jeudi 16 août que les rémunérations des Britanniques avaient progressé en juin, en données corrigées des variations saisonnières, de 10 % par rapport à juin 1989. En données brutes, la hausse a été de 10,2 % pour l'année terminée en juin. La barre symbolique de 10 % n'avait pas été franchie depuis mai 1982.

... et nouvelle hausse du chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi en Grande-Bretagne a augmenté en juillet dernier de 10 900 en données corrigées par rapport au mois de juin, atteignant 1,829 million, a annoncé le ministère de l'emploi jeudi 16 août. Le taux de chômage est cependant resté inchangé par rapport à juin, à 5,7 % de la population active. Le ministère de l'emploi britannique a estimé qu'une croissance excessive des salaires débouche sur un déficit d'emplois.

INDUSTRIE

Les difficultés de l'horlogerie française

France Ebauches met en chômage technique 400 salariés

Après avoir récemment procédé à la mise en pré-traitement de vingt-sept personnes, la société France Ebauches, numéro un français de l'horlogerie, s'apprete à mettre en chômage technique quelque 400 salariés sur 660. Sept postes vont être supprimés. La direction de l'entreprise justifie ces mesures par la baisse des ventes due à la concurrence japonaise et surtout à l'offensive du numéro deux mondial de l'horlogerie, le groupe suisse SMH (Société suisse de microélectronique et d'horlogerie), dont elle dénonce les pratiques de «dumping».

Les deux tiers des salariés des unités de production de Maté et de Valdoire, dans le Haut-Doubs, seront ainsi mis au chômage forcé pendant dix jours, entre la fin du mois d'août et la fin octobre.

La production de France Ebauches avait porté sur plus de 13 millions de mouvements en 1989 pour un chiffre d'affaires de 321 millions de francs. Pendant le premier semestre 1990, elle a tout juste atteint 900 000 pièces par mois (-10 %) et devrait, selon la direction, encore baisser d'ici la fin de l'année.

TRANSPORTS

Lufthansa va ouvrir de nouvelles lignes à partir de Bonn

La compagnie aérienne allemande Lufthansa a annoncé jeudi 16 août qu'elle ouvrira de nouvelles lignes internationales en novembre à partir de l'aéroport de Bonn/Cologne. Il s'agit de lignes reliant Helsinki, Stockholm, Oslo, Manchester, Dublin, Madrid, Barcelone, Rome, Athènes et Istanbul. Lufthansa utilisera des Boeing-737. La compagnie a annoncé que les villes de Malmö (Suède), Aarhus (Danemark) et Bâle (Suisse) seront également desservies à partir de Bonn/Cologne dès le 11 novembre, avec des avions à turbopropulseurs.

Il s'agit de la plus importante augmentation de dessertes jamais enregistrées par l'aéroport de Bonn/Cologne, dont l'internationalisation constitue un des objectifs de Lufthansa. - (AFP)

□ American Airlines va commander 100 appareils de transport régional. - American Airlines (AMR), la deuxième compagnie aérienne américaine, s'apprete à commander cent appareils de transport régional au consortium franco-italien ATR pour un montant de un milliard de dollars environ (soit un peu plus de cinq milliards de francs). Cette commande est la plus élevée jamais reçue par ATR aux États-Unis. La commande se compose d'ATR-42 (50 places) et d'ATR-72 (66 à 70 places).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Rem. : 45-55-91-82, poste 4330

Alors que l'office des cartels autorise le rachat d'Adidas

Puma affiche des pertes au premier semestre

Le jour même où l'office ouest-allemand des cartels donnait son feu vert au rachat d'Adidas par Bernard Tapie, le fabricant bavarois de chaussures de sport, Puma, le principal concurrent d'Adidas outre-Rhin, annonçait jeudi 16 août, une perte de 3,6 millions de deutschemark (12 millions de francs) au premier semestre.

Les deux frères ennemis (Puma a été fondé par le frère du créateur d'Adidas, à la suite d'une querelle de famille) sont donc logés à la même enseigne.

Puma a vu, il y a deux ans, des actionnaires extérieurs entrer dans son capital (la firme suisse Cosa Liebermann basée à Hongkong, puis la société suédoise Arifmos), à un niveau minoritaire (40,9 %) certes. En juillet, c'était au tour d'Adidas

de changer de mains avec l'arrivée de Bernard Tapie, qui a déboursé 1,6 milliard de francs pour racheter 80 % du capital du numéro un mondial des articles de sport.

Autre parallélisme dans la situation des deux firmes : leurs problèmes financiers. Après deux années dans le rouge, Puma a subi un nouveau coup dur avec l'incendie, en juillet, d'une de ses filiales aux Philippines, au cours duquel un million de paires de chaussures auraient été détruites.

Contrairement à ce qu'ils prévoyaient en février, les dirigeants de Puma ne s'attendent donc plus à un bénéfice à la fin de l'année. Adidas n'a pas encore publié ses résultats, mais les analystes estiment que ses pertes devraient avoisiner les 300 millions de francs en 1989 (le Monde du 17 juillet).

Une ex-vedette du second marché en difficulté

Dépôt de bilan de deux filiales de la Sedri

Après Sodinforg, Asystel, Forum International, une autre entreprise high-tech, cotée au second marché, chancelle : la Sedri est menacée d'un dépôt de bilan imminent. Déjà, l'administrateur provisoire, nommé par le tribunal de commerce de Nanterre il y a quelques semaines, a prononcé jeudi 16 août le dépôt de bilan de deux de ses filiales, V Conseil Application et Fidenotec.

L'entreprise, qui a longtemps été une des valeurs favorites des analystes financiers, distribuait auprès des commerçants des informations télématiques (publicité, services, horoscopes...) sur des consoles achetées à crédit auprès d'orga-

nismes de leasing. Mais les difficultés venant, Sedri et sa filiale de production V Conseil Applications ont cessé de transmettre et de redistribuer les commerçants qui, à leur tour, ont arrêté de payer les entreprises de leasing.

En mars, Bernard Tapie avait envisagé de reprendre l'entreprise. Plus tard, le britannique Ellittech avait caressé un projet semblable, avant de renoncer. Une ultime réunion de concertation avec un reprenneur anonyme a échoué. D'où le dépôt de bilan des deux filiales. Vendredi 17 août, le tribunal de commerce de Nanterre devait se prononcer sur la cessation des paiements de la Sedri elle-même.

SOCIAL

Selon une enquête du ministère du travail

Près de la moitié des salariés en conversion ont retrouvé un emploi en 1989

Le rendement des deux dispositifs de conversion (les congés et conventions de conversion), destinés à favoriser le reclassement des salariés en surcroissance, s'est amélioré en 1989, même si leur succès reste mitigé, selon une enquête du ministère du travail : 1 300 salariés de la centaine de grandes entreprises signataires d'un accord de conversion en 1989 ont opté en faveur d'un congé de conversion, sur les 4 300 qui auraient pu en bénéficier. En 1988, 2 069 personnes avaient bénéficié de ce dispositif qui vise à traiter des opérations d'une certaine ampleur.

Si 47 % des salariés bénéficiaires d'un congé de conversion ont été immédiatement reclassés, seulement 23 % des salariés de plus de cinquante ans, 35 % des femmes et 36 % des ouvriers non qualifiés ont retrouvé un emploi. On observe les meilleurs taux de reclassement dans les secteurs de l'industrie alimentaire (62 %) et des services marchands (58 %).

Avec plus de 30 000 adhérents en 1989 (au lieu de 24 626 en 1988), les conventions de conversion, qui visent à reclasser les salariés menacés de licenciement économique, ont permis à 46 % de ses bénéficiaires de retrouver un emploi : 58,6 % des nouveaux bénéficiaires (au lieu de 44,8 % en 1988) sont issus du secteur tertiaire, tandis que 13,9 % des nouveaux adhérents proviennent d'entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire.

□ General Electric : 1 500 suppressions d'emplois dans la filiale moteurs d'avions. - La filiale moteurs d'avions du groupe américain General Electric (GE), a annoncé jeudi 16 août à Evendale (Ohio), la suppression de 1 500 emplois d'ici à 1992 en raison de la contraction attendue du budget de la défense. La firme, qui a réalisé, en 1989, près de la moitié de ses 6,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires avec le Pentagone, prévoit une diminution de 15 % de ces recettes d'ici à 1992. - (AFP)

Le Monde

L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt
FACE
ILE ST-LOUIS
DUPLIX 150 m², parking.
EMBASSY 45-62-16-40.

pavillons

ST-MARTIN-DU-TERTRE
(Vélodrome) PAVILLON 180 m², 7 000 FF/mois, garage, belle vue, piscine, terrain de 23-213462 Publicité. Cote postale, CH-0001 St-Ger au tel. (Rhone) M. HAMMES ou M. RUDER 19-41-71-418541.

hotels particuliers

GEORGES-MANDEL
(Proche). Très agréable demeure familiale, 8 poses principales, jardin, garage, piscine, etc. Exclusif. LARGIER, 42-85-18-83.

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de société et tous services. 43-55-17-50.

AGENDA IMMOBILIER

LES CHENES A VALCROS

27 VILLAS DE STYLE PROVENCAL, A LA LONDE, DANS LE VAR, EN BORDURE DU GOLF DE VALCROS, DANS UN PARC NATUREL PRIVÉ, AVEC VUE SUR LA MEDITERRANÉE. A PARTIR DE 1 142 900 F T.T.C. SURFACE HABITABLE DE 99 A 126 M²

VISITE SUR RENDEZ-VOUS / DOCUMENTATION SUR DEMANDE
A TOUCH OF GOLF sm. 21 ALLEE DES SAULES 83220 BORMES LES MIMOSAS. TEL. 94 71 77 65 / FAX 94 71 12 05

RARE COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR - DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNE TOUTE L'ANNÉE
CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères
3 837 m² SHON 283 m² 1 433 000 F TTC
4 035 m² SHON 404 m² 1 677 000 F TTC
Visite sur rendez-vous - Documentation sur demande
Possibilité de villas clé en main.
POSIDONIA - DÉPARTEMENT-TERRAINS
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS
Tél. : 94-71-77-65 - Télécopie : 94-64-85-05

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS

APPARTEMENTS ET VILLAS DE QUALITE
A LOUER EN TOUTES SAISONS
Tél. 19 34 72 15 03 84

L'AGENDA

Ameublement

BRADERIE MONSTRE

Salons - Salles à manger, derniers modèles avant fermeture
30, Faubourg Saint-Antoine
75013 PARIS
Tél. : 43-43-05-33 ou 43-43-06-73.

Pensions

de familles

Famille d'accueil agréée pour l'année 1990 garçons ou filles de 12 à 18 ans. Ecoles et activités à prox. Tél. ou par : La Joie à 27230 Saint-Aubin-de-Scellon 32-48-95-82

Stages

FORMATION DE PROFESSEURS DE YOGA avec diplôme du 10.8 au 14.10 à Blois. Centre de Yoga Sivarama, 123, bd de Sébastopol, 75002. T. : 40-26-77-49.

automobiles

ventes

moins de 5 CV

VENDS

FIAT PANDA SHOPPING

ANNÉE 1990
8 500 KM
31 000 FRANCES
Tél. : 42-21-88-16
de 9 heures à 18 h 30

de 8 à 11 CV

A VENDRE

MAZDA 1991 MX-6 GT L. USA
Tél. : 18.1.802-423-0050
Fax : 18.1.802-423-0067

MARCHÉS FINANCIERS

Le rapport de la BRI

Net ralentissement de l'activité bancaire internationale au premier trimestre 1990

Dans son rapport trimestriel publié mercredi 15 août, la BRI (Banque des règlements internationaux), la banque des banques centrales, constate une moindre expansion de l'activité bancaire au premier trimestre de 1990 par rapport aux trois derniers mois de 1989.

Le total des créances externes et internes des banques déclarantes, en augmentation de 202 milliards de dollars au dernier trimestre de 1989, a « seulement » progressé de 136 milliards de dollars dans les trois premiers mois de 1990. Les créances sur les pays hors zone affaiblies, elles aussi, un fort recul (32 milliards de dollars) d'une période à l'autre.

Sur le marché des titres internationaux à plus long terme, le

volume net des fonds collectés (54 milliards de dollars) est en recul de 2,7 milliards essentiellement en raison d'une forte contraction des émissions d'obligations liées aux actions.

Au total, la BRI estime à 105 milliards de dollars le total des financements internationaux nets (contre 139 milliards pour les trois mois précédents). Trois facteurs explicatifs sont avancés : le déclin du prix des actifs au Japon (lié à la forte baisse de la Bourse), les craintes pour les marchés des obligations à haut risque (les junk bonds) aux États-Unis, l'annulation enfin des créances envers le Mexique après la mise en œuvre du plan de réduction de la dette des pays en développement de M. Brady.

Après la vente de 10 % du capital par son frère

M. Vincent Bolloré conserve le contrôle de son groupe

M. Michel-Yves Bolloré, vice-président-directeur général du groupe Bolloré Technologies (industrie, transports, tabac, combustibles et distribution industrielle), a cédé en deux temps pour quelque 275 millions de francs la quasi-totalité de la participation (10 %) qu'il détenait dans le capital de la société dirigée par son frère Vincent.

Au siège du groupe, on se refusait, jeudi 16 août, à tout commentaire sur le nom des acquéreurs et sur la raison de la vente. Mais, la transaction ayant été faite par la banque d'affaires britannique Warburg, les spécialistes estiment qu'il pourrait s'agir d'investisseurs institutionnels britanniques. M. Jean-Jacques Reydellet, directeur de la trésorerie du groupe Bolloré, a plus ou moins confirmé l'information, en précisant que pour l'essentiel le paquet de titres aurait été repris dans « des investisseurs institutionnels amis ».

Ce changement intervenu dans l'actionariat ne devrait toutefois pas mettre en cause le contrôle de M. Vincent Bolloré sur le groupe. D'après le dernier rapport de gestion, il détient directement 8,99 % des actions et indirectement 38,23 % par Albator Investissement, un holding du groupe contrôlé via des participations financières complexes. Au total, en incluant les 3,8 % détenus par une filiale de Bolloré, M. Vincent Bolloré resterait maître chez lui avec 51 % des droits de vote.

SAS va réduire sa participation dans la compagnie intérieure suédoise

La compagnie aérienne internationale scandinave Scandinavian Air System (SAS), qui possède 30 % du capital de Linjeflyg, la compagnie des lignes intérieures suédoises, va en vendre la moitié, a annoncé jeudi 16 août, un porte-parole de SAS, la maison-mère suédoise de SAS à Stockholm.

Le porte-parole de ABA, M. Krister Wickman, a expliqué l'opération par le fait que Linjeflyg et SAS seront en concurrence à partir de l'été prochain sur les lignes intérieures suédoises. Cette opération reflète également le besoin de trésorerie de SAS qui doit investir 40 milliards de couronnes (environ 36 milliards de francs) dans les années à venir. Le gouvernement suédois va par ailleurs réduire sa participation dans SAS de 30 % à 40 % en vendant près de 10 % des titres à la compagnie aérienne helvétique Swissair. (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMMUNIQUE AEROSPATIALE

NOUVELLE STRUCTURE D'HELIBRAS

L'assemblée Générale Extraordinaire d'HELIBRAS vient de décider une restructuration importante de son capital.

Cette transformation s'opère grâce à une augmentation de capital de 800 millions de cruzeiros souscrite, d'une part par AEROSPATIALE, d'autre part par un nouvel actionnaire: BUENINVEST.

La répartition du capital s'établit ainsi:

- Aérospatiale 45 %
- M.G.I.-Minas Gerais Participações S.A. (Governo Estado de Minas Gerais) 25 %
- Bueninvest 30 %

HELIBRAS est une société brésilienne, implantée à Itajuba dans l'Etat du Minas Gerais. Elle est chargée de l'assemblage, de la distribution et du support des hélicoptères AEROSPATIALE.

BUENINVEST est une société brésilienne appartenant à 98 % à M. EDMUNDO SAFDIE, lui-même majoritaire de Banco Cidade établie à Sao Paulo, et associé à la Banque Nationale de Paris (BNP) depuis 1981.

Ces modifications qui garantissent une majorité brésilienne dans le capital (55 %), entraînent une privatisation partielle de l'entreprise: orientation souhaitée par les autorités brésiennes.

Cette augmentation de capital, gage d'une meilleure santé financière va permettre à HELIBRAS, société à majorité brésilienne, de s'adapter à un marché en croissance, de conforter ses structures commerciales et ses capacités techniques ainsi que d'améliorer ses performances dans le soutien et le service après vente.

NEW-YORK, 16 août

Sévère chute

Après deux séances plutôt stables, la Bourse de New-York a été victime jeudi d'une sévère chute provoquée principalement par l'annonce d'une hausse importante des prix de détail en juillet et par les surchères volatiles entre l'Irak et les États-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs védettes a clôturé à 2 881,43 en baisse de 66,84 points (-2,4 %). Quelques 140 millions d'actions ont été échangées. Les valeurs ont baissé ont largement dépassé celles en hausse dans un rapport de 4 à 1 : 1 284 contre 322 titres sont restés inchangés.

Les prix de détail ont progressé de 0,4 % en juillet aux États-Unis (+0,5 % en juin), portant ainsi le taux d'inflation à 5,8 % en rythme annuel pour les sept premiers mois de l'année, comparativement à 4,8 % dans la même période en 1989. Ces données statistiques, calculées avant la crise du Golfe, reflètent une inflation plus forte que prévu. Cette situation pourrait être encore plus nettement aggravée par la hausse des prix du pétrole survenue au début, estimant les analystes.

Par ailleurs, les déclarations du président irakien qualifiant le président Bush de « menteur » ont encouragé une hausse des prix du pétrole et accentué l'incertitude des investisseurs sur le déroulement de la crise du Golfe. Les tensions internationales ont provoqué une brusque remontée des taux sur les bons du Trésor américain à trois ans, principale valeur de référence sur le marché obligataire. Ceux-ci s'établissent à 8,90 % jeudi en fin d'après-midi contre 8,78 % mercredi soir.

VALEURS	Cours de 15 août	Cours de 16 août
Alcoa	54 3/4	53 3/8
AT&T	25 1/4	24 3/8
Bell	18 1/2	18 1/8
Chase Manhattan Bank	18 3/8	18 1/8
Du Pont de Nemours	38 1/4	37 1/4
General Motors	32 1/2	32 1/8
IBM	100 3/4	100 1/8
Johnson & Johnson	51 3/4	51 1/8
Merck	37 1/8	37 1/8
Microsoft	39 1/8	38 1/8
Procter & Gamble	58 1/8	57 1/8
Rockwell	100 3/4	100 1/8
RTI	85 1/2	84 1/8
Shell	61 1/2	61 1/8
Spacelab	52 3/4	52 1/8
Union Carbide	104 1/8	103 3/4
US Steel	16 1/8	16 1/8
Westinghouse	32 1/2	31 3/4
Xerox Corp.	44 1/4	43 3/8

LONDRES, 16 août

Net repli

Le nouvel accès de faiblesse de Wall Street hier, jeudi 16 août, se reflète sur les cours des valeurs au London Stock Exchange. L'indice Footsie a abandonné 17,2 points à 2 222,1, soit un recul de 0,77 % sur son niveau de la veille. Les incertitudes de la crise au Moyen-Orient ont, elles aussi, continué d'empoisonner le marché. A cela, il faut ajouter la publication des statistiques sur les salaires en Grande-Bretagne, qui sont en nette progression. De nombreux secteurs se sont alourdis, notamment la construction, les textiles, et particulièrement les valeurs exportatrices handicapées par le fort dollar. Les assurances ont cédé du terrain dans le sillage de Royal Insurance après que celle-ci ait annoncé une perte nette de 65 millions de livres. Le pétrole de la chimie britannique (ICI) a été lui aussi déprimé après avoir progressé sensiblement à l'annonce de la vente de sa participation dans la compagnie pétrolière Enterprise Oil.

VALEURS	Cours de 15 août	Cours de 16 août
Alcoa	600	591
Bridgepoint	1 310	1 290
British Petroleum	1 610	1 590
ICI	2 300	2 270
Johnson & Johnson	1 520	1 510
Merck	1 280	1 270
Microsoft	838	833
Rockwell	7 850	7 850
Union Carbide	2 000	1 990

FAITS ET RÉSULTATS

Compass Group : vente d'une filiale à la CGE. Compass Group, le premier groupe britannique indépendant de restauration et de gestion hospitalière, vient de vendre sa filiale Ross and Russell à Novotel Hotel Ltd., appartenant à la Compagnie générale des eaux, pour 21 millions de livres (210 millions de francs). En la possession de Ross and Russell, spécialisée dans les services à l'industrie du bâtiment, Compass souhaite conserver ses activités dans le secteur hospitalier et la restauration. Le produit de la vente sera utilisé pour réduire la dette du groupe, a indiqué Compass.

Philip Morris prend possession de Jacob Seckard. Le conseil d'administration du numéro deux de l'alimentaire suisse, le confiseur et caféier suisse Jacob Seckard, a nommé l'Américain Raymond C. Vautel comme nouveau PDG à la place de Klaus Jacobs démissionnaire, a annoncé jeudi 16 août dans un communiqué le groupe américain Philip Morris, qui prend ainsi possession de sa récente acquisition. M. Vautel avait assuré jusqu'à présent la présidence de Maxwell House Coffee Company et la vice-présidence de General Foods USA. Le conseil d'administration a également procédé à la nomination du Belg Luc E. Vandeweyer comme nouveau directeur administratif. M. Vandeweyer était jusqu'à présent vice-président du département finance et développement de Kraft General Foods International. Le 22 juin dernier, Philip Morris avait lancé une OPA amicale sur le groupe suisse, opération qui avait réussi.

Manufacturers Hanover Trust Company se retire de Suisse. La banque américaine Manufacturers Hanover Trust Company a décidé de fermer ses deux filiales suisses de Genève et Zurich dans le cadre d'une restructuration de son réseau mondial. La filiale de Genève, spécialisée dans la gestion de fortune, est immédiatement fermée, tandis que la liquidation de la filiale zurichoise, active comme banque commerciale, d'investissement et de

PARIS, 17 août

Nouveau plongeon

La soudaine aggravation de la crise dans le golfe Persique a déclenché vendredi un nouveau plongeon des valeurs françaises à la Bourse de Paris. Amorcé dès l'ouverture (-2,54 %), le mouvement de baisse prend rapidement l'allure d'une véritable ruée. En début d'après-midi, le retard pris par l'indice CAC 40 atteignait 3,56 %. Plus tard dans la journée, il dépassait 3,8 %.

D'ores et déjà, la liquidation du mois d'août, qui aura lieu jeudi prochain le 23, s'annonce devoir être la plus sévère (-18,70 %) enregistrée depuis la mois d'octobre 1987 (-21,17 %). Le marché parisien a été d'autant plus heurté que, vingt-quatre heures auparavant, il avait, comme certaines autres places, privilégié une solution négociée au Moyen-Orient. La chute de Wall Street la nuit précédente ne pouvait qu'accroître encore ses craintes. Ce d'autant que les dernières statistiques américaines publiées le 16 août témoignent que les États-Unis étaient déjà bel et bien engagés dans un processus de récession avant l'éclatement de la crise causée par Bagdad en envahissant le Koweït. Vu l'impact économique à redouter outre-Atlantique, le président Saddam Hussein, estime-t-on, sous les lambris, peut être, dans ces conditions, pour avec les nœuds de la crise causée par Bagdad en envahissant le Koweït. Vu l'impact économique à redouter outre-Atlantique, le président Saddam Hussein, estime-t-on, sous les lambris, peut être, dans ces conditions, pour avec les nœuds de la crise causée par Bagdad en envahissant le Koweït.

La Bourse de Tokyo, qui, jeudi 16 août, avait chuté de 2,2 % en clôture à la suite des pressions de bénéfices, a continué, vendredi, sa glissade en raison de la surchère constatée ces dernières heures dans la crise au Moyen-Orient. L'indice Nikkei a perdu 782,72 yen, soit 2,8 %, à 26 786,72 yen.

Quelques 170 millions de titres avaient changé de mains à la résidence, contre 180 millions jeudi matin et 300 millions pour l'ensemble de la séance. « Il n'y a pas de panique de vente chez les investisseurs individuels, mais le marché, qui avait enregistré mercredi une progression de 5,4 %, s'est décliné en raison de l'aggravation des facteurs externes », commentait un boursier. Les spéculateurs ont également anticipé la réaction des investisseurs de retour de vacances la semaine prochaine. Les actions et les chartes navales étaient en tête des plus fortes baisses au cours de la matinée.

VALEURS	Cours de 16 août	Cours de 17 août
Alcoa	600	591
Bridgepoint	1 310	1 290
British Petroleum	1 610	1 590
ICI	2 300	2 270
Johnson & Johnson	1 520	1 510
Merck	1 280	1 270
Microsoft	838	833
Rockwell	7 850	7 850
Union Carbide	2 000	1 990

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amat Assoc.	420	410	INZ.	252	230
Ayrol	105	105	I.P.B.M.	133	133
B.A.C.	184 80	194 80	Loca servita	326	322 20
Ban. Paribas	171	171	Locomote	117	115
B.C.F.M.	840	840	Mac. Caster	190	150
Bolton (J.)	365	361	Mac. Mearns	191	183 40
Bolton (L.)	231 50	231 50	Moles	190	190
Bolton (M.)	3050	2980	Mons-Delmas	950	922
Bolton (N.)	1121	1081	Navajo Logistics	590	590
Bolton (O.)	454 20	453 90	On. Gas. Fr.	598	595
Bolton (P.)	540	540	Presbourg	32	32
Bolton (Q.)	252	252	Principaux Astur	590	368 50 o
Bolton (R.)	254 80	256	Pulch. Ragnac	600	600
Bolton (S.)	250	255	Rand. Caster	804	800
Bolton (T.)	605	600	Rhone-Alp. Ec. (J.)	220	220
Bolton (U.)	1089	1080	S.H. Magnon	240	232 90
Bolton (V.)	276	276	S.C. D.P.M.	597	590
Bolton (W.)	276	276	Sage (J.)	202	202
Bolton (X.)	276	276	Solier Invest. Ind.	100	100
Bolton (Y.)	276	276	Steno	400	400
Bolton (Z.)	276	276	S.M.T. Group	200	199 90
Bolton (A.)	577	574	Sopre	254	257
Bolton (B.)	578	576	Sopre	382	189
Bolton (C.)	255	274	TFI	252 10	257
Bolton (D.)	920	900	Transacur H. (J.)	295	295
Bolton (E.)	450	438 50	Unico	190	180
Bolton (F.)	342	340	Union Per. de Fr.	446	428
Bolton (G.)	170 10	265	Y. St-Laurent Group	176	159 50 o
Bolton (H.)	13 90	13 50		855	574
Bolton (I.)	395 20	390			
Bolton (J.)	188	...			
Bolton (K.)	865	...			
Bolton (L.)	390	368 50			
Bolton (M.)	440	440			
Bolton (N.)	215	212			
Bolton (O.)	960	950			
Bolton (P.)	290 10	290 10			
Bolton (Q.)	311	316			
Bolton (R.)	148	...			
Bolton (S.)	148	1176			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15

TAPEZ
LEMONDE

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 17 AOUT

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du nom	% de coupons	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations						Etrangers					
Exp.Bat 8,95/77	118	2 07	Emiphen	918	915	Mex	155	150	A.E.R.	850	
Exp.Bat 9,95/78	100 25	0 96	Co Indentée	8820		Mediation (M)	272		Alco Nv Sca	327	304
10,90% 79/84	101 10	1 26	Opt Lyca Almond	580	581	Moss	159	153	Alcan Alcanam	134	
Exp.Bat 11,25/80	100 10	1 37	Concorde	948	927	Optorg	370		Algemex B Intl	100	
Exp.Bat 10,95/82	100 01	1 06	Cosner J&K Prov	38	38	Orbit (C)	228	220	American B&B	340	
Exp.Bat 14,05 83	102	7 08	Credit Etalot	400		Oligny-Douville	1388	1398	Amesimex Mines	177 00	
Exp.Bat 12,25 84	108 80	8 77	Cr L'Industrie	623	620	Pélas Rouennais	1050	1140	Banco Popular Etes	473	
Exp.Bat 17% 85	104	10 40	Cr L'Industrie	127	126 90	Palud Maronnier	189	192	Banque Ottomane	1890	1892
10,25% sans 86	100 10	4 44	Daguerre	1450	1400	Parisis (CP)	659	648	B. Ragnonville	3550	
DAT 10,5% 8/2000	99 12	2 34	Dalmeida Veigas	2251		Paris (CP)	220	211 30	Can Pacific	137	
DAT 8,5% 12/1987	99 53	6 59	Dalmeida Veigas	4400	4360	Paris France	278 50	267 20	Chrysler Corp	71	67
DAT 8,5% 12/1988	98 76	5 34	Dida Brest	1286	1270	Paris Orleans	287 20	287 20	Ci R	19	
TTT 11,2% 85	103 20	7 31	Dixie Brest	2720	2720	Patris Chant	1112	1112	Commerzbank	930	974
CFP 10,30% 86	98 20	5 30	Dixie Brest	549	561	Patris Hainaut	2168	2128	Des B&B (port.)	137	
CBF Bepas 8000F	100	1 24	Dixie Brest	344	340	Pavot	318	309 50	Gen. & C	234	223
CBF Bepas 5000F	100 15	1 24	Dixie Brest	1900	1850	Permonier (C)	889		Gowest	1225	
CBF Sine 5000F	100 15	1 24	Dixie Brest	710	690	Publicis	638	615	Ham Holdings Ltd	74 89	
CBF 11,5% 85	101 85	2 12	Dixie Brest	502	502	Recofin	159	158 80	Goodyear Tires	155	
CB 10,2 5000F	99 95	1 24	Dixie Brest	4000		Recofin	280	270	Gravel & Co (NVR)	141	
DAT 9 85		2 82	Dixie Brest	2030	2030	Rogier	455	458	GTE Corp	165	
DAT 10,30% oct 85	101 50	8 18	Dixie Brest	310	310	S.A.C.E.R.	860	850	Hayward Int	523	
CHARG 6% 95 100			Dixie Brest	172 60		S.A.F.A.I.C.	487		Jobenburgh	1445	
CHG 11,83 70			Dixie Brest	172 60		S.A.F.A.I.C. Alcan	430		Robins	25	
CCE			Dixie Brest	1091	1090	SAFT	1800	1747	Labatou	370	318
CCE 6 jans, 88/89	532		Dixie Brest	708	711	Saga	218	211 80	Midland Bank	25	
Dixot Ass 85/89			Dixie Brest	957	950	Saint de M&C	120	115 20	Northern Mex	90	
			Dixie Brest	948	933	Saint de M&C	120	115 20	Onesti pap	55 30	
			Dixie Brest	769	769	S.A.C.E.R.	810		Padel Ind	85	
			Dixie Brest	913	913	S.C.A.C.	810		Pillar Int	372 50	
			Dixie Brest	1708	1650	Seelye Mapbours	436 10	424	Proctor Gamble	37	
			Dixie Brest	2548		S.E.S.P. Par. 84	171	164	Roche	432	
			Dixie Brest	955	940	Sine	772	783	Robeco	274 50	
			Dixie Brest	286	287	Stein	405	383	Rockwell Int	225	251 50
			Dixie Brest	580	571	S.L.P.H.	420	420	Robeco	272 50	
			Dixie Brest	450	450	S.L.P.H.	710	710	Saprom	8 20	8 40
			Dixie Brest	315	307	S.L.P.H.	813	820	Sin Group	52 40	52
			Dixie Brest	1630	1520	Solac	1080	1055	SIF Alcanam	125 50	
			Dixie Brest	1591	1498	Solac	806	820	Tenac Int	340	
			Dixie Brest	564		S.O.F.F.P.M.	500	500	Thom Electron	68 20	
			Dixie Brest	379	378	Solpac	1800	1890	Tony Ind	22 80	
			Dixie Brest	758	740	Solpac Ind	445	445	Vielje Monogram	3000	
			Dixie Brest	681	680	Soproc	180	180	Whigam Corp	180	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Wiggins Int	17 20	18 10
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc	510	510	Whigam Corp	122	
			Dixie Brest	455	455	Soproc					

SICAV (sélection)

VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net	VALUES	Emission Frais incl.	Rachet net
A.L.A.	1032 25	1007 07	Ford-Associates	30 33	30 33	Pocantec J.	6135 00	6120 94
Alcan	220	214 11	Ford-Cool	35 01	34 48	Pocantec Franer	5611 70	5600 50
Argonne	770 85	737 46	Ford Court	120628 93	120628 93	Polakovic	118 18	115 05
Asphaltes	6912 46	6912 46	Franklin	230 55	227 10	Pose Gagne	5338 28	5338 28
Asphaltes	105 82	105 80	Franklin	856 69	848 14	Premier Oil	10663 89	10663 24
Asphaltes on CP	10084 27	10084 27	Franklin	200 11	170 39	Prudhoe	108 26	108 26
BCI	640 70	627 48	Franklin	855 42	824 56	Prudhoe	25017 57	25017 57
BCI SGM	1007 45	895 07	Franklin	30 65	29 90	Prudhoe	1047 27	1021 73
Bonair	118 13	115 26	Frank-Primmer	10307 38	10155 17	Quercy	125 44	122 38
Bonair	116 41	113 57	Frank-Primmer	4637 74	4628 03	Rebinder	947 38	918 78
Bonair	400 26	396 39	Frank-Primmer	1270 38	1270 38	Rebinder	1156 89	1156 89
Cal. Shaded	10651 20	10656 04	Gardiner	12675 48	12613 41	Rebinder Ynter	5210 83	5159 29
Cal. Shaded	10798 15	10798 15	Gen. Assocations	151 97	148 46	Rebinder Ynter	1122 98	1107 27
Cal. Shaded	686 86	652 35	Gen. F. Mior	10284 41	10183 44	St. Honoré St-Alm.	880 46	840 53
Cal. Shaded	5872 78	5846 30	Gen. F. Mior	1122 67	1126 67	St. Honoré St-Alm.	251 86	240 16
Cal. Shaded	605 87	605 87	Gen. F. Mior	1207 38	1207 38	St. Honoré St-Alm.	207 81	207 81
Cal. Shaded	6087 70	6087 70	Gen. F. Mior	1174 36	1152 85	St. Honoré St-Alm.	580 68	561 39
Cal. Shaded	1115 59	1113 59	Gen. F. Mior	523 38	505 16	St. Honoré St-Alm.	822 42	438 73
Cal. Shaded	351	342 44	Japac	169 47	161 82	St. Honoré St-Alm.	12756 82	12705 70
Cal. Shaded	1349 31	1301 01	Jermange	246 33	246 33	St. Honoré St-Alm.	486 83	468 15
Cal. Shaded	1553 56	1530 52	Lafite America	280 29	253 79	St. Honoré St-Alm.	741 86	708 58
Cal. Shaded	102 38	102 38	Lafite France	280 29	253 79	St. Honoré St-Alm.	1405 13	1405 13
Cal. Shaded	141 10	136 02	Lafite Expan.	280 29	253 79	St. Honoré St-Alm.	1239 82	1239 82
Cal. Shaded	121 13	115 91	Lafite France	322 73	307 10	St. Honoré St-Alm.	1189 52	1189 52
Cal. Shaded	118 43	114 29	Lafite Intorol.	246 33	237 30	St. Honoré St-Alm.	669 52	678 33
Cal. Shaded	108 46	109 19	Lafite Expan.	428 38	407 05	St. Honoré St-Alm.	1591 03	1578 66
Cal. Shaded	1340 98	1340 98	Lafite Expan.	127 45	127 45	St. Honoré St-Alm.	81 45	81 45
Cal. Shaded	530 90	536 50	Lafite Rendement	178 93	170 82	St. Honoré St-Alm.	405 22	384 74
Cal. Shaded	5504 23	5422 89	Lafite Rendement	365 36	348 78	St. Honoré St-Alm.	1435 96	1374 12
Cal. Shaded	1102 70	1086 40	Lafite Rendement	576 86	575 22	St. Honoré St-Alm.	863 87	846 10
Cal. Shaded	372 07	367 82	Lafite Rendement	10767 51	10757 51	St. Honoré St-Alm.	413 91	400 38
Cal. Shaded	172 07	172 07	Lafite Rendement	571 13	571 13	St. Honoré St-Alm.	201 32	201 32
Cal. Shaded	35 05	32 47	Lafite Rendement	11253 48	11253 48	St. Honoré St-Alm.	41 25	41 82
Cal. Shaded	1121 72	1094 36	Lafite Rendement	24845 17	24691 72	St. Honoré St-Alm.	1176 11	1143 80
Cal. Shaded	5965 55	5958 82	Lafite Rendement	822 87	806 84	St. Honoré St-Alm.	341 21	328 88
Cal. Shaded	305 45	278 50	Lafite Rendement	2083 89	2063 27	St. Honoré St-Alm.	52492 07	51867 06
Cal. Shaded	470 45	470 45	Lafite Rendement	2246 89	2246 89	St. Honoré St-Alm.	100 32	100 32
Cal. Shaded	1094 05	1071 57	Lafite Rendement	516 87	501 82	St. Honoré St-Alm.	1257 49	1200 47
Cal. Shaded	1160 64	1132 33	Lafite Rendement	672 76	653 16	St. Honoré St-Alm.	505 32	484 15
Cal. Shaded	811 78	778 63	Lafite Rendement	188 40	180 25	St. Honoré St-Alm.	2043 34	2043 23
Cal. Shaded	1002 38	959 20	Lafite Rendement	1007 77	987 18	St. Honoré St-Alm.	598 08	575 19
Cal. Shaded	298 30	278 12	Lafite Rendement	407 02	388 58	St. Honoré St-Alm.	1152 49	1152 49
Cal. Shaded	138 40	132 40	Lafite Rendement	338 15	319 68	St. Honoré St-Alm.	505 32	484 15
Cal. Shaded	1082 42	1036 87	Lafite Rendement	6730 21	6738 21	St. Honoré St-Alm.	5704 77	5495 26
Cal. Shaded	122 80	117 51	Lafite Rendement	9139 12	9139 12	St. Honoré St-Alm.	553 17	547 89
Cal. Shaded	2165 81	2144 47	Lafite Rendement	8695 42	8695 42	St. Honoré St-Alm.	125 75	127 03
Cal. Shaded	570 19	570 19	Lafite Rendement	11463 55	11463 55	St. Honoré St-Alm.	201 32	201 32
Cal. Shaded	5208 81	5208 81	Lafite Rendement	140 90	140 90	St. Honoré St-Alm.	3096 57	3079 51
Cal. Shaded	30415 64	30415 64	Natio Court, Tarmac	24052 00	24052 04	Tréfor Ref.	12212 43	12212 43
Cal. Shaded	2073 96	2073 96	Natio-Expan.	18484 28	18477 03	Tréfor Ref.	10559 34	10559 34
Cal. Shaded	1947 82	1928 63	Natio-Expan.	123	123	Tréfor Ref.	5105 90	5095 40
Cal. Shaded	28286 95	28286 95	Natio-Expan.	653 4	653 4	Tréfor Ref.	6036 44	6036 44
Cal. Shaded	220 28	220 28	Natio-Expan.	1206 56	1170 42	U.A.P. Act. Pst.	598 31	598 31
Cal. Shaded	2048 28	2048 28	Natio-Expan.	1186 28	1187 28	U.A.P. Act. Pst.	615 05	593 07
Cal. Shaded	4283 91	4283 28	Natio-Expan.	21685 38	21683 38	U.A.P. Act. Pst.	920 89	987 30
Cal. Shaded	34820 63	34823 35	Natio-Expan.	500 23	486 54	U.A.P. Act. Pst.	920 89	987 30
Cal. Shaded	1863 37	1863 37	Natio-Expan.	11463 55	11463 55	U.A.P. Act. Pst.	189 29	181 67
Cal. Shaded	576 95	576 95	Natio-Expan.	64857 57	64857 57	U.A.P. Act. Pst.	1197 07	1197 07
Cal. Shaded	1579 91	1537 63	Natio-Expan.	952 06	962 26	U.A.P. Act. Pst.	116 44	116 44
Cal. Shaded	92 38	89 92	Natio-Expan.	1205 22	1205 22	U.A.P. Act. Pst.	1387 72	1353 38
Cal. Shaded	55235 93	55232 93	Natio-Expan.	800 53	797 10	U.A.P. Act. Pst.	561 27	547 58
Cal. Shaded	105 40	105 40	Natio-Expan.	5541 69	5541 69	U.A.P. Act. Pst.	1063 81	1063 81
Cal. Shaded	1121 61	1118 62	Natio-Expan.	125 15	128 97	U.A.P. Act. Pst.	1620 61	1683 52
Cal. Shaded	187 07	187 07	Natio-Expan.	124 10	127 15	U.A.P. Act. Pst.	2404 06	2345 42
Cal. Shaded	12388 78	12286 56	Natio-Expan.	2206 03	2271 55	U.A.P. Act. Pst.	204 10	204 10

Hors-cote

to Engrs.	315	.....
	615	.....
to Engrs.	210	210
to Engrs.	97	.....
to Engrs.	180	.....
to Engrs.	578	.....
to Engrs.	360	.....
to Engrs.	610	610
to Engrs.	64 10	.....
to Engrs.	88 40	.....
to Engrs.	430	.....
to Engrs.	210	.....
to Engrs.	237	.....
to Engrs.	338	.....
to Engrs.	240	.....
to Engrs.	390	.....
to Engrs.	378 50	.....
to Engrs.	174 25	.....
to Engrs.	2280	2008
to Engrs.	340	330
to Engrs.	1522	.....
to Engrs.	640	.....
to Engrs.	362 00	.....
to Engrs.	360	.....
to Engrs.	368	795

Marché libre de l'or

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 17/8	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 17/8	Marché Régul. Zan.
			achat	vente				
Etats-Unis (1 unit.)	5 251	5 218	5 080	5 580				276
Canada (100 cent.)	3 685	3 680						287
Angleterre (100 dm.)	33 935	335 980	325	348				297
Banque (100 fr.)	16 308	16 318	15 750	16 900				298
Pays-Bas (100 fl.)	287 810	298 010	287 500	298 000	Or fin (100 en barre)	89500	89500	299
France (100 fr.)	100	100	300	480	Or fin (100 en barre)	89800	89150	300
Danemark (100 kr.)	87 870	87 710	84 500	82 500	Napoleon (200)	448	451	301
Allemagne (100 M.)	83 848	84 000	80 000	82 500	Pièces Pr (10 f.)	384		302
Cote d'Ivoire (1 f.)	3 403	4 050	4 050		Pièces Suisse (20 f.)	486	480	303
Suisse (100 fr.)	402 360		389	417	Pièces Litne (20 f.)	417	415	304
Belgique (100 fr.)	27 400		27 400	417	Souverain	538	526	305
Norvège (100 sch.)	86 540	82 500	80 500					306
Autriche (100 sch.)	47 698	48 150	40 000	50 000	200 \$ dollars.	2740	2740	307
Portugal (100 esc.)	5 457	5 457	5 457	5 200	100 dollars	1290	1300	308
Portugal (100 esc.)	3 792	3 500	3 500		Pièces 5 dollars	850		309
Canada (10 cent.)	4 587	4 650	4 300		Pièces 50 pesetas	2740	2820	310
			4 580		Pièces 10 pesetas	425	400	

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demande - e : prix précédent - m : marché continu

La crise du Golfe et ses conséquences

M. Perez de Cuellar condamne tout recours à la force pour faire appliquer les sanctions

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a condamné jeudi 16 août, au cours d'une conférence de presse à Lima, tout recours à la force pour faire appliquer les sanctions de l'ONU contre l'Irak, sans l'approbation préalable du Conseil de sécurité, estimant qu'il s'agit d'une « violation de la charte de l'ONU ».

M. Perez de Cuellar a rappelé que l'article 41 de la charte des Nations unies stipule que tout blocus doit recevoir l'aval du Conseil de sécurité. « Tant que cela ne sera pas le cas, a-t-il dit, toute intervention, de quelque pays qu'elle provienne, ne sera pas en accord avec la lettre et l'esprit de la charte. » Mais son porte-parole, Nadia Younés, a immédiatement précisé à des journalistes à New-York que le secrétaire général n'était pas revenu sur des déclarations précédentes au sujet du droit des

nations d'agir en état de légitime défense.

M. Perez de Cuellar a tenu ces propos jeudi avant l'annonce par le Pentagone que le président Bush avait effectivement ordonné à la marine américaine de mettre en application les sanctions contre l'Irak et de recourir à la force si nécessaire.

Trente-deux pays avaient informé jeudi soir le secrétaire général des Nations unies qu'ils appliqueraient les sanctions économiques votées contre l'Irak par le Conseil de sécurité et qui concernent l'ensemble des cent soixante États membres de l'ONU. Il s'agit de : l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Côte d'Ivoire, Chypre, la République tchèque, la Finlande, la France, la RDA, la RFA, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Malaisie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le

Panama, la Corée du sud, la Roumanie, Singapour, les îles Salomon, l'Espagne, la Suède, la Turquie, la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'Uruguay.

« Contradiction » américaine

A Bagdad, un porte-parole irakien a dénoncé jeudi la politique « contradictoire » des États-Unis dans l'application de l'embargo pétrolier contre Bagdad, car ils ont, selon lui, autorisé ces derniers jours le déchargement dans des ports américains du pétrole irakien, alors que leurs alliés européens en sont privés.

Le porte-parole a affirmé que « les États-Unis avaient autorisé, quelques heures après l'annonce de l'embargo économique contre Bagdad, le déchargement dans des ports américains du pétrole irakien livré avant le 2 août », date de l'invasion du Koweït par les troupes de Bagdad. — (A.P. AFP)

Nouvelle chute des marchés boursiers et flambée de l'or

Plus de deux semaines après l'invasion du Koweït par l'Irak, les marchés financiers connaissent, vendredi 17 août, une nouvelle crise : chute des marchés boursiers, baisse du dollar et envol de l'or. Déjà, dans la nuit qui avait précédé, Wall Street avait donné le signal de la retraite en baissant brutalement de 2,4 %. Devant un tel affaiblissement, Tokyo chutait, vendredi 17 août, de 2,7 %. Dès leur ouverture, les marchés européens n'avaient pas meilleure mine. En milieu de journée, Paris plongeait de 3,8 %, Francfort de 3 %, Londres de 2 %, tandis que Amsterdam et Milan cédaient 1,8 % et 4 % respectivement.

Réagissant à ces nouveaux développements, et surtout à l'annonce de mauvais indices économiques américains (augmentation de 0,4 % des prix de détail en juillet, nouvelle chute des mises en chantier), le dollar continuait de baisser, enfonçant une nouvelle fois son plus bas niveau historique face au

deutschemark, à 1,5540 DM vendredi au fixing. Il s'échangeait également à 5,21 F, contre 5,2510 F la veille à la cotation officielle. A Londres, il fallait 1,9125 dollar pour obtenir une livre Sterling (contre 1,8980 dollar la veille).

Mais l'effet le plus sensible a été enregistré sur les marchés de l'or. Redescendus ces derniers jours après leur récente flambée, les cours du métal jaune sont remontés à toute allure, atteignant plus de 412 dollars l'once à Zurich puis 410,50 dollars à Londres (contre 401,5 dollars jeudi soir). Une analyse de la maison de titres Shearson Lehman Hutton estimait dans la matinée que les cours du métal précieux étaient probablement appelés à monter plus haut encore. La hausse des prix du pétrole, il est vrai, n'arrange rien. Sur le marché libre, le baril de Brent se traitait vendredi matin à 26,70 dollars (contre 25,40 dollars la veille au soir).

Selon l'indice provisoire de l'INSEE

Les prix ont augmenté de 0,3 % en juillet

Après une progression de 0,2 % en juin, les prix de détail ont augmenté, en juillet, de 0,3 %, selon l'indice provisoire publié par l'Insee vendredi 17 août. En rythme annuel sur les douze derniers mois, l'inflation s'est ainsi stabilisée à 3 % en France. Depuis le début de l'année, les prix ont augmenté de 1,9 %.

La hausse des prix de détail en France s'était nettement ralentie au cours des derniers mois. Entre la fin de 1989 et le printemps, l'augmentation des prix sur douze mois était passée de 3,6 % à 3 %. Cette décélération avait eu pour origine la baisse des prix alimentaires et ceux de l'énergie. Aussi l'INSEE prévoyait-il, dans sa dernière note de conjoncture publiée en juillet, une hausse des prix de 3,1 % entre janvier et décembre 1990 après 3,6 % en 1989 et 3,1 % en 1988. Ce résultat devait pratiquement annuler l'écart d'inflation avec la RFA qui, elle, doit connaître une légère accélération de son rythme de hausse. A moins que ne se confirme, en France, la dérive très sensible du taux de salaire horaire (+1,6 % au premier trimestre).

La crise du Golfe risque de fausser ces prévisions, la hausse des prix pouvant dépasser sensiblement les 3 % cette année. Mais la France devrait rester l'un des pays où les prix évoluent avec le plus de sagesse. On peut en particulier prévoir que les événements du Golfe peseront davantage sur les indices allemands puisque outre-Rhin la fiscalité pétrolière plus faible amortit moins l'impact des hausses de l'énergie. Les taux d'inflation français pourraient, pour cette raison, être, en 1990, plus faibles en France qu'en RFA.

M. Michel Rocard est de retour à Matignon. — M. Michel Rocard a repris, jeudi 16 août, ses activités à l'hôtel de Matignon, qu'il avait quitté au début du mois pour naviguer dans l'Adriatique. L'absence du chef du gouvernement après le déclenchement de la crise du Golfe avait été critiquée par certains responsables de l'opposition. M. Rocard, revenu à Paris pour le conseil interministériel restreint du 9 août, était reparti en vacances. L'interim avait été assuré, successivement, par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, et par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale.

L'ESSENTIEL

ÉTRANGER

- La crise du Golfe**..... 3 à 5
République dominicaine
 L'entrée en fonctions du président Balaguer..... 6
Émeutes en Afrique du Sud
 La police et l'ANC organisent un « forum de la paix » pour mettre un terme aux violences..... 6

POLITIQUE

- Île-de-France**
 Un point de vue d'Olivier Philip, préfet de région..... 7
SOCIÉTÉ
Protection de l'enfance
 Le père de l'enfant cascadeur de Verdun fait l'objet d'une enquête de gendarmes..... 8
Les tribulations des Albanais..... 8

SANS VISA

- L'ibiza des origines ● La table ● Les jeux..... 9 à 11

CULTURE

- Les souvenirs de Tono Stano**
 A Lectorne (Gers), une exposition du jeune photographe tchécoslovaque..... 12
Vacances de pianistes
 Badura-Skoda et Ozorco au Festival de La Roque d'Anthéron..... 12

ÉCONOMIE

- Réformes en URSS**
 M. Eltsine demande que le premier ministre, M. Rykov, soit déchargé de la responsabilité des travaux sur le passage à l'économie de marché..... 16
Hausse des prix aux États-Unis
 Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en juillet..... 17
Fin de la grève des pompiers corses
 Un accord est intervenu entre les distributeurs et les stations-service..... 17

Services

- Abonnements..... 7
 Carnet..... 14
 Loto..... 14
 Marchés financiers..... 18-19
 Météorologie..... 14
 Jeux..... 10
 Radio-Télévision..... 15
 Spectacles..... 13
 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM
 Le numéro du « Monde » daté 17 août 1990 a été tiré à 510 410 exemplaires.

Budget de la défense : M. Chevènement ironise aux dépens de MM. Fabius et Mauroy

« On en reparlera au moment du budget. » C'est par cette réplique laconique que M. Laurent Fabius a répondu, jeudi 16 août, aux interrogations de la presse sur son souhait, exprimé début juin, de voir amputées les crédits militaires afin de dégager des ressources pour des actions sociales.

« Il y aura des choix budgétaires à faire », avait alors déclaré le président de l'Assemblée nationale, en souhaitant que la France commence à « engranger les dividendes de la paix » par une révision, à la baisse, de la part des crédits alloués aux armées. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, s'était montré, alors, « surpris d'entendre Laurent Fabius réclamer une réduction, dès cette année, des crédits de la défense dans le budget 1991 ».

Membre de la commission de la défense de l'Assemblée, qui a entendu M. Chevènement jeudi

16 août, M. Fabius est resté d'une discrétion absolue devant ses pairs et n'a demandé aucun éclaircissement supplémentaire après l'exposé de la situation dressé par le ministre (lire page 3). Il est vrai que ce dernier avait ironisé, dans son intervention, sur « l'euphorie qui a suivi la destruction du mur de Berlin ». « Certains ont immédiatement parlé de la possibilité d'engranger les dividendes de la paix », avait déclaré M. Chevènement en citant, sans le nommer, M. Fabius.

« Pour ma part, a poursuivi le ministre, j'avais alors appelé à plus de circonspection. (...) Cet appel à la prudence était, il y a quelques semaines encore, quelque peu solitaire. Je pense que, aujourd'hui, chacun est ramené à une plus juste appréciation de la réelle nature de notre environnement de sécurité. L'occasion de renvoyer le président de l'Assemblée à ses chères études stratégiques était trop belle pour que le chef de file du courant Socialisme et République du PS ne s'en saisisse pas.

La crise du Golfe tombe, en quelque sorte, à point nommé comme preuve de la persistance des tensions dans le monde malade de la rivalité Est-Ouest. Le débat qui s'amorçait, depuis plusieurs mois, chez les socialistes, sur la place accordée aux dépenses militaires — M. Fabius avait demandé au président de la commission de la défense de l'Assemblée, M. Jean-Michel Boucheron, d'en étudier la possible réduction — prend une nouvelle tournure.

Au retour, jeudi, de sa mission présidentielle au Maghreb, M. Pierre Mauroy, qui avait, le premier, lancé ce débat à la veille du congrès de Rennes, en mars dernier, a souhaité, en réponse à M. Chevènement, que la « polémique » soit évitée. Le premier secrétaire du PS a souligné que les socialistes ont prévu de débattre de la politique de défense « fin 1991 ». M. Chevènement peut se prévaloir du soutien implicite que lui a apporté le chef de l'État le 14 juillet dernier. M. Mitterrand avait déclaré : « Pour l'instant, le pro-

blème posé n'est pas de réduire le budget militaire ; il est de savoir de combien de points on augmente pour suivre l'évolution des prix. »

Depuis l'invasion irakienne du Koweït, quelques dirigeants de l'opposition ont porté le fer sur cette contradiction interne aux socialistes. « L'instabilité à l'Est, s'ajoute l'instabilité au Sud », a déclaré, le 10 août, M. Charles Pasqua, soulignant « la nécessité, pour la France, de renforcer son dispositif de défense ». Cette préoccupation du président du groupe RPR du Sénat est partagée par M. François Léotard. Le président du Parti républicain a déclaré, le 12 août, que la défense ne doit pas être « sacrifiée sous prétexte que les évolutions européennes, notamment, seraient favorables ». Ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée, M. François Fillon (RPR) résumait, jeudi, l'attitude de l'opposition face aux prétentions de certains socialistes : « Il est hors de question de diminuer le budget de la défense », affirmait le député de la Sarthe.

OLIVIER BIFFAUD

Opposé aux chasseurs pyrénéens

M. Lalonde annonce des mesures autoritaires pour protéger les ours

Nouvel épisode dans les négociations entre l'État et les responsables pyrénéens à propos de la sauvegarde des derniers ours : M. Brice Lalonde, secrétaire d'État à l'environnement, a annoncé jeudi 16 août qu'il se voit contraint de prendre dans les prochains jours, et en tout cas avant la prochaine saison de chasse, un arrêté interdisant la chasse sur les sites vitaux.

Voilà un an déjà que les services de protection de la nature d'un côté, les élus des vallées pyrénéennes et les chasseurs de l'autre, discutent pour savoir comment sauver la douzaine de plantigrades qui survivent encore à grand-peine en moyenne montagne entre les vallées d'Aspe et d'Ossau, dans les Pyrénées-Atlantiques. On s'accorde sur le fait que les ours, nomades, sont présents sur environ 50 000 hectares. Là-dessus, 12 000 hectares sont considérés par les protecteurs de la faune comme des sanctuaires où toute activité humaine, notamment celle de la chasse, du tourisme et de l'exploitation forestière, devrait être strictement limitée voire interdite. C'est donc sur la délimitation de cette zone que l'on discute depuis des mois. Déjà environ 5 500 hectares font l'objet de protections diverses, parce qu'ils sont situés dans le Parc national ou qu'ils sont en réserve de chasse. Restent 6 500 hectares à préserver. Les Pyrénéens, lors des dernières rencontres avec M. Brice Lalonde, n'ont proposé que 2 400 hectares.

Les communes de moyenne montagne concernées ne veulent pas être transformées en « réserve à ours » et les chasseurs souhaitent

continuer à pratiquer la traque au sanglier avec des chiens, activité jugée fort dérangeante pour les ours, même s'ils ne sont pas directement menacés.

Devant l'insuffisance des propositions locales, le ministre se décide donc à prendre ses responsabilités. Les quelques milliers d'hectares en litige seront autoritairement transformés en réserve. En outre, un arrêté préfectoral dit « de biotope » limitera la circulation sur les pistes et réglementera l'exploitation forestière, afin que celle-ci ne soit pas trop perturbante pour les plantigrades. Mais le ministre ne ferme pas la porte à la poursuite des négociations. « Les mesures prises, dit-il, n'auront qu'un caractère conservatoire et pourront être levées si un accord intervient. »

Cette position de fermeté avancée à l'immédiatisme reçu le soutien de plusieurs groupes d'écologistes, notamment de la puissante Fédération française des sociétés de protection de la nature qui propose de mobiliser ses militants sur le terrain, de la section française du World Wildlife et des Amis de la Terre.

M. A.-R.

CAPÉLOU
 Les belles literies
 canopées-lits
 petites dimensions
 rangement par éléments.
EST OUVERT
 du mardi au samedi 9 h
 à 12 h et 14 h à 17 h 30
 37, av. de la République (11)
 M^e Permettier 43-57-46-35

La réinsertion par le travail des délinquants du Rhône

Une ANPE de la marginalité

Le groupe de recherche pour l'emploi des probationnaires (GREP), association mise en place par les juges d'application des peines du tribunal de grande instance de Lyon et des délégués de probation, assure le reclassement professionnel des délinquants du Rhône. Se définissant comme une véritable « ANPE de la marginalité », le « service après-vente de la justice », le GREP a développé une formule originale et efficace de partenariat avec les entreprises.

LYON

de notre bureau régional
 « J'ai vécu 68 sur le pavé. Institution pendant vingt-trois ans, j'étais en marge de la société. Condamnée pour une affaire de stupéfiants à cinq mois de prison ferme et dix-huit mois de sursis avec mise à l'épreuve, j'étais complètement désintéressée à ma sortie de détention. Aujourd'hui, par le travail, je reprends confiance. » Pascale, quarante-sept ans, n'avait ni argent ni logement mais une fille à charge à sa libération. « A la sortie, on vous ouvre la porte et c'est tout ! Dans ces conditions, ce n'est pas évident d'aller se vendre, et les employeurs sont réticents, les places sont chères. C'est un cercle vicieux. »

Pour remplir son obligation de rechercher un emploi, mais aussi pour faire face à ses problèmes matériels et psychologiques, lui faisait donc une aide, qu'elle a trouvée auprès du GREP. « C'est ce qui m'a le plus permis de m'en sortir, par un soutien moral et des conseils matériels. » Depuis quelques mois, Pascale est employée par une entreprise. La Sandale du

pèlerin. Elle s'apprette à poursuivre une formation de dessinatrice.

Il y a, dans le Rhône, des centaines de personnes dont la réinsertion bute sur le problème de l'emploi. Le GREP veut y remédier. Depuis sa création en 1985, il a traité mille deux cent quarante dossiers et placé cinquante sept personnes en entreprises. Chaque année, son activité croît et, pour les quatre premiers mois de 1990, quatre-vingt personnes ont déjà trouvé une solution à leur problème d'emploi. Elles ont suivi l'une des nombreuses filières que propose le GREP aux probationnaires, libérés conditionnels, personnes sous contrôle judiciaire et, depuis le début de l'année, à tous les libérés définitifs qui ont été sélectionnés lors de leur dévotion. Environ mille cinq cents personnes par an sont donc concernées sur l'agglomération lyonnaise. Mais seules les candidatures faisant preuve d'une volonté réelle de reprendre le travail sont prises en charge par l'association.

Impliquer les employeurs

Avant de postuler à une embauche, ils sont initiés aux techniques de recherche d'emploi, définissent leur projet professionnel et peuvent recevoir une formation. Ensuite, le GREP leur propose un emploi ou un stage (SIVP, contrat de qualification, etc.). L'intégration du salarié dans l'entreprise fait l'objet d'un suivi particulier attentif. Alain, vingt-sept ans, condamné à deux reprises pour vol à main armée et coups et blessures avec port d'arme, a passé près de huit années en prison. Déormais employé par une entreprise lyonnaise, il affirme que son « intégration » n'a pas posé de

problèmes grâce à un employeur motivé et compréhensif. Pour renforcer son activité, le GREP a également constitué une association intermédiaire, GREP-services, qui propose aux entreprises, pour une durée limitée, les services d'anciens délinquants, salariés de l'association. Elle a déposé, depuis sa création en avril 1989, près de onze mille heures de travail.

Pour MM. Paul Castaner, président du GREP, et Jean-Claude Guinand, vice-président et premier juge de l'application des peines, « la réinsertion est toujours possible à condition que les condamnés retrouvent leur dignité et leur autonomie financière ». En conséquence, « l'accès à l'emploi s'impose comme facteur fondamental de prévention de la récidive et unique alternative au statut d'assuré ». L'association se doit donc d'être « un véritable prestataire de services auprès des entreprises dans le domaine du recrutement », pour les inciter à embaucher d'anciens délinquants.

Le meilleur moyen d'y parvenir est d'impliquer les employeurs eux-mêmes dans les actions menées par le GREP. L'initiative est originale puisque l'association regroupe, outre des membres des administrations publiques concernées, des chefs d'entreprise et des organisations patronales. D'autre part, en complément des subventions étatiques et départementales dont il bénéficie, le GREP fait largement appel au concours financier d'entreprises mécènes. Selon M. Jean-Claude Guinand, « cette forme de partenariat, que nous maintenons volontairement dans une discrétion totale, constitue le gage de notre sérieux et de notre efficacité ».

J.-C. RAVEAU

Bagd

Jesus

هكذا ابن الامل